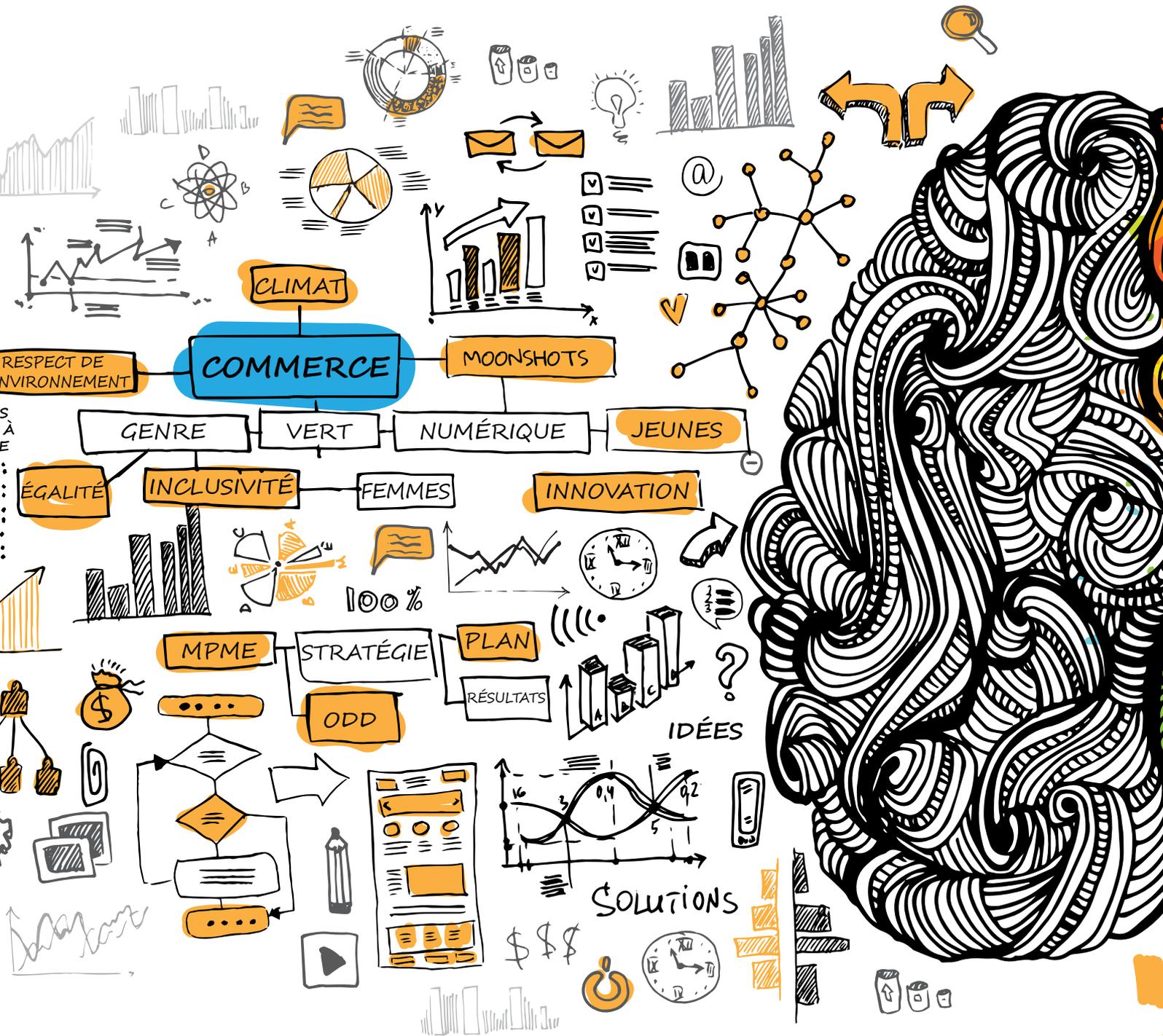


Rapport annuel 2023



Le Centre du commerce international est l'unique organisme international entièrement dédié au développement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) par le biais de l'aide pour le commerce. Œuvrant avec des partenaires pour renforcer la compétitivité commerciale des MPME, nous aidons à établir des secteurs d'exportation dynamiques et durables qui offrent des opportunités entrepreneuriales, en particulier pour les femmes, les jeunes et les communautés vulnérables.



Rapport annuel 2023



Contenu

Avant-propos.....	8
Notre stratégie en un coup d'œil.....	10
Comment nos projets sont liés aux Objectifs de développement durable.....	11
Moonshots.....	14
Bilan de l'année : Aperçu de la situation en 2023.....	16
INTERVENTIONS DE L'ITC	19
Nos résultats 2023.....	20
Bailleurs de fonds pour les domaines d'impact en 2023.....	21

Les petites entreprises dans les milieux fragiles et touchés par des conflits 22

Rompre le cercle vicieux de la fragilité.....	22
---	----

Chaînes de valeur durables et résilientes 24

SheTrades Afrique de l'Ouest Ouvrir de nouvelles perspectives aux femmes dans la chaîne de valeur du cajou.....	26
Tracer une nouvelle voie numérique : Des start-ups technologiques et des entreprises agroalimentaires unissent leurs forces au Ghana.....	28
Du berceau du café à la révolution numérique : Prochaine phase pour l'Éthiopie.....	30



Commerce inclusif 32

Un écosystème commercial adapté à l'autonomisation des femmes : Le programme d'accélération de SheTrades.....	34
Atteindre une portée mondiale pour les entrepreneurs réfugiés : Un narratif sur Dadaab.....	36
Saisir de nouvelles opportunités au Pakistan : Impact des subventions de contrepartie sur les entreprises agroalimentaires dirigées par des femmes.....	38



Commerce vert

40

Noix de coco dans les Caraïbes : Renforcer la résilience grâce aux partenariats.....42
Financement de la transition verte : Innovation dans les entreprises agroalimentaires népalaises.....44
Renforcer la capacité d'action de la prochaine génération : Célébration des jeunes écopreneurs.....46



Commerce numérique

48

Programme numérique d'aide à l'exportation : Des résultats concrets pour les petites entreprises d'Asie du Sud-Est.....50
Switching ON Zambie : Bienvenue à la nouvelle génération d'entrepreneurs numériques.....52
Personnes déplacées en Ukraine : Renforcer les compétences numériques pour la résilience économique.....54



Intégration régionale et commerce et investissement Sud-Sud

56

Préparation de la sortie de la catégorie des PMA : Préparer le terrain pour la prochaine phase en RDP lao.....58
Une nouvelle ère pour le commerce panafricain : La foire commerciale intra-africaine.....60
La porte d'entrée de l'Asie centrale : Aider les petites entreprises à explorer les corridors commerciaux.....62



RÉSULTATS INSTITUTIONNELS	65
Notre proposition de valeur	66
Plan d'action Moving forward	67
Comment nous obtenons des résultats	68
Évaluation et performance	70
Gestion des données	72
Promouvoir la diversité, l'inclusion et l'équité	73
Gestion des ressources humaines	74
Partenariats	75
Une année record pour l'innovation	77
Communication et sensibilisation	78
Aperçu financier et mobilisation des ressources	79

Annexes

- ANNEXE I : Coopération technique de l'ITC par région et par domaine d'impact
- ANNEXE II : Profil du personnel de l'ITC
- ANNEXE III : Répartition des affectations par nationalité et par sexe des experts
- ANNEXE IV : Publications ITC 2023 et organisations contributrices



Pour accéder aux annexes, scannez le code QR ou consultez : intracen.org/annual-report.

Acronymes

AESR	Rapport de synthèse de l'évaluation annuelle	MARKUP	Programme d'amélioration de l'accès aux marchés
ANASE	Association des Nations de l'Asie du Sud-Est	MPME	Micros, petites et moyennes entreprises
B2B	Entreprise à entreprise	MPTF	Fonds d'affectation spéciale multi-partenaires
BO	Budget ordinaire	NTF	Fonds fiduciaire néerlandais
BPM	Biens publics mondiaux	ODD	Objectif de développement durable
BHRMLÉ	Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement	OIT	Organisation internationale du travail
CCI	Corps commun d'inspection	OMC	Organisation mondiale du commerce
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest	ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
CIIE	Exposition internationale d'importation de Chine	OPC	Organisation de promotion du commerce
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	OSE	Organisation de soutien aux entreprises
CO ²	Dioxyde de carbone	PDSL	Pays en développement sans littoral
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe	PEID	Petits États insulaires en développement
COP28	Conférence des Nations Unies sur le changement climatique 2023	PMA	Pays les moins développés
DAP	Coût d'appui programme	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
DEEP	Programme d'habilitation numérique à l'exportation	RECP	Efficacité des ressources et production circulaire
D&I	Diversité et inclusion	REMI	Initiative pour l'autonomisation des réfugiés par les marchés Initiative des marchés
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	RH	Ressources humaines
GRASP	Croissance pour le progrès rural et le progrès durable	SAAVI	Renforcer la chaîne de valeur agricole et agroalimentaire et améliorer la politique commerciale
IA	Intelligence artificielle	SMECO	Perspectives de compétitivité des PME
IEU	Unité d'évaluation indépendante	STAP	Programme d'accélération de SheTrades
IOM	Organisation internationale de la migration	UE	Union européenne
ITC	Centre du commerce international	UN-SWAP	Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies
		XB	Extrabudgétaire
		ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine

Avant-propos



Entre l'éclatement des conflits et les dégâts toujours plus importants causés par le changement climatique, le monde en 2023 est allé de crise en crise, ce qui a mis les petites entreprises que nous servons dans une situation de plus en plus précaire. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, les pressions inflationnistes et les répercussions persistantes de la pandémie de COVID-19 n'ont fait que compliquer une situation déjà difficile pour le commerce international, notamment pour les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) qui sont le moteur d'une grande partie de l'économie mondiale.

Ces crises et la fragilité qui en résulte ont accentué les défis auxquels les MPME et la communauté internationale dans son ensemble sont confrontées. C'est pourquoi nous avons fait de la fragilité le thème de notre rapport phare, les *Perspectives de compétitivité des PME 2023*. Ses conclusions font réfléchir, mais elles donnent aussi des orientations cruciales pour l'avenir. Le rapport indique sans ambiguïté que tout le monde, des MPME aux gouvernements en passant par les agences internationales, doit s'unir pour sortir du « cercle vicieux » de la fragilité, plutôt que de le laisser s'aggraver.

Si les *Perspectives de compétitivité des PME* indiquent clairement qu'il n'existe pas de solution unique, elles constatent également que certains enseignements clés s'appliquent de manière générale. Le document renforce l'urgence de s'attaquer de front à la fragilité, d'autant plus qu'elle compromet la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Les projets de l'ITC dans des milieux fragiles nous donnent également de l'espoir : même si les crises deviennent de plus en plus courantes, nous constatons quotidiennement que les petites entreprises sont à l'avant-garde des innovations qui leur permettent de maintenir le cap. Pour que ces innovations s'implantent véritablement, il est essentiel de mettre en place un environnement politique et commercial favorable.

L'ITC se prépare à célébrer son sixième anniversaire en 2024, marquant 60 ans de changement dans le commerce pour changer la vie. Nous approchons également des dernières années de notre Plan stratégique de l'ITC 2022 - 2025, qui est informé et inspiré par la perspective de ce que le commerce connecté, durable et inclusif peut réaliser.

Les cinq domaines d'impact décrits dans notre Plan stratégique constituent le narratif de fond qui sous-tend le travail de l'ITC, ainsi que le présent rapport annuel. Couvrant les chaînes de valeur durables et résilientes, le commerce inclusif, le commerce vert, le commerce numérique, ainsi que l'intégration régionale et le commerce et l'investissement Sud-Sud, ils montrent comment nous modifions le commerce pour qu'il contribue au développement durable, en particulier dans un contexte de fragilité croissante. Ils reflètent également la diversité croissante de notre communauté de bailleurs de fonds et de partenaires qui, comme toujours, jouent un rôle essentiel dans l'accomplissement de notre travail pour les MPME que nous servons.

Nos cinq domaines d'impact sont intrinsèquement liés, dans le même esprit que les ODD eux-mêmes et la définition du développement durable qui les sous-tend. La durabilité environnementale est beaucoup plus efficace lorsque la connectivité numérique est mise à profit, tandis que l'intégration régionale est à son meilleur lorsque ces efforts sont inclusifs et soutiennent le développement de chaînes de valeur résilientes, pour ne citer que quelques exemples. Nous avons constaté ces liens en pratique dans notre travail dans les différentes régions du monde, de l'Afrique à l'Amérique latine et aux Caraïbes, en passant par l'Asie. C'est pourquoi les études de cas présentées dans ce rapport annuel, bien que souvent placées dans une section consacrée à un domaine d'impact particulier, ont également un impact dans d'autres domaines.

Ces études de cas montrent également comment nos quatre « moonshots » (connectivité numérique, genre, écologie et jeunesse) ont évolué depuis leur conception initiale jusqu'à leur mise en œuvre complète, et comment nous avons adapté nos efforts en réponse à des situations fragiles. Ces « moonshots » ont servi à concentrer nos efforts sur la réalisation de ces domaines d'impact, car nous faisons régulièrement le point sur la manière dont nos efforts rapprochent les Objectifs de développement durable. Ils nous ont également servi d'inspiration, en particulier lorsque la fragilité devient partie intégrante de notre travail quotidien, et ils nous rappellent pourquoi ces objectifs sont si importants pour l'avenir que nous voulons en tant que société.



1. Visite de Med Foods Arusha, une petite entreprise d'épices en Tanzanie, avec sa Cofondatrice Joyce Mmari **2.** Entretien avec Txai Suruí, activiste environnemental autochtone brésilien, sur le rôle des petites entreprises dans la transition juste lors de la COP28 à Dubaï **3.** Journée numérique des ODD au siège des Nations Unies à New York **4.** Rencontre avec des femmes réfugiées au Kenya à Nyota Farsamo, une coopérative artisanale somalo-kényane

La fragilité a été l'un des thèmes récurrents de 2023, tandis que le bilan en a été un autre, à la fois dans le contexte des progrès de la communauté internationale dans la lutte contre la crise climatique et dans la mise en œuvre du Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030. Ces processus de bilan ont occupé le devant de la scène lors du premier bilan mondial dans le cadre de l'Accord de Paris, qui s'est conclu lors de la vingt-huitième Conférence des parties (COP28) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à Dubaï, et lors du sommet sur les ODD en septembre 2023 à New York, respectivement.

Ces deux bilans ont montré que si des progrès notables ont été accomplis, les crises et la fragilité qui en a résulté ces dernières années ont fait des ravages. Ils ont également montré, cependant, l'importance de faire une pause et d'examiner nos méthodes de travail, notre situation actuelle et nos objectifs. C'est une leçon que nous avons prise à cœur à l'ITC, où nous avons également entrepris notre propre bilan.

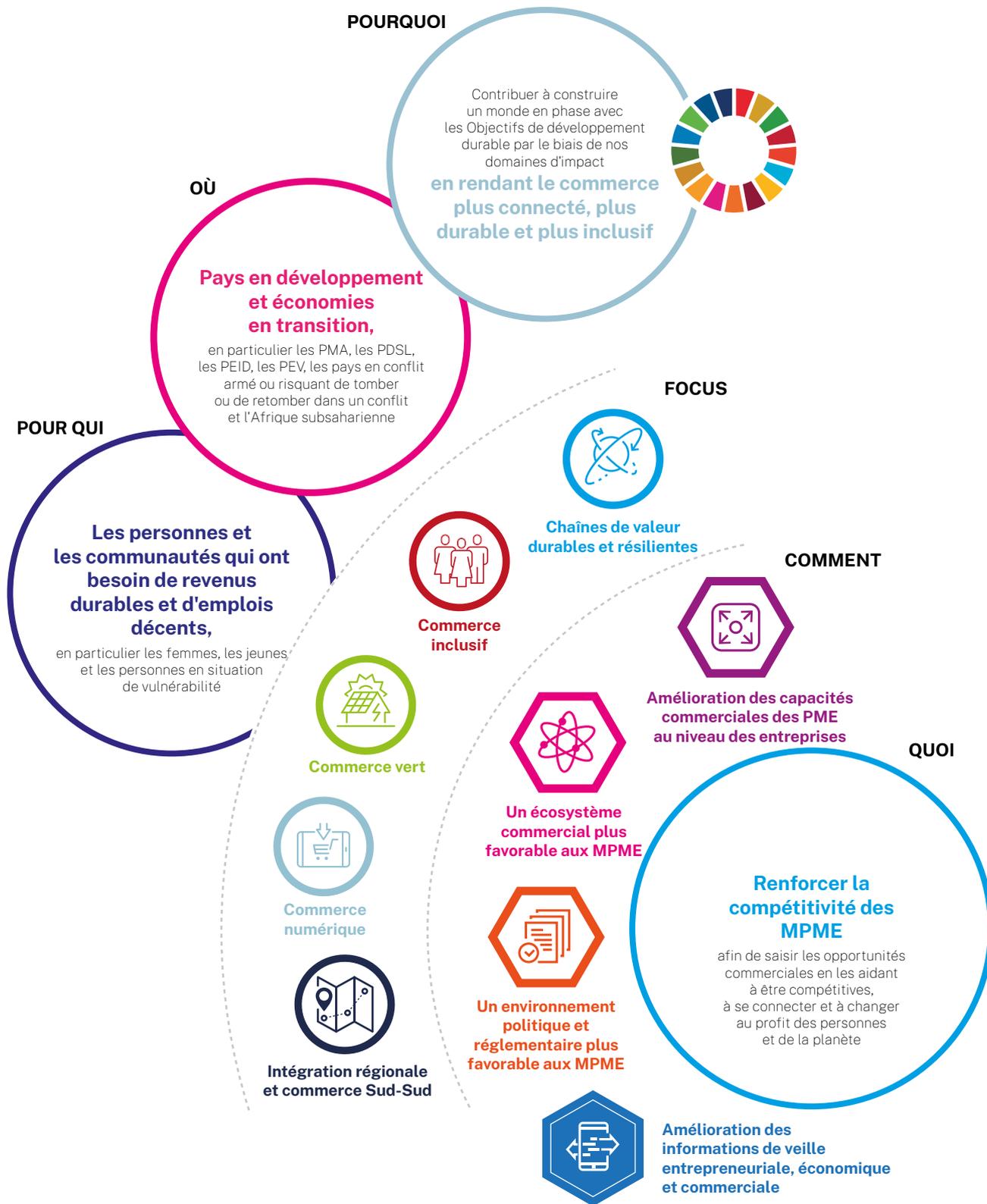
Notre 60e anniversaire en perspective nous a donné l'occasion de réfléchir à notre évolution : d'une petite agence axée sur la veille économique et commerciale et l'assistance technique, nous sommes devenus une grande organisation dont le personnel est établi à l'étranger, avec un vaste portefeuille

de projets et une approche beaucoup plus globale du rôle du commerce dans le développement durable. Ce bilan ne s'est toutefois pas limité à notre 60e anniversaire, ni à ce rapport annuel. Nous avons également réfléchi, et agi, pour améliorer la façon dont nous travaillons les uns avec les autres, comme indiqué dans la section « Plan d'action Moving forward » du présent document.

Ce rapport annuel présente certains des faits saillants de l'année 2023 pour l'ITC tout en signalant le travail qui reste à accomplir, et il s'inspire de cet état d'esprit de « bilan ». Je souhaite remercier notre équipe dévouée de l'ITC, tant au siège de Genève que dans le monde entier, qui a travaillé sans relâche pour soutenir les MPME afin qu'elles puissent bénéficier pleinement de ce que le commerce peut leur offrir, ainsi que nos bailleurs de fonds et nos partenaires qui ont œuvré pour que ce travail crucial se concrétise.

Pamela Coke-Hamilton
Directrice exécutive

Notre stratégie en un coup d'œil : Comment nous travaillons



La réalisation de notre stratégie repose sur des solutions adaptées, mises au point par nos services de base. Nos quatre services principaux sont le renforcement des capacités commerciales des MPME, la mise en place d'un écosystème commercial plus favorable aux MPME, le soutien à un environnement politique et réglementaire plus favorable aux MPME et l'amélioration de l'information sur les entreprises, le commerce et le marché grâce à nos biens publics mondiaux.



©Shutterstock.com

Comment les projets de l'ITC sont liés aux Objectifs de développement durable

Le Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030 assorti de ses 17 Objectifs de développement durable (ODD) et ses 169 cibles, a été adopté par les États membres de l'ONU en 2015. Ce programme présente un plan ambitieux pour parvenir à un monde meilleur et plus juste, dans lequel les objectifs environnementaux, sociaux et économiques sont considérés comme complémentaires et intrinsèquement liés. Le soutien à la compétitivité des MPME par le biais du commerce est essentiel à la réalisation dudit programme d'ici la fin de la décennie.

Les faits saillants ci-dessous des projets de l'ITC en 2023 donnent un aperçu de la façon dont notre travail contribue aux ODD, tandis que les études de cas suivantes dans ce rapport donnent une « plongée en profondeur » dans la façon dont cette approche se présente dans la pratique. Ces faits saillants sont organisés selon les cinq piliers du Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030 : les populations, la prospérité, la planète, les partenariats et la paix.

Populations



- Les membres de l'OMC et les observateurs ont participé à des ateliers sur la manière d'appliquer une perspective de genre aux accords existants de l'OMC sur la facilitation des échanges et les marchés publics, ainsi qu'aux négociations sur la facilitation des investissements et le commerce en ligne.
- 4 000 jeunes entrepreneurs du secteur agroalimentaire en Irak ont été formés par l'intermédiaire de la plate-forme de Taadreb sur des sujets tels que l'éducation financière et la gestion d'entreprise.
- Un centre d'accueil a été construit à Mansa Konko pour offrir une formation aux jeunes et aux femmes de Gambie dont les moyens de subsistance ont été affectés par la construction du pont de Sénégal-Gambie.

Prospérité



- Les MPME des Philippines, du Myanmar, de Jordanie, de Tunisie, du Kirghizstan et de plusieurs pays d'Amérique latine ont construit ou augmenté leur capacité à utiliser le commerce en ligne / les canaux commerciaux numériques.
- Les entreprises informatiques ghanéennes participant au programme NTF V ont déclaré avoir maintenu 1178 emplois à temps plein à la fin de l'année, tandis que les ventes totales des bénéficiaires ghanéens s'élevaient à plus de \$36 millions.
- En Éthiopie, le nombre total d'emplois soutenus par le programme NTF V était de 2119, tandis que les ventes totales des bénéficiaires de l'ITC ont atteint plus de \$35 millions.
- Plus de 250 emplois ont été créés en Eswatini dans le cadre de l'initiative « Promouvoir la croissance par des alliances compétitives », notamment dans les secteurs du textile, de l'habillement et du café.
- Dans le secteur ghanéen du cacao et des cultures associées, sous l'impulsion du syndicat agricole Kuapa Kokoo, des agriculteurs et des PME, 5 334 emplois ont été maintenus ou créés.
- Dans le secteur du café éthiopien, 4942 emplois ont été créés au total, et les MPME et les coopératives agricoles ont réalisé des transactions commerciales d'une valeur de plus de \$4 millions.

Planète



- Plus de 18 000 actions en faveur du climat pour et par les MPME ont été réalisées grâce à la sensibilisation, aux formations et au renforcement des capacités sur des sujets écologiques et durables.
- Plus de 5 000 bénéficiaires ont été sensibilisés à divers aspects de la croissance verte, de l'adaptation au climat, des normes de durabilité, des performances écologiques, des bonnes pratiques agricoles et d'autres thèmes, et sont mieux préparés à utiliser ces connaissances dans la pratique.
- Au Pakistan, le programme GRASP a lancé une deuxième phase de subventions de contrepartie, avec un total de 293 subventions d'une valeur de \$2,9 millions à la fin de l'année. En décembre 2023, 464 MPME auront investi dans des technologies de production plus propres et respectueuses de l'Environnement.
- Les décideurs politiques des pays de l'ANASE et de l'Asie centrale sont davantage sensibilisés aux initiatives écologiques de l'Union européenne, en particulier celles qui touchent au commerce, comme le mécanisme d'ajustement frontalier pour le carbone (CBAM).



Partenariats

- Les biens publics mondiaux (BPM) de l'ITC ont enregistré plus de 1,4 million d'utilisateurs.
- Les utilisateurs des biens publics mondiaux interrogés ont fait état de plus de \$194 millions de transactions commerciales et d'investissement catalysés par les outils de veille économique et commerciale de l'ITC.
- Plus de \$54 millions d'investissements et de flux commerciaux Sud-Sud ont été réalisés entre des pays africains (Maurice, Tanzanie, Kenya et Madagascar, entre autres) et des entreprises chinoises, dans des secteurs tels que l'agriculture (manioc, thé, produits à base de viande) et l'équipement médical.



Paix

- Le gouvernement irakien a revu sa structure tarifaire et a élaboré une offre initiale sur les marchandises dans le cadre de ses négociations d'adhésion à l'OMC. Son offre initiale est en cours d'examen pour les secteurs de la construction, de la distribution, de l'Environnement et des services de télécommunications.
- Programme BEIT (Building Equitable and Inclusive Transformation) : Le projet Towards Decent Work and Affordable Housing in Iraq a été lancé et sera exécuté conjointement par l'ITC, UN-Habitat et l'OIT. Il vise à créer des emplois de qualité en renforçant le secteur du logement et de la construction.
- Au Sud-Soudan, 266 bénéficiaires (dont 139 femmes et 160 jeunes) ont vendu des fruits et légumes et / ou leurs produits transformés, pour un montant estimé à SS£301 152 759 (soit l'équivalent de \$298 636).
- 185 producteurs et négociants sud-soudanais de fruits et légumes ont déclaré que leurs entreprises avaient créé un total de 694 emplois.
- *Perspectives de compétitivité des PME 2023 : Les petites entreprises en situation de fragilité : De la survie à la croissance* a été publié en novembre 2023 et lancé officiellement en février 2024 en Irak. Les données recueillies auprès de plus de 1000 entreprises dans huit pays ont été utilisées pour construire un nouvel indice d'exposition à la fragilité de l'ITC et le lier aux résultats commerciaux réels.

Moonshots

En 2022, l'ITC a lancé quatre « moonshots » qui représentent nos solutions audacieuses pour relever les défis auxquels les petites entreprises des économies en développement sont confrontées lorsqu'elles s'engagent dans le commerce.

Ils sont alignés sur notre plan stratégique 2022 - 2025 et s'en inspirent, reflétant notre contexte mondial actuel et la vision ambitieuse définie par le Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030.



Moonshot en matière de genre

Mettre en œuvre des interventions visant à transformer les rapports hommes-femmes, fondées sur l'autonomisation économique des femmes



Moonshot sur l'inclusion des jeunes

Mettre les jeunes aux commandes d'un avenir économique durable et prospère



Moonshot sur le numérique

Permettre à un plus grand nombre de MPME d'exploiter pleinement les nouvelles technologies et l'économie numérique



Moonshot sur l'écologie

Veiller à ce que les MPME puissent ouvrir la voie à une transition juste et inclusive et en tirer profit



Bilan de l'année : Un aperçu de 2023

Janvier



- À Davos, la Directrice exécutive de l'ITC explique comment l'investissement dans les nouvelles technologies, l'amélioration des compétences numériques et la croissance verte sont essentiels à la réussite de l'ALECAf

Février



- L'ITC, Google et la Chambre de commerce internationale lancent un programme de facilitation des exportations numériques pour les MPME en Asie du Sud-Est
- L'ITC et l'Association des producteurs et exportateurs du Nicaragua lancent le pôle local ecomConnect
- L'ITC et Fairtrade annoncent des projets d'intensification de la collaboration pour aider les agriculteurs et les travailleurs agricoles à se diversifier et à accéder à de nouveaux marchés de manière durable

Mars



- Lors de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA5), l'ITC présente le LDC Trade Tracker et le rapport sur la sécurité alimentaire avec l'UN-OHRLLS
- L'ITC lance les plateformes SheTrades Bangladesh et SheTrades Mauritius
- Six jeunes entreprises africaines soutenues par l'ITC participent au Mobile World Congress à Barcelone

Avril



- L'ITC s'associe à la société de télécommunications Orange Guinée, à sa fondation et à l'agence nationale pour l'emploi AGUIPE pour organiser l'événement Job Dating permettant à 300 jeunes Guinéens de rencontrer de potentiels employeurs
- L'ITC, Hive Colab et Youth start-up Academy Uganda organisent un bootcamp pour former 250 jeunes entrepreneurs

Mai

- La plateforme de commerce en ligne NOVICA lance le pôle d'autonomisation des artisans de la région de la route de la soie (Silk Road region Artisan Empowerment Hub) et la boutique en ligne Artisans Connect en Asie centrale dans le cadre du projet Ready4Trade Central Asia de l'ITC
- L'ITC et Absa Bank Zambia PLC annoncent un nouveau partenariat pour étendre les services bancaires à un plus grand nombre de femmes en Zambie



Juin



- L'ITC participe au 13^{ème} Congrès mondial des Chambres à Genève, Suisse
- L'ITC organise le Forum mondial pour le développement des exportations à Oulan-Bator, en Mongolie, et décerne les Prix de l'écopreneuriat des jeunes
- L'ITC amène 32 MPME de 14 économies africaines à l'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique à Changsha, Hunan

Juillet



- L'équipe de l'ITC chargée de l'initiative Alliances for Action dans le secteur agroalimentaire présente son travail sur les systèmes alimentaires durables à l'occasion du UN Food Systems Summit+2 Stocktaking Moment à Rome, Italie
- Le projet « Alliances pour des Caraïbes plus bleues et plus vertes (Ridgeto Reef) » remporte le prix du partenariat des petits États insulaires en développement des Nations Unies dans la catégorie « Environnement »

Octobre



- L'ITC lance la deuxième phase du programme d'amélioration de l'accès au marché UE-CEA avec l'UE et la Communauté d'Afrique de l'Est en Tanzanie
- L'ITC participe au deuxième Forum sur le commerce et l'investissement afro-caraïbe, qui se tient en Guyane, et amène une délégation de PME et d'OSE africaines et caribéennes
- Lors de la Coupe du monde de rugby, les entreprises de Samoa et de Fidji soutenues par l'ITC présentent leurs produits en marge de l'événement et nouent des liens avec des acheteurs britanniques et européens

Décembre



- Lors de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique de 2023, l'ITC est partenaire du premier pavillon de la Maison du commerce et de la première journée thématique sur le commerce, et amène une délégation de MPME et d'organisations de la société civile
- Le forum de l'Académie du commerce pour les PME met en lumière le rôle de l'intelligence artificielle dans la formation pour le développement
- L'ITC organise un événement lié au Forum mondial sur les réfugiés à Genève

Août

- Les ministres du Commerce et de l'investissement du G20 adoptent l'Appel à l'action de Jaipur pour améliorer l'accès des MPME à l'information, et encouragent l'ITC et ses partenaires à améliorer le Global Trade Helpdesk (service d'assistance au commerce mondial)



Septembre



- L'ITC participe au Forum public de l'OMC, soulignant ce qu'une transition juste et inclusive signifie pour les MPME
- L'ITC organise le Sommet du commerce vertueux (Good Trade Summit) à New York parallèlement à l'Assemblée générale des Nations Unies et lance un appel à l'action sur le thème « Unir les actions durables »
- L'ITC et ses partenaires locaux lancent les pôles SheTrades pour les Caraïbes et la République dominicaine

Novembre



- L'ITC aide 65 MPME à participer à l'Exposition internationale d'importation de la Chine
- Lors de la Foire commerciale intra-africaine du Caire, l'ITC amène plus d'une vingtaine de MPME, organise des visites d'étude et des ateliers
- Lancement du réseau continental des associations de femmes d'affaires en Afrique
- Le Central Asia Gateway remporte un prix au Forum mondial de l'investissement des Nations Unies pour le commerce et le développement
- L'ITC publie les *Perspectives de compétitivité des PME* sur l'impact de la fragilité et des conflits sur les PME
- Les représentants des 17 pôles SheTrades se réunissent à Genève pour leur réunion annuelle





An abstract artwork featuring a lightbulb on the left side, with various colored splatters and brushstrokes in shades of blue, red, yellow, and pink. The background is a mix of dark and light tones, creating a textured effect. A horizontal bar with segments of cyan, red, green, blue, and black is positioned across the middle of the image.

Interventions de l'ITC

Nos résultats 2023



Consensus, plans d'action, actions politiques

> 100 cas de politiques, stratégies et réglementations liés au commerce introduites ou modifiées en faveur de la compétitivité des MPME, avec la participation du secteur des affaires



Sensibilisation

> 540 000 clients sont mieux sensibilisés au commerce international grâce à l'utilisation des informations de veille économique et commerciale de l'ITC en 2022

> 1,4 million d'utilisateurs enregistrés des biens publics mondiaux de l'ITC



Connaissances, compétences et renforcement des capacités

> 4800 jours de formation pour plus de 70 000 bénéficiaires ; beaucoup suivent plus d'un cours

> 116 000 participants à l'Académie du commerce pour les MPME, dont 43 % sont des femmes desquelles 32 % sont certifiées ; et beaucoup suivent plus d'un cours



Action en faveur des PME et performance institutionnelle

> 40 000 MPME ont amélioré leurs opérations commerciales, réalisé des transactions internationales ou reçu des investissements, dont 14 000 MPME dirigées par des femmes

> \$350 millions de nouvelles transactions commerciales et d'investissement par les MPME

≈ 500 (cas d') améliorations de la performance d'OSE

> 700 000 membres touchés par les OSE clientes

> 75 % d'interventions spécifiques dans les pays prioritaires*

≈ 38 % d'interventions dans les pays les moins avancés

* Les pays prioritaires sont les pays les moins avancés (PMA), les pays en développement sans littoral (PDSL), les petits États insulaires en développement (PEID), les petites économies vulnérables (PEV), les pays en conflit armé ou risquant de (re)tomber dans un conflit et les pays d'Afrique subsaharienne. L'ITC était actif dans 144 pays en 2023.

Bailleurs de fonds pour les domaines d'impact en 2023

Bailleurs de fonds non affectés

Bailleurs de fonds du guichet 1 du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC

Canada, Allemagne, Irlande, Norvège, Suède, Suisse (Islande pour le commerce inclusif et Inde pour l'intégration régionale et le commerce et l'investissement Sud-Sud)

Bailleurs de fonds de projets spécifiques

Généraux (Non spécifiques à un domaine d'impact)

Union européenne, Corée, Pays-Bas (les), Allemagne, PNUD, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (le), États-Unis d'Amérique (les), Fonds renouvelable MAR, Swisscontact, National Graduate Institute for Policy Studies (GRIPS), Banque de développement des Caraïbes, CNUCED, FAO, Cadre intégré renforcé, Australie, Fonds renouvelable MLS-SCM, Fonds renouvelable TS, UN-OHRLS, Japon, Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers de Pointe-Noire, New Zealand Trade and Enterprise, Canada, Chili, Suède, ONUG, bailleurs de fonds privés, Association européenne de libre-échange, Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas, Google, Enterprise Greece, Uludag Exporters' Association, Import Promotion Desk, Futec Global, Agence de promotion des exportations commerciales de Sainte-Lucie (TEPA), Organisation internationale de normalisation, Conseil chinois pour la promotion du commerce international, Fédération des chambres de commerce et d'industrie des Émirats arabes unis, Unilever, NetPC, Undercurrent News-Seafood business news and data, Switzerland Global Enterprise, Chambre économique fédérale autrichienne, Economica Institute of Economic Research, AGEXPORT, Émirats arabes unis

Chaînes de valeur durables et résilientes

Union européenne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (le), Pays-Bas (les), Suisse, Corée, Suède, Belgique, Allemagne, Japon, Mongolie, ONUDI, Cadre intégré renforcé, Chine, Banque de développement du Qatar, Curaçao, Société internationale islamique de financement du commerce, Société pétrolière des États fédérés de Micronésie (FSMPC), Plateforme mondiale du café, Italie, Finance in motion, Initiative pour une agriculture durable (Plateforme SAI), UN-OHRLS, Banque africaine d'import-export, États-Unis (les), FEFAC, Stichting IDH Sustainable Trade Initiative, Chocolats Halba/Coop Genossenschaft, MPTF, Shenzhen Technology University, ENI, Agence italienne de coopération au développement, Fédération internationale de l'habillement, Initiative pour la conformité et la durabilité, Chili, Soy Network Switzerland, Fonds renouvelable MAR, Syngenta Crop Protection, Unilever, Fonds renouvelable TS, Fonds renouvelable MLS-SCM, Enterprise Greece, Agence de promotion des exportations commerciales de Sainte-Lucie (TEPA), Switzerland Global Enterprise, Chambre économique fédérale autrichienne, Institut de recherche économique Economica, AGEXPORT, Émirats arabes unis, Association européenne des marques, PNUD, Fédération internationale des fabricants de textiles

Commerce inclusif (femmes, les jeunes et autres groupes vulnérables)

Union européenne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (le), Allemagne, MPTF, Corée, Belgique, Suisse, Japon, Visa, Fondation UPS, FAO, Cadre intégré renforcé, Suède, TradeMark Africa, Mongolie, ONUDI, COMESA, Conseil danois pour des réfugiés, Société islamique internationale de financement du commerce, ENI, Agence italienne de coopération au développement, Pays-Bas (les), CNUCED, Chine, Curaçao, Unilever, Société pétrolière des États fédérés de Micronésie (FSMPC), Fonds renouvelable TS, Chili, Chocolats Halba/Coop Genossenschaft, Fonds renouvelable MLS-SCM, Enterprise Grèce, Agence de promotion des exportations commerciales de Sainte-Lucie (TEPA), Switzerland Global Enterprise, Chambre économique fédérale autrichienne, Economica Institute of Economic Research, AGEXPORT, Émirats arabes unis, PNUD, Conseil norvégien pour les réfugiés, États-Unis d'Amérique (les)

Commerce vert

Union européenne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (le), États-Unis (les), Suisse, Allemagne, Suède, Corée, Mongolie, Japon, Cadre intégré renforcé, Curaçao, Pays-Bas (les), ENI, Agence italienne de coopération au développement, TradeMark Africa, Plateforme mondiale du café, Fonds renouvelable TS, Finance in Motion, Sustainable Agriculture Initiative (Plateforme SAI), Chocolats Halba/Coop Genossenschaft, FEFAC, Stichting IDH Sustainable Trade Initiative, Shenzhen Technology University, International Apparel Federation, Initiative for Compliance and Sustainability, Soy Network Suisse, Fonds renouvelable MAR, Syngenta Crop Protection, Fédération internationale des fabricants de textiles

Commerce numérique

Union européenne, Pays-Bas (les), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (le), Suisse, Japon, États-Unis d'Amérique (les), Cadre intégré renforcé, Chine, Visa, Allemagne, Alibaba Group, Italie, Curaçao, UPS Fondation, Suède, Société internationale islamique de financement du commerce, Agence de promotion des exportations commerciales de Sainte-Lucie (TEPA), MPTF, CNUCED, TradeMark Africa, Fonds renouvelable TS, PNUD

Intégration régionale et commerce et investissement Sud-Sud

Union européenne, Chine, Allemagne, Centre islamique pour le développement du commerce, COMESA, Banque africaine d'import-export, Suède, FAO, Japon, MPTF, ONUDI, Suisse, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (le), CNUCED, Agence italienne pour Coopération au développement, Chili, Agence de promotion des exportations commerciales de Sainte-Lucie (TEPA), Enterprise Greece, Switzerland Global Enterprise, Chambre économique fédérale autrichienne, Institut de recherche économique Economica, AGEXPORT, Émirats arabes unis, Fondation Mo Ibrahim, PNUD

Pleins feux sur SMECO

Les petites entreprises dans les contextes fragiles et touchés par des conflits : Rompre le cercle vicieux de la fragilité

L'Irak a une riche tradition agricole, associée à une grande richesse culturelle et à un secteur de la construction impressionnant. Ses petites entreprises dépassent le million et représentent deux tiers des emplois du secteur privé. Mais les conflits, les changements climatiques et d'autres pressions ont fait de l'activité commerciale une entreprise difficile, aggravant les pressions quotidiennes liées à la recherche des bons acheteurs, à l'approvisionnement en intrants clés et au développement des compétences nécessaires pour être compétitif.

L'ITC œuvre en Irak depuis longtemps. Avec le soutien de l'UE, l'institution a mis en place un projet visant à aider les agriculteurs irakiens à développer leurs activités et à vendre leurs produits. Connue sous le nom de « Renforcement de la chaîne de valeur agricole et agroalimentaire et amélioration de la politique commerciale » (SAAVI), ce programme axé sur le marché se caractérise notamment par le regroupement d'entreprises agroalimentaires au sein d'alliances, l'amélioration de tous les aspects de leurs processus de production et leur mise en relation avec des acheteurs tels que les supermarchés et les usines de transformation, ce qui permet d'obtenir des prix assortis d'une prime de 90 %. Cette approche permet aux petits exploitants d'apprendre les uns des autres et, surtout, de répondre aux attentes du marché.

« En tant que générations d'agriculteurs de Ninewa, il y a encore beaucoup de choses que nous ne savions pas avant l'adhésion à SAAVI »

Thekra Abdul Hafiz agriculteur, membre de la Greenland Business Alliance

Thekra Abdul Hafiz, adhérent à Greenland Business Alliance, est l'un de ces agriculteurs. M. Thekra, qui reconnaît que l'accent mis par le projet sur la création d'alliances et les relations avec les acheteurs a permis d'acquérir de nouvelles

compétences et d'obtenir des informations clés sur les activités commerciales. a déclaré : « En tant qu'agriculteurs générationnels de Ninewa, il y a encore beaucoup de choses que nous ne savions pas avant d'adhérer à SAAVI. »

Aujourd'hui, on peut trouver des tomates cultivées à Mossoul sous le label « By Iraqi Hands » dans les rayons de grands distributeurs comme Carrefour à Erbil, et la créativité et le travail acharné de nombreuses autres petites entreprises sont visibles lors de foires commerciales comme le Forum national du commerce irakien, qui a tenu son édition inaugurale en 2022 et sa deuxième itération en 2024.

Mais les crises peuvent mettre en péril ces progrès durement acquis. Cette dynamique ne se limite pas à l'Irak : la fragilité devient de plus en plus fréquente pour les petites entreprises du monde entier. Souvent, plusieurs crises se produisent en même temps, mettant à rude épreuve l'écosystème commercial et politique.

Comprendre la nature de la fragilité et ce que signifie « ne pas nuire » lorsqu'on soutient les petites entreprises est une tâche complexe. C'est pourquoi les *Perspectives de compétitivité des PME 2023* (SMECO), la publication phare de l'ITC, a fait de la fragilité son thème directeur. Publié avant la conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Dubaï et lancé officiellement à Bagdad, SMECO explique comment une approche globale s'appuyant sur l'expertise des petites entreprises, des gouvernements locaux, des partenaires de développement et des agences des Nations Unies peut avoir un impact durable sur le terrain.

Le rapport adopte un point de vue global et constate que la fragilité et les situations de conflit rendent plus difficile la survie, et pire encore la croissance, des petites MPME informelles dirigées par des femmes et des jeunes. L'étude souligne également que chaque situation a ses propres nuances et complexités et que, dans un monde de plus en plus fragile, toutes les parties concernées doivent être prêtes à jouer le jeu à long terme.



1. Site de démonstration de l'école d'agriculture, Greenland Agribusiness Alliance, à Al Quba, Irak **2.** Beirut Erbil Company, produits de la pomme de terre, un partenaire pour les alliances agro-industrielles en Irak **3.** Réunions B2B au Forum national du commerce en Irak **4.** Lancement de l'édition 2023 des Perspectives de compétitivité des PME en Suisse

Si l'on ne s'attaque pas dès maintenant aux facteurs de fragilité, les progrès vers la réalisation des objectifs mondiaux se ralentiront également : SMECO a constaté que les pays en situation de fragilité ont plus de mal à atteindre la plupart des 17 Objectifs de développement durable et sont collectivement en retard sur 15 d'entre eux.

La compétitivité des petites entreprises est l'élément clé pour résoudre cet énigme, mais les MPME ne peuvent à elles seules briser le cercle vicieux de la fragilité. Il est essentiel de modifier l'environnement commercial et politique, et l'Irak est un exemple où ces efforts portent leurs fruits. Le pays met en place des réformes nationales qui non seulement ouvriront la voie à l'adhésion de l'Irak à l'Organisation mondiale du commerce, mais supprimeront également de nombreux obstacles qui limitent le potentiel des MPME locales, y compris des agriculteurs comme Thekra.



LIENS

En savoir plus sur SAAVI : <https://intracen.org/our-work/projects/iraq-strengthening-the-agriculture-and-agri-food-value-chain-and-improving-trade>

En savoir plus sur SMECO 2023 : <https://intracen.org/resources/publications/sme-competitiveness-outlook>

BAILLEURS DE FONDS (SMECO)

Canada, Allemagne, Irlande, Norvège, Suède, Suisse

BAILLEUR DE FONDS (SAAVI)

Union européenne



©Shutterstock.com



Chaînes de valeur durables et résilientes

Il est essentiel de créer les conditions nécessaires à l'émergence de chaînes de valeur durables et résistantes pour que les MPME puissent développer leurs activités, diversifier leur production, obtenir de meilleurs revenus et participer au commerce. Ceci est d'autant plus important à une époque de crises convergentes et de fragilité croissante, qui peuvent être profondément déstabilisantes pour les MPME et leur capacité à survivre, et encore moins à se développer et à être compétitives au niveau international.

C'est pourquoi une composante essentielle du travail de l'ITC consiste à travailler sur les chaînes de valeur de plusieurs secteurs économiques, en cherchant à garantir que ces chaînes renforcent l'autonomie des femmes, des jeunes et des communautés vulnérables, qu'elles puissent résister aux chocs, tels que le changement climatique et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, et qu'elles conduisent à des emplois plus nombreux et de meilleure qualité.

Ce travail, comme toujours, s'appuie à la fois sur notre travail sur le terrain et sur nos recherches : les *Perspectives de compétitivité des PME 2023* affirment que lorsque les chaînes de valeur fonctionnent bien, les MPME dans les contextes fragiles peuvent participer plus efficacement au commerce. En outre, le bon fonctionnement d'une chaîne de valeur dans laquelle les acheteurs, les transformateurs et les producteurs participent peut indiquer aux MPME qu'elles seront en mesure d'opérer dans un environnement relativement stable et moins risqué. Par ailleurs, les opportunités économiques offertes aux MPME par leur participation aux chaînes de valeur locales, régionales et mondiales peuvent grandement contribuer à la relance dans une situation fragile.

Les études de cas présentées dans cette section montrent différentes facettes de ce à quoi peuvent ressembler des chaînes de valeur durables et résilientes : de la manière dont l'établissement de liens entre les start-ups technologiques et les entreprises agroalimentaires peut ouvrir de nouvelles opportunités pour les deux parties, à la manière dont l'intégration des femmes dans la chaîne de valeur du manioc peut conduire à de meilleurs résultats économiques et sociétaux.

Les faits saillants supplémentaires décrits dans cet aperçu narratif signalent la gamme de travaux axés sur la chaîne de valeur que l'ITC a en cours, ainsi que la façon dont ils contribuent également à la réalisation des moonshots sur l'écologie, en matière de genre, sur l'intégration des jeunes et sur le numérique (et s'appuient sur eux à leur tour).

Faits saillants 2023

Dans le cadre des travaux de l'ITC financés par le programme Netherlands Trust Fund V, des **efforts sont en cours pour numériser** la chaîne de valeur du café en Éthiopie, la chaîne de valeur du cacao au Ghana et la chaîne de valeur de la noix de cajou au Sénégal.

En travaillant avec les entreprises agroalimentaires et d'autres acteurs de la chaîne de valeur pour déterminer leurs besoins spécifiques, le projet les associera à des fournisseurs de technologies agricoles qui pourront alors élaborer les solutions adéquates et, à leur tour, contribuer à satisfaire aux exigences de traçabilité et autres exigences de diligence raisonnable en vigueur sur les marchés cibles.



1.



2.



3.



4.

1. Formation des agriculteurs ghanéens aux méthodes numériques et à la durabilité, en partenariat avec AkoFresh **2.** Des créatrices de la région MENA présentent leurs collections à l'occasion de l'Egypt Fashion Week **3.** Atelier d'art appliqué GTEX-MENATEX avec des femmes artisans en Égypte **4.** Visite de Zena Exotic Fruits au Sénégal dans le cadre du programme NTF V

Le travail de l'ITC dans le cadre du projet **GTEX/MENATEX** pour rendre le secteur du textile et de l'habillement égyptien plus compétitif, notamment en réduisant les coûts d'exploitation, en rendant les processus de production plus durables et en augmentant les exportations, continue à porter ses fruits. Par exemple, VIVA1960, une entreprise spécialisée dans les vêtements d'intérieur pour femmes, a adopté la production allégée et d'autres techniques pour améliorer la qualité et réduire la consommation d'énergie, ce qui a permis de réduire les coûts, d'améliorer l'efficacité et d'augmenter les bénéfices. Le respect des normes de durabilité est également un élément clé de son travail, et VIVA1960 a maintenant exporté pour la première fois, tout cela grâce au soutien de l'ITC.

Le travail de l'ITC sur l'intégration régionale et le commerce Sud-Sud s'appuie aussi fortement sur le développement de la chaîne de valeur. Cela se voit dans toute une série de projets, qu'il s'agisse de nos efforts pour soutenir l'**industrie de la noix de coco dans les Caraïbes** ou de notre travail pour mettre à profit les recommandations du rapport 2022 « **Made by Africa** », qui a défini les chaînes de valeur des produits pharmaceutiques, des aliments pour bébés, des vêtements en coton et des voitures comme ayant un fort potentiel pour stimuler le commerce intrarégional et créer des emplois pour les femmes et les jeunes.

SheTrades Afrique de l'Ouest : Ouvrir de nouvelles perspectives aux femmes dans la chaîne de valeur du cajou

Les femmes jouent un rôle important dans la chaîne de valeur du cajou en Côte d'Ivoire et en Sierra Leone, mais elles sont confrontées à des obstacles particuliers qui peuvent les empêcher de tirer le meilleur parti de leurs efforts commerciaux. L'un des principaux défis est le manque de reconnaissance du rôle des femmes dans le secteur, qui se traduit par un manque de sensibilisation du personnel de vulgarisation des principaux exportateurs et les organisations de soutien aux entreprises à leurs besoins. Par conséquent, le personnel de vulgarisation peut ne pas concevoir ses services de manière à inclure les femmes productrices ou à répondre à leur situation spécifique.

C'est pourquoi l'ITC, avec le soutien de l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA), a mis en place un projet SheTrades West Africa pour changer les mentalités, et donc les opportunités, parmi les acteurs clés de la chaîne de valeur du cajou. Ce projet est actif en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone, et intègre également les chaînes de valeur du karité et du manioc.

En Côte d'Ivoire, pays leader dans la production de noix de cajou, l'ITC s'est associé à Olam Ivoire, une filiale d'olam food ingredients (ofi), pour former le personnel de vulgarisation aux implications des approches tenant compte de la dimension de genre. L'objectif de cette formation est de permettre aux productrices d'accéder plus facilement à des formations de vulgarisation adaptées à leurs besoins, tout en les plaçant dans une meilleure position pour informer sur la destination des revenus issus de la production et du commerce.

« En tant que pionnier et leader responsable de l'industrie du cajou, notre objectif est de soutenir le développement du secteur de manière durable ».

Diomande Daouda, responsable de la durabilité

Le travail de SheTrades West Africa en Côte d'Ivoire comprend la production de matériel de formation spécifique au genre sur la chaîne de valeur de la noix de cajou. À ce jour, 5 000 agricultrices ont utilisé les ressources développées dans le cadre du projet ou ont participé à des formations dispensées par le personnel de vulgarisation, et l'équipe d'Olam Ivoire rapporte que le soutien a été essentiel pour inclure davantage de productrices dans leur base de fournisseurs.

Diomande Daouda, Responsable de la durabilité du cajou pour la Côte d'Ivoire chez ofi, a déclaré à l'ITC lors du lancement du partenariat : « En tant que pionnier et leader responsable de l'industrie du cajou, notre objectif est de soutenir le développement du secteur de manière durable. Dans nos réseaux d'approvisionnement et nos usines de transformation, nous soutenons les femmes par des cours d'alphabétisation, des programmes de sensibilisation à la santé et des initiatives de développement professionnel, conçus pour renforcer la confiance, la motivation et l'autonomie financière »

Une agricultrice ivoirienne a déclaré à l'ITC que l'aide avait changé sa vie et la situation financière de sa famille pour le mieux. Et de continuer : « Grâce à mon commerce de noix de cajou, je peux également faire face à certaines dépenses dans ma maison ».

Des résultats similaires peuvent être observés en Sierra Leone, où l'un des principaux partenaires est l'exportateur de noix de cajou Mel-O Africa. Le travail de l'ITC s'est concentré sur la formation du personnel de vulgarisation, tout en veillant à ce qu'il dispose des ressources nécessaires pour soutenir les productrices de noix de cajou. La formation a porté sur des questions spécifiques au genre, ainsi que sur les bonnes pratiques agricoles (BPA), et les leçons ont été partagées avec les ménages agricoles du district de Karene, en Sierra Leone.

Selon les agriculteurs, cette formation est essentielle pour stimuler la productivité, tout en facilitant la participation des femmes aux décisions qui les concernent et en permettant une répartition plus équitable du travail entre les sexes.



1. KASSEREMI Chef d'entreprise, personnel chargé du triage des amandes grillées en Côte d'Ivoire **2.** Le Directeur et le personnel de NAJMA avec leurs produits transformés à base d'amandes en Côte d'Ivoire **3.** Cultivatrice de noix de cajou de l'association Barefoot Women en Sierra Leone **4.** Une employée de l'entreprise de noix de cajou Menna Kambia cassant des coquilles de noix de cajou en Sierra Leone

Aminata Fornah, qui préside une communauté de producteurs de noix de cajou connue sous le nom de village de Rorenka, a déclaré : « La formation sur les bonnes pratiques agricoles et la fourniture de boutures de manioc ont été très bénéfiques pour moi et ma famille, car elles m'ont aidé à résoudre la plupart de mes problèmes. Les boutures de manioc replantées continueront à nous être utiles dans les années à venir, car je continuerai à les replanter chaque année ».

Dans les deux pays, l'approche de l'ITC s'appuie sur le retour d'information des parties prenantes sur le terrain, ainsi que sur les leçons tirées de la pandémie de COVID-19 et les résultats des évaluations SheTrades Outlook qui dressent la carte du paysage politique et commercial pour les femmes commerçantes.

L'objectif est maintenant que les entreprises participantes et les organisations de soutien aux entreprises continuent à utiliser et à développer des pratiques de vulgarisation inclusives. Par exemple, l'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) en Côte d'Ivoire a élaboré un plan pour que ses agents de vulgarisation forment 3 000 producteurs de noix de cajou, en particulier des femmes, ainsi que des hommes et leurs épouses, afin de mettre en place une chaîne de valeur plus inclusive sur le plan du genre dans tout le pays.

Entre-temps, les productrices qui ont suivi ces formations peuvent partager les leçons avec d'autres. Les femmes productrices de noix de cajou étant plus nombreuses à pouvoir gagner plus d'argent, nombre d'entre elles ont déclaré à l'ITC que cet argent pouvait les aider à développer leurs entreprises, à soutenir leurs communautés et à répondre à des besoins personnels tels que les frais de scolarité de leurs enfants.



LIENS

En savoir plus sur SheTrades Afrique de l'Ouest : <https://intracen.org/our-work/projects/shetrades-west-africa>

BAILLEUR DE FONDS

République de Corée

Tracer une nouvelle voie numérique : Des start-ups technologiques et des entreprises agroalimentaires unissent leurs forces au Ghana

Les technologies numériques jouent un rôle de plus en plus important dans les stratégies de croissance et de commerce des entreprises agroalimentaires, en particulier lorsque les agriculteurs et les transformateurs cherchent à s'adapter à des conditions météorologiques changeantes et à se préparer aux catastrophes naturelles causées par le changement climatique. Les consommateurs et les acheteurs expriment également un intérêt croissant pour les produits alimentaires durables et de meilleure qualité, accompagnés d'une preuve concrète de leur fabrication.

Répondre à ces exigences et se conformer au nombre croissant de réglementations environnementales liées au commerce et de normes de durabilité désormais proposées peut représenter un véritable défi pour les petits exploitants agricoles et les transformateurs. Mais les start-ups de l'agro-technologie jouent un rôle important pour combler ce fossé, notamment au Ghana, où ces entreprises sont les premières à proposer des solutions numériques pour améliorer la traçabilité le long des chaînes d'approvisionnement, faciliter l'obtention de financements et aider les agriculteurs à gérer leur travail au quotidien.

L'étape suivante consiste à s'assurer que les start-ups de l'agri-technologie et les entreprises agroalimentaires ont la possibilité de collaborer directement, faute de quoi les solutions technologiques disponibles risquent de ne pas

résoudre les bons problèmes. Mais comme beaucoup de ces jeunes entreprises sont établies à Accra, elles ont souvent peu d'occasions et de ressources pour s'aventurer sur le terrain et rencontrer les agro-industries elles-mêmes.

Dans le cadre des travaux de l'ITC au titre du programme Netherlands Trust Fund (NTF) V, l'ITC a mis en place des visites de terrain entre des start-ups agri-tech, des agriculteurs et des transformateurs, les visites concernant le secteur du cacao ayant lieu en 2022 et celles concernant le secteur de l'horticulture en 2023. Ce dernier comprenait des visites de producteurs d'ananas, d'exploitations de gingembre, de transformateurs de fruits, etc. à Kumasi.

Cette excursion a été organisée en collaboration avec l'ambassade des Pays-Bas à Accra, le fournisseur de semences tropicales EastWestSeed et l'entreprise horticole Holland Green Tech, avec la participation du Ghana Netherlands Business and Culture Council et le soutien du ministère de l'Alimentation et de l'agriculture du Ghana.

« Nous avons adhéré pour obtenir des informations de première main des agriculteurs sur les défis à relever et sur la manière dont nous pouvons adapter cette plateforme de jeux pour contribuer à les résoudre ».

Henry Kwamena Baffoe, Directeur général, BigData Ghana





1. Voyage d'étude sur l'horticulture Agri-tech au Ghana **2.** Technologie permettant de contrôler la température du sol pour la croissance des plants de tomates **3.** Visite sur le terrain pour mettre en contact les entreprises agro-technologiques avec les agriculteurs, les associations agricoles, les agro-transformateurs et l'école d'agriculture de Kwadaso **4.** Réunir les entreprises technologiques et agro-industrielles ghanéennes et les entreprises agroalimentaires pour l'innovation

Henry Kwamena Baffoe, Directeur général de BigData Ghana a déclaré : « Nous voulions obtenir des informations de première main de la part des agriculteurs sur les défis à relever et sur la manière dont nous pouvons adapter cette plateforme de jeux pour y remédier ». La visite de plusieurs exploitations a permis de mettre en évidence leurs différences, mais aussi les défis communs auxquels elles sont confrontées, comme l'accès au crédit et à d'autres formes de financement. Cela a permis à son entreprise d'apporter les modifications nécessaires à sa technologie.

D'autres start-ups technologiques ont expliqué à l'ITC que ces visites ont permis de mettre en lumière les causes de pertes post-récolte, telles que le manque de solutions d'entreposage frigorifique ou le mauvais état des infrastructures routières. Cela a aidé des entreprises comme AkoFresh à concevoir des solutions de réfrigération pour prévenir ce type de dommages.

Mawuli K. Addo, responsable de l'impact pour la plateforme en ligne Grow For Me, spécialisée dans des domaines tels que le commerce et le financement d'intrants et de produits de base, a confirmé que sans ces visites, il est facile de « rater quelque chose dans la chaîne, de la production à l'approvisionnement en produits de base »

Ces visites ont depuis ouvert la voie à des relations durables entre les start-ups technologiques et les entreprises agroalimentaires concernées. Grow For Me, par exemple, a signé un protocole d'accord avec la plus grande coopérative de cacao du Ghana, KKFU, au niveau du district dans la région d'Ashanti. Les acheteurs locaux, qui sont les seuls autorisés à acheter des fèves de cacao à l'heure actuelle, pourront désormais obtenir des fonds par l'intermédiaire de la start-up, qui contribuera également à la traçabilité et aux paiements instantanés. L'espoir est qu'à terme, cette relation puisse bénéficier à 100 000 agriculteurs dans l'ensemble de la coopérative.

D'autres start-ups technologiques concernées par les visites de terrain ont une expertise allant de la fintech à la collecte de données, cette dernière étant cruciale pour aider les agriculteurs et les transformateurs à compiler les informations dont ils ont besoin pour se conformer aux réglementations et aux normes environnementales.

Le travail du programme NTF V au Ghana ne se limite pas aux besoins des entreprises agroalimentaires et des start-ups technologiques. Il s'agit également de mener un plaidoyer auprès des décideurs politiques afin qu'ils aient une idée de ce qui est nécessaire pour aider le secteur agricole à se développer et à prospérer. L'un des principaux volets du projet consiste à collaborer avec le Ghana Cocoa Board, par exemple, afin d'étudier la manière dont le changement climatique, les réglementations environnementales liées au commerce et d'autres évolutions affectent les producteurs de cacao, et comment des solutions telles que l'agroforesterie dynamique et les systèmes de traçabilité numérique peuvent contribuer à y remédier. Parallèlement, l'ITC soutient également un dialogue public-privé pour élaborer la future loi ghanéenne sur les start-ups, en vue d'étendre les avantages de l'entrepreneuriat numérique à l'ensemble du pays.



LIENS

En savoir plus sur le NTF V : <https://intracen.org/our-work/projects/netherlands-trust-fund-phase-v-agribusiness-and-digital-technology>

BAILLEUR DE FOND

Pays-Bas

Du berceau du café à la révolution numérique : Prochaine phase pour l'Éthiopie

Le café éthiopien a une longue histoire qui, selon de nombreux témoignages, remonte à plus d'un millénaire. Aujourd'hui, le café reste un élément essentiel de la vie quotidienne et de l'économie du pays, tandis que l'avènement des technologies numériques a ouvert une multitude de nouvelles possibilités pour les producteurs de café du pays. L'économie éthiopienne dans son ensemble se réalise également de plus en plus en ligne, mais malgré ce développement, l'accès à l'internet n'est pas garanti pour de nombreux Éthiopiens, et les vitesses de connexion ne sont pas toujours à la hauteur de leurs besoins.

L'Éthiopie compte 2,2 millions d'exploitations de café, principalement gérées par de petits exploitants. Selon le Guide du café, un quart des recettes d'exportation de l'Éthiopie provient de ce secteur. Le café est également un produit populaire auprès des consommateurs locaux. Toutefois, à l'instar des plantations de café du monde entier, le secteur éthiopien subit les effets du changement climatique, qui affecte les rendements des cultures et, partant, les moyens de subsistance.

Aujourd'hui, de nombreuses coopératives de café éthiopiennes cherchent à exporter vers de nouveaux marchés. Cependant, l'une des principales demandes des acheteurs et des consommateurs est de pouvoir prouver que le café qu'ils achètent est produit de manière durable, en particulier à une époque où les réglementations environnementales liées au commerce sont de plus en plus nombreuses.

Cela signifie que de nombreux agriculteurs doivent non seulement adapter leur exploitation, à la fois pour répondre à la demande et pour limiter leur impact sur l'Environnement, mais aussi pour garantir la traçabilité tout au long de la chaîne de valeur. Ce dernier point est crucial pour les acheteurs internationaux, qui ont besoin d'informations détaillées au niveau des ménages.

Le gouvernement éthiopien a mis en place une « stratégie numérique 2025 » qui souligne la nécessité d'une « transformation numérique » visant à moderniser le secteur agricole, compte tenu de son importance pour aider le pays à atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire dans les années à venir. Les entreprises technologiques éthiopiennes développent déjà des solutions qui peuvent contribuer à répondre à ces besoins.

Le défi consiste toutefois à faire en sorte que ces entreprises puissent voir par elles-mêmes ce à quoi les coopératives de café sont confrontées au quotidien et qu'elles puissent ainsi concevoir des approches judicieuses. C'est là que l'ITC, avec le soutien du gouvernement néerlandais dans le cadre du programme Netherlands Trust Fund V, s'est efforcé de rapprocher les entreprises et les coopératives.

Une visite de cinq entreprises technologiques à la coopérative de café Yirgacheffe a constitué une étape importante dans la création de ces liens, tout comme un symposium sur l'agrotechnologie organisé à Addis-Abeba en collaboration avec Orbit Innovation Health, qui comprenait des séances de mise en relation entre les coopératives et les entreprises technologiques.

Ces initiatives portent déjà leurs fruits : dans les mois qui ont suivi la visite sur le terrain, la société E-tech a conclu un accord important avec Oromia Corporate Coffee Union pour l'aider à mettre en place des systèmes répondant à ses besoins en matière de ressources humaines et de gestion et, en retour, pour aider le syndicat à reprendre ses activités.

Le contrat, d'une valeur de près de \$200 000, a été conclu à l'issue de discussions approfondies et d'une démonstration de l'impact que ces systèmes pourraient avoir sur la coopérative.



1. & 2. Visite d'une exploitation de café dans le district éthiopien de Yirgacheffe **3.** Coopérative Fero dans la région éthiopienne de Sidama © Sarah Charles/ITC **4.** Ansha Yassin Sulieman, Cofondatrice et Directrice générale de CoQUA Trading en Éthiopie

Les systèmes en place répondent à toute une série de besoins, qu'il s'agisse d'aider la main-d'œuvre à devenir plus efficace ou de veiller à ce que les véhicules utilisés pour le transport de leurs produits soient en bon état. Dans tous les aspects de ce travail, il est essentiel de s'assurer que les décisions sont fondées sur des données et que les solutions numériques utilisées répondent aux besoins quotidiens de la coopérative.

Le travail de l'ITC en Éthiopie s'appuie également sur son approche de longue date de l'initiative Alliances for Action, qui a été adaptée et déployée dans toutes les régions du monde, de l'Afrique aux Caraïbes, en partant du principe que le regroupement des agriculteurs et des coopératives peut générer des idées nouvelles, renforcer la compétitivité, attirer les investissements et parvenir à une transformation complète des systèmes alimentaires



LIENS

En savoir plus sur le NTF V : <https://intracen.org/our-work/projects/netherlands-trust-fund-phase-v-agribusiness-and-digital-technology>

En savoir plus sur l'initiative Alliances for Action : <https://intracen.org/our-work/projects/alliances-for-action>

BAILLEUR DE FONDS

Pays-Bas



© Shutterstock.com

Commerce inclusif

Tout au long de l'histoire du système commercial multilatéral, il est apparu de plus en plus clairement que les avantages du commerce ne se répartissaient pas de manière égale. La bonne nouvelle, c'est que cette situation est en train de changer et que l'on prend de plus en plus conscience que si les femmes, les jeunes et les communautés vulnérables ne sont pas en mesure de créer des entreprises formelles et de faire du commerce, le monde dans son ensemble ne bénéficiera pas seulement de la croissance économique, mais aussi de biens et de services qui reflètent pleinement les divers besoins environnementaux, sociaux et économiques.

Cette leçon est d'autant plus importante dans un contexte de fragilité croissante. Les *Perspectives de compétitivité des PME 2023* notent, par exemple, que les MPME dirigées par des femmes et des jeunes sont susceptibles d'être plus touchées par la fragilité que celles qui ne le sont pas. Dans le cas des femmes, la prise en compte des inégalités fondées sur le sexe montre en fait que les différences d'impact de la fragilité sur les entreprises dirigées par des femmes et des hommes sont encore plus prononcées.

C'est pourquoi deux des « moonshots » de l'ITC celui en matière de genre et celui sur la jeunesse, se focalisent sur l'inclusion. Parallèlement aux programmes consacrés aux femmes et au commerce, à savoir SheTrades, et aux jeunes et au commerce, les projets menés dans nos domaines d'impact sont conçus pour que l'inclusion soit une condition préalable essentielle à la contribution du commerce au développement durable.

Les études de cas présentées dans cette section permettent d'approfondir ce travail dans la pratique, sur des sujets allant de l'impact transformateur des subventions de contrepartie sur les perspectives commerciales des femmes productrices à la manière dont les collectifs d'indépendants innovent dans

les communautés de réfugiés. Parallèlement, les faits saillants ci-dessous décrivent certains des autres avancées majeures de 2023 dans ce domaine au sein du travail de l'ITC, et la façon dont elles préparent le terrain pour ce qui est à venir.

Faits saillants 2023

L'ITC travaille depuis longtemps à rendre le commerce plus inclusif. Son programme phare sur les femmes et le commerce, l' **initiative SheTrades**, est opérationnel depuis 2015, et cinq ans après l'ouverture du premier pôle SheTrades Hub à Dubaï pour desservir le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, nous avons terminé l'année 2023 avec 17 pôles SheTrades à travers les régions du monde. Depuis, un 18^{ème} pôle a été lancé au Ghana à partir de mars 2024.

Ces pôles témoignent du pouvoir des partenariats, avec leurs institutions hôtes locales se réunissant à Genève pour leur **réunion annuelle de pôles SheTrades** à la fin de 2023 pour forger des liens plus profonds et présenter leurs idées aux décideurs politiques de l'OMC.

Entre-temps, le nouveau **réseau continental des associations de femmes d'affaires en Afrique** a été lancé, avec plus de 150 associations de femmes d'affaires se réunissant pour contribuer à façonner l'avenir du commerce sur le continent. Leurs initiatives de renforcement des capacités et leur engagement direct auprès des décideurs politiques visent à aider un plus grand nombre de MPME dirigées par des femmes dans des secteurs allant du textile au tourisme à prendre part au commerce intra-africain.

Les **marchés publics tenant compte du genre** jouent également un rôle de plus en plus important dans nos efforts pour accélérer les activités dans le cadre de notre « moonshot » en matière de genre. Dans le cadre de notre initiative SheTrades, l'ITC s'est efforcé de soutenir les femmes dans les chaînes de valeur agricoles en Équateur



1. Des femmes participant au programme SheTrades Amérique latine emballent des bananes en Équateur. **2.** Les musiciens de Teejay & Co créent et répètent des chansons au studio **3.** de Tuff Gong International, en Jamaïque. Dialogue sur la stratégie en matière de jeunesse en Irak **4.** Formation à la transformation et à la conservation des aliments pour femmes entrepreneurs au Sud-Soudan

et en Gambie pour leur participation à des appels d'offres publics, et a également plaidé sur la façon dont il s'agit d'une question essentielle pour la réalisation des ODD au niveau local, un point que notre Directrice exécutive a soulevé lors de la Semaine 2023 de l'Assemblée générale de l'ONU à New York. Ces efforts, entre autres, ont ouvert la voie au lancement d'une nouvelle campagne mondiale avec ONU Femmes au début de l'année 2024.

Le travail de longue date de l'ITC avec les **réfugiés et les communautés d'accueil** se poursuit dans le cadre de l'initiative Refugees Empowerment through Markets (REMI), tandis que l'ITC soutient également les **personnes déplacées à l'intérieur de l'Ukraine**, pour ne citer que deux des exemples présentés dans le rapport annuel de cette année. En perspective, l'ITC se prépare à lancer un projet pilote sur les peuples autochtones et le commerce en Équateur et intégrera un marqueur de handicap dans les projets de l'ITC, ce dernier point étant décrit plus en détail dans la section « Faire progresser la diversité, l'inclusion et l'équité » de ce rapport.

Notre travail sur la **jeunesse** comprend de nombreux projets spécifiques à chaque pays, tels que notre travail en Irak, où nous nous associons au Conseil norvégien pour les réfugiés afin de produire une enquête sur le **baromètre**

de l'esprit d'entreprise chez les jeunes, ainsi que le soutien aux jeunes qui participent de plus en plus aux chaînes de valeur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Notre travail au **Sud-Soudan**, quant à lui, vise à offrir de meilleures opportunités aux jeunes et aux femmes dans les chaînes de valeur des fruits et légumes.

En perspective, l'ITC s'appuie sur son travail de longue date pour soutenir davantage de jeunes dans les **secteurs des industries créatives et du sport**, notamment en approfondissant ses relations avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Nos **prix pour les jeunes écopreneurs** sont un autre exemple de la raison pour laquelle l'inclusion est essentielle pour la durabilité : les prix montrent comment l'autonomisation des jeunes entrepreneurs ouvre la voie à des approches novatrices pour s'attaquer aux problèmes environnementaux. C'est pourquoi cette étude de cas ne figure pas dans la section « commerce inclusif », mais dans celle du « commerce vert », car elle illustre la nature transversale des « moonshots » de l'ITC : une avancée dans un domaine ayant également des répercussions sur les autres domaines.

Un écosystème commercial adapté pour l'autonomisation des femmes : Le programme d'accélération de SheTrades

Les organismes de soutien aux entreprises (OSE) fournissent aux petites entreprises les ressources essentielles pour se développer, être compétitives et exporter. En améliorant la nature et la qualité de leurs activités de sensibilisation et de leurs services aux entreprises dirigées par des femmes, il est possible de créer des écosystèmes d'entreprises qui favorisent l'entrepreneuriat féminin, à la fois à grande échelle et de manière durable.

Depuis fin 2021, le programme d'accélération de SheTrades, ou STAP, soutient les entreprises dirigées par des femmes dans les secteurs à forte croissance de la mode, des accessoires et de la décoration d'intérieur, ainsi que les OSE sur lesquels ces entreprises s'appuient. Le programme est actif en Irak, en Jordanie, au Kenya, au Liban, au Sénégal et en Afrique du Sud, avec des volets qui reconnaissent les défis communs des femmes entrepreneurs dans ces pays, tels que les préjugés sexistes ou l'accès au financement, tout en tenant compte de leurs différents contextes et nuances.

À ce jour, le programme a bénéficié à plus de 45 organisations de soutien aux entreprises et à 440 entreprises dirigées par des femmes, grâce au soutien généreux de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). L'une des grandes réussites du programme est que ces organisations de la société civile ont désormais une meilleure compréhension des domaines dans lesquels elles doivent adapter leurs services pour tenir compte de leur impact éventuel sur l'égalité entre les hommes et les femmes, et de la manière dont elles doivent le faire.

L'un des temps forts de 2023, par exemple, a été un atelier au cours duquel 17 OSE ont été guidées dans l'utilisation de l'outil d'auto-évaluation de l'analyse comparative de l'ITC. Un temps fort a été l'évaluation des efforts et pratiques

des OSE en matière de promotion de l'autonomisation des femmes et le recensement des domaines à améliorer. Sur la base des résultats de l'auto-évaluation, chaque OSE a bénéficié d'un accompagnement afin d'élaborer un plan d'action comportant des objectifs spécifiques pour améliorer son soutien aux entreprises dirigées par des femmes, tout en tenant compte de ses capacités, de ses ressources, de ses besoins et de ses priorités respectives.

En outre, les participants ont bénéficié d'ateliers en présence physique visant à remédier aux faiblesses communes au groupe d'OSE et se sont engagés dans un apprentissage de pair à pair en partageant et en apprenant les uns des autres sur les services tenant compte du genre et les meilleures pratiques.

Lynda Koske, Senior Product Development Officer à la Kenya Export Promotion and Branding Agency, a déclaré à l'ITC que la formation reçue par des organisations comme la sienne « a été très bénéfique », et qu'elle a aidé son équipe à concevoir un soutien personnalisé pour les entreprises dirigées par des femmes.

Dans le cadre du programme, les organisations de la société civile ont également reçu des cours de formation des formateurs spécifiques au secteur et ont indiqué qu'elles étaient mieux équipées pour appliquer une perspective de genre à leurs programmes de renforcement des compétences pour les petites entreprises.

Parmi les autres exemples de STAP en action, citons les formations sectorielles en anglais, arabe et kurde pour les jeunes femmes entrepreneurs en Irak et en Jordanie, qui leur permettent d'affiner leurs compétences commerciales et entrepreneuriales, d'élaborer des stratégies d'accès aux marchés internationaux, et de concevoir et développer leurs entreprises.



1. Femme styliste exposant au salon Ripe Market à Dubaï 2. Accélération de SheTrades, Centre de conception de vêtements et de services de formation atelier en Jordanie 3. 4. Atelier d'accélération de SheTrades au Kenya

L'un des volets fondamentaux du programme est la collaboration : non seulement le programme STAP est lié à d'autres programmes et projets de l'ITC, tels que ceux consacrés à la jeunesse et au soutien des agro-industries irakiennes, mais il s'appuie également sur des partenariats avec des gouvernements et d'autres agences des Nations Unies, telles que l'Organisation internationale pour les migrations ou l'Union internationale des télécommunications. Station Foundation for Entrepreneurship, dont le siège est en Irak, et Garment Design & Training Services Centre, dont le siège est en Jordanie, ont également joué un rôle clé dans l'exécution du projet.

Cette collaboration est nécessaire pour que le soutien apporté aux organisations de la société civile et aux entreprises dirigées par des femmes dans le cadre du programme STAP tienne compte du contexte dans lequel les bénéficiaires vivent et travaillent.

Les OSE et les entrepreneurs du programme font désormais partie du réseau en ligne ITC SheTrades.com, où ils peuvent continuer à accéder à des opportunités de renforcement des capacités et de mise en réseau. Les OSE du programme sont également entrées dans l'annuaire des OSE de l'ITC,

qui comprend plus de 600 OSE de plus de 150 pays. Le programme est en outre responsable de la mise en relation des entrepreneurs participants avec les OSE et, le cas échéant, avec les pôles SheTrades au Kenya et en Afrique du Sud pour s'assurer que le soutien peut être maintenu après la fin du programme.



LIENS

En savoir plus sur le programme d'accélération de SheTrades : <https://intracen.org/our-work/projects/she-trades-accelerator-programme-for-women-entrepreneurs-in-the-apparel>

BAILLEUR DE FONDS

Allemagne

Atteindre une portée mondiale pour les entrepreneurs réfugiés : Un narratif sur Dadaab

Dans le comté de Garissa, au Kenya, le complexe de réfugiés de Dadaab accueille depuis longtemps des réfugiés d'autres pays de la région, en particulier de Somalie, mais aussi d'Éthiopie, du Sud-Soudan et de plusieurs autres pays. En place depuis plus de trente ans, le complexe compte aujourd'hui trois camps principaux. Certaines personnes ont passé toute leur vie dans le complexe de Dadaab.

Pour les personnes vivant à Dadaab, trouver des sources de revenus peut s'avérer particulièrement complexe. Les réfugiés, par exemple, peuvent rencontrer des difficultés pour accéder à des sources d'électricité ou d'internet cohérentes dans leurs camps, ou ne pas disposer des cartes d'identité que les employeurs, notamment les sites web de freelances, peuvent exiger.

C'est pourquoi l'ITC est activement présent dans la région depuis plusieurs années, notamment dans le cadre de son initiative REMI (Refugees Empowerment Through Markets Initiative). Ce projet concerne les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les migrants de retour, les communautés locales et leurs entreprises. Il s'appuie également sur les recherches approfondies de l'ITC sur ce

que signifie soutenir les MPME dans des environnements fragiles et touchés par des conflits. (Pour en savoir plus sur la fragilité, voir l'étude de cas sur SMECO et SAAVI)

L'une des organisations avec lesquelles l'ITC travaille à Dadaab est Nyota Farsamo Artisanal Collective, un collectif d'artisans somaliens et kenyans qui permet à un plus grand nombre de femmes réfugiées de créer et de développer leur entreprise. Elles se concentrent en particulier sur l'artisanat et aident les femmes à renforcer leurs compétences en matière d'entrepreneuriat. Elles sont également chargées de créer un réseau entre ces entreprises dirigées par des femmes.

L'ITC travaille avec Nyota Farsamo depuis plusieurs années, avant même le lancement de REMI, grâce au soutien de l'Union européenne dans le cadre de projets tels qu'Area Based Livelihoods Initiative-Garissa (ABLI-G), et également par le biais d'autres projets multi-financeurs tels que l'Initiative pour l'emploi et les compétences des réfugiés (RESI), soutenue par le Japon, l'UE, le Conseil norvégien pour les réfugiés et le Conseil danois pour les réfugiés. Nyota Farsamo a franchi une étape importante en 2023, en entamant une collaboration qui lui permettra de participer



1.



2.



3.



4.

1. Femmes réfugiées fabriquant des paniers pour le collectif Nyota Farsamo **2.** Goodie Odhiambo, de Nyota Farsamo, soutient les femmes réfugiées qui fabriquent des objets artisanaux en fonction des goûts et tendances du marché **3. 4.** Atelier sur le commerce numérique et les compétences pour les réfugiés au Kenya

à l'initiative MADE51 du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en 2024. Cette initiative s'étend aujourd'hui à 23 pays.

Athir Hajir Adbi, Président de Nyota Farsamo a déclaré, au magazine *Trade Forum* de l'ITC : « Aujourd'hui, Dadaab compte une deuxième, voire une troisième génération de personnes déplacées, et il n'est pas certain qu'elles aient une chance de rentrer chez elles ». Et d'ajouter : « Notre collectif est également synonyme de soutien et d'appartenance à un foyer loin de chez soi. Avec un peu d'argent en poche, les femmes sont en mesure de mettre fin à des relations abusives ou d'acheter des produits de première nécessité tels que de l'eau, de la nourriture et des vêtements, l'effet économique se traduisant par une vie digne en tant qu'être humain »

Faire partie de MADE51 signifie avoir accès à des partenaires d'entreprises sociales de toutes les régions du monde, ainsi qu'à des possibilités de financement de démarrage et à d'autres ressources. Cela signifie également que les artisans peuvent accéder à de nouveaux acheteurs pour leurs produits, en s'appuyant sur la solide réputation que l'initiative s'est forgée depuis sa création. Le collectif Nyota Farsamo cherche maintenant à tirer parti de ce succès pour créer des points de vente à Dadaab, Garissa et Nairobi.

Nyota Farsamo est l'un des nombreux collectifs avec lesquels l'ITC et ses partenaires travaillent, et comme l'ITC travaille dans des contextes plus fragiles et affectés par des conflits, il s'engage étroitement avec des partenaires dans l'espace humanitaire et de développement pour s'assurer que chaque intervention est adaptée aux nuances d'une situation donnée. Cela inclut, si la situation l'exige, la réalisation d'évaluations de la sensibilité aux conflits et d'autres analyses. L'ITC élabore actuellement des lignes directrices pour ces évaluations.

L'ITC a en outre pris des engagements dans le cadre du Pacte mondial pour les réfugiés en 2019 et 2023, décrivant ses plans pour intensifier son travail, et a co-organisé un événement lié au Forum mondial sur les réfugiés en décembre 2023.

« Notre collectif est également synonyme de soutien et d'appartenance à un foyer loin de chez soi »

Athir Hajir Adbi, Président de Nyota Farsamo

Les engagements les plus récents portent sur la poursuite d'une approche axée sur le partenariat, reliant le secteur privé et les initiatives humanitaires, afin de relever les défis auxquels les réfugiés sont confrontés dans leur participation à l'économie locale et mondiale. Au fil du temps, ces efforts ne modifieront pas seulement les possibilités économiques des réfugiés eux-mêmes, mais aussi l'écosystème commercial et politique au sens large.



LIENS

En savoir plus sur REMI : <https://intracen.org/our-work/projects/refugees-empowerment-through-markets-initiative-remi>

BAILLEURS DE FONDS (REMI)

Canada, Allemagne, Irlande, Norvège, Suède, Suisse

Saisir de nouvelles opportunités au Pakistan : Impact des subventions de contrepartie pour les entreprises agroalimentaires dirigées par des femmes

Le secteur agricole pakistanais est l'un des principaux moteurs de l'économie du pays, puisqu'il représente environ 20 % du produit intérieur brut et près de quatre emplois sur 10. Il s'agit également d'un secteur important pour les femmes, mais celles qui travaillent dans l'élevage ou l'horticulture sont souvent confrontées à des obstacles particuliers pour créer ou gérer une entreprise, tels que l'accès à la terre et au crédit.

L'une de ces entreprises agroalimentaires est dirigée par Shazia Mateen, qui produit et commercialise des mangues provenant d'agriculteurs des provinces pakistanaises du Sindh et du Punjab. Elle est responsable de 300 employés et a suivi une formation d'expert-comptable afin d'améliorer la situation de son entreprise.

L'entreprise de Shazia n'est pas seulement connue pour ses mangues : Rishad Mateen and Co. exporte également des mandarines, des oignons et des pommes de terre. Elle a déclaré à l'ITC qu'elle espérait que ses succès permettraient à davantage de femmes de devenir entrepreneurs, en particulier dans le secteur agricole.

Shazia a déclaré à l'ITC « En tant que femme entrepreneur, je dois redoubler d'efforts pour être prise au sérieux ». Elle a ensuite ajouté : « il m'a fallu sept ans pour convaincre les gens que je suis le décideur. Cependant, les temps changent et le secteur se développe. Plus je travaillerai bien, plus de possibilités s'ouvriront à d'autres femmes »

« Les temps changent et le secteur se développe. Plus je travaillerai bien, plus de possibilités s'ouvriront à d'autres femmes »

Shazia Mateen, PDG, Rishad Mateen and Co.

Le projet Growth for Rural Advancement and Sustainable Progress (GRASP) de l'ITC a été mis en place en 2019 et est principalement actif dans les provinces du Sindh et du Baloutchistan. Son objectif est de soutenir les entreprises agroalimentaires rurales du Pakistan dans les secteurs de l'horticulture et de l'élevage afin qu'elles s'adaptent aux menaces posées par le changement climatique et l'incertitude économique mondiale, en les aidant à devenir plus compétitives tout en veillant à ce que ces efforts ouvrent davantage de possibilités d'emploi pour les femmes.

Financé par l'Union européenne, l'un des principaux volets du programme GRASP consiste à aider les entreprises agroalimentaires telles que celle de Shazia à obtenir des subventions de contrepartie pour leur permettre de développer leurs activités et exporter. La subvention de PKR30 millions (environ \$107 000) que Shazia a reçue, par exemple, lui permettra de construire une nouvelle usine dans son entrepôt de mangues pour classer et trier les mangues, ainsi qu'un entrepôt frigorifique pour stocker 250 à 300 tonnes de fruits et de légumes. L'impact sera une durée de conservation plus longue d'environ deux mois, essentielle pour ses exportations de mangues et bananes.

Elle envisage maintenant d'exporter des bananes vers l'Europe, ce qui est remarquable, car il y a peu de temps encore, le Pakistan devait importer des bananes de ses voisins pour répondre à la demande locale. Le narratif sur Shazia est l'un des nombreux exemples témoignant des activités du projet GRASP. Par exemple, l'ITC s'est efforcé de soutenir davantage de femmes entrepreneurs comme Shazia par le biais d'ateliers de formation sur le genre SheTrades, mis en place par le programme phare de l'ITC sur les femmes et le commerce.

Un autre volet important du programme GRASP consiste à aider les entreprises agroalimentaires à intégrer plus facilement les nouvelles technologies dans leur mode de travail, notamment les technologies climato-intelligentes, tout en soutenant les start-ups technologiques qui jouent



1. Nettoyage des mangues 2. Emballage de mangues 3. Le stand de Rishad Mateen and Co. au premier salon international de l'alimentation et de l'agriculture du Pakistan 4. Invité recevant une boîte de mangues de la part de Shazia Mateen, Directrice générale de Rishad Mateen and Co.

un rôle clé dans ce domaine. C'est pourquoi l'ITC a également mis en place un programme d'incubation agro-technologique pour les entrepreneurs et les organisations de soutien aux entreprises, leur offrant une formation, un accompagnement personnalisé, des possibilités de mise en réseau et d'autres ressources. Ce soutien de l'incubateur est inestimable pour les start-ups de l'agri-technologie au moment où elles prennent leur envol.

Muhammad Shah Khan, Directeur de projet au National Incubator Center Quetta, a déclaré à l'ITC : « L'agro-technologie est un domaine nouveau pour moi, et je suis maintenant conscient des tendances mondiales et nationales dans ce domaine ». Grâce à cette formation, qu'il a partagée avec son équipe, son organisation peut désormais élaborer des stratégies commerciales plus complètes, en tenant compte de ses points forts et de ceux qu'elle doit améliorer, et développer à son tour des services qui répondent mieux aux besoins de ses clients.

En perspective, le programme GRASP poursuivra ses efforts pour soutenir les PME pakistanaises dans les secteurs de l'agriculture et de l'horticulture, notamment en les mettant en contact avec les décideurs politiques. L'objectif est de multiplier les exemples de réussite comme celui de Shazia,

qui montrent que la possibilité de cultiver et de faire du commerce peut jouer un rôle important dans la réalisation d'objectifs tels que l'égalité entre les hommes et les femmes et la sécurité alimentaire.



LIENS

En savoir plus sur le programme GRASP au Pakistan : <https://intracen.org/our-work/projects/pakistan-growth-for-rural-advancement-and-sustainable-progress-grasp>

BAILLEUR DE FONDS

Union européenne



Commerce vert

Le lien entre le commerce et l'Environnement a pris encore plus d'importance en 2023, une année remarquable non seulement parce qu'elle est située à mi-parcours du Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030, mais aussi parce qu'elle a conclu le premier bilan mondial dans le cadre de l'Accord de Paris. Les MPME sont essentielles pour atteindre ces deux objectifs, étant donné qu'elles représentent deux tiers des emplois et plus de 90 % des entreprises au niveau mondial.

L'édition spéciale du *Rapport sur les Objectifs de développement durable 2023* affirme que sur 80 % des 169 cibles définies dans le cadre des 17 ODD, les progrès sont soit faibles, soit en recul, le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, avertissant que « si nous n'agissons pas maintenant, le Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030 deviendra l'épitaphe d'un monde qui aurait pu être » Global Stocktake a émis des avertissements tout aussi alarmantes. Entre-temps, les crises dans le monde ont eu pour conséquence que davantage de MPME opèrent dans des contextes fragiles, tandis que les pays touchés par la fragilité sont plus susceptibles d'être en retard dans la réalisation des ODD. Le changement climatique et la dégradation de l'Environnement sont les principaux facteurs de cette fragilité.

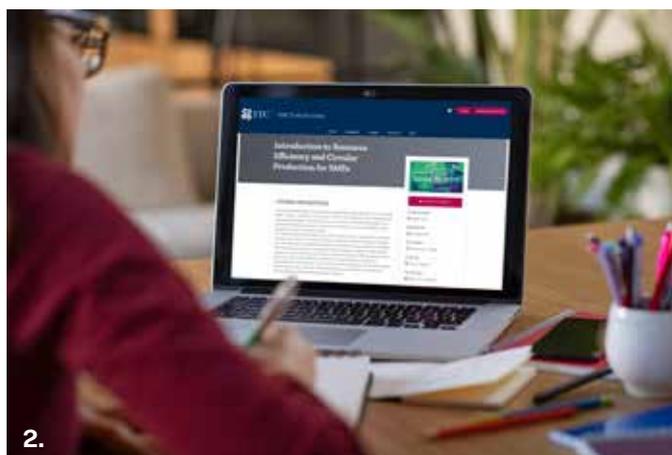
Le « moonshot. sur l'écologie » de l'ITC est une initiative majeure visant à renverser la situation. Il s'agit en priorité de permettre aux MPME d'adopter des pratiques plus durables, tout en veillant à ce que les décideurs politiques aient des échanges directs avec les MPME et les organisations de la société civile au sujet de leurs besoins et de leur situation. Le moonshot sur l'écologie vise donc à aider à combler le fossé pour atteindre les objectifs environnementaux et les cibles définies dans le cadre des ODD et à le faire d'une manière qui permette aux MPME de rester connectées aux chaînes d'approvisionnement mondiales.

Les études de cas présentées dans cette section montrent les réalisations pouvant être concrétisées si l'accent est mis sur le commerce vert, depuis le niveau national au Népal et en Jamaïque jusqu'au niveau international avec les jeunes écopreneurs. Les autres points forts de ce résumé narratif illustrent certains des principaux développements sur la scène internationale concernant le rôle du commerce dans la résolution des problèmes environnementaux, et ce que fait l'ITC pour y contribuer.

Faits saillants 2023

Au niveau international, et c'est une première notable, le commerce a fait l'objet d'une journée thématique complète sous la **présidence de la COP28**. L'ITC s'est associé à l'OMC, à la CNUCED et à l'ICC pour organiser un pavillon de la Maison du commerce lors de la conférence. L'ITC a également soumis une proposition au programme de travail sur les voies de transition juste, tout en amenant une délégation de MPME et d'OSE à la COP afin qu'elles puissent partager leurs expériences du changement climatique et de la transition verte avec les négociateurs de la CCNUCC.

La COP28 a également été marquée par le lancement du **Green Performance Toolkit** de l'ITC, une plateforme en ligne conçue pour aider les MPME des secteurs de l'habillement / textile et de l'agroalimentaire à évaluer leur performance environnementale. Elle répond à un besoin particulier défini par la méthodologie d'accompagnement de l'ITC en matière d'efficacité des ressources et de production circulaire auprès de plus de 250 MPME de 15 pays : à savoir, comment collecter les bonnes données sur la durabilité environnementale. La boîte à outils a été élaborée après de longues préparations, notamment en pilotant ses caractéristiques avec des MPME avec lesquelles l'ITC travaillait dans le cadre de divers projets. Avec la participation de MPME du Bangladesh, d'Égypte, du Ghana, du Kenya et de Sainte-Lucie, la boîte à outils a intégré les commentaires des utilisateurs dès ses premières versions.



1. Coquille de graines de café Grains de café Natural Process © Shutterstock.com 2. Plateforme de cours en ligne de la SME Trade Academy 3. Emi-Beth, Une femme entrepreneur ghanéenne utilise la peau d'argent du café dans des produits cosmétiques

Les réglementations environnementales et les normes de durabilité liées au commerce sont de plus en plus courantes, les gouvernements cherchant à s'attaquer aux problèmes environnementaux et sociaux. Pour aider les MPME, les organisations de la société civile, les organismes de normalisation et les décideurs politiques à s'adapter et à le faire de manière à ce que les MPME puissent rester connectées aux chaînes d'approvisionnement mondiales, l'ITC a travaillé sur des solutions qui s'appuient sur les preuves et les informations recueillies lors des **tables rondes sur les chaînes de valeur mondiales exemptes de déforestation**.

Ces tables rondes réunissent des représentants des pays producteurs, de l'UE, des petites entreprises et des initiatives du secteur privé, dans le but de trouver ensemble des solutions. L'ITC travaille à la formation des producteurs aux techniques durables, à la réalisation d'études de marché et d'analyses sur les impacts de ces réglementations, et à la préparation d'une « passerelle pour le commerce sans déforestation » fondée sur la suite d'outils en ligne de l'ITC, qui offrira un espace de partage d'informations et de meilleures pratiques.

En collaboration avec l'Organisation internationale du café (OIC), la Fondation Giuseppe e Pericle Lavazza, le Politecnico di Torino, l'Université des sciences gastronomiques de Pollenzo (Italie) et l'Organisation des

Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'ITC a lancé le **Centre pour l'économie circulaire du café** en septembre. Le centre travaillera avec les acteurs de la chaîne de valeur et de l'écosystème du café pour tester les moyens de faire de l'économie circulaire une réalité dans le secteur. Il s'appuie sur les efforts déployés de longue date dans le cadre du Guide du café de l'ITC et du réseau connexe pour réunir les acteurs du secteur du café afin d'élaborer des solutions à des défis communs.

Les formations en ligne **de la l'Académie du commerce pour les PME** comportent également une forte composante environnementale, avec une série de cours consacrés à la durabilité pour les MPME. En 2023, ses cours axés sur la durabilité ont porté sur des sujets tels que la gestion des risques climatiques dans le secteur agroalimentaire, les techniques d'agriculture biologique et la commercialisation de produits botaniques dans l'Union européenne. Le cours de gestion des risques a attiré à lui seul 674 participants, dont 167 ont reçu un certificat à la fin du cours. Le cours sur l'agriculture biologique a connu le même succès, avec 745 participants, dont 155 ont reçu un certificat.

Noix de coco dans les Caraïbes : Renforcer la résilience grâce aux partenariats

La résilience est devenue un mot d'ordre pour les Caraïbes, dont les petites entreprises ont fait face à la pandémie de COVID-19, aux sécheresses, aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement, à l'augmentation des coûts et à l'inflation mondiale. Abritant de nombreux petits États insulaires en développement (PEID), la région est particulièrement exposée et vulnérable à ces pressions.

Depuis plus d'une dizaine d'années, l'ITC fait équipe avec des agences locales et régionales et des partenaires internationaux, dans le but d'aider les petits exploitants agricoles et les MPME à mieux s'équiper pour résister à ces crises. En pratique, cela signifie qu'il faut renforcer la résilience environnementale et économique de la région, accroître la sécurité alimentaire, réduire la dépendance à l'égard des importations et diversifier les risques et les opportunités.

Il est essentiel pour ces efforts de tenir compte de l'ensemble de l'écosystème de chaque île. Le projet « Alliances pour le développement de l'industrie de la noix de coco dans les Caraïbes » vise précisément à atteindre cet objectif et s'articule autour d'une idée novatrice : en réunissant les petits exploitants agricoles, les PME, les institutions et les acheteurs au sein d'alliances, non seulement l'industrie de la noix de coco se développera et prospérera, mais des Caraïbes plus bleues et plus vertes en émergeront.

En d'autres termes, ces alliances montrent que la gestion de l'Environnement peut et doit aller de pair avec une production et un commerce durables.

L'approche de l'alliance est issue du modèle de longue date de l'initiative Alliances for Action de l'ITC, qui repose sur le principe que les meilleures innovations proviennent de la base. Les agriculteurs participants ont mis en place des parcelles diversifiées, tout en adoptant des pratiques agricoles climato-intelligentes. Ils ont également planté d'autres cultures, comme des poivrons et des bananes plantains, à côté des noix de coco, dans le cadre d'une pratique connue sous le nom de culture intercalaire, qui est essentielle pour la santé des sols, la productivité, les revenus et la résilience.

Le projet a déjà aidé 5 000 petits exploitants agricoles et autres entreprises, soit par un soutien direct, soit par un partage des connaissances entre les communautés ciblées. Les PME participantes affirment que ces efforts ont été essentiels pour faire connaître leurs produits et les narratifs qui les sous-tendent, à de nouveaux marchés.

Dans le cas de la Jamaïque, les partenaires du projet sont la Fondation Alligator Head, le Conseil de l'industrie de la noix de coco de la Jamaïque, le ministère de l'Agriculture de la Jamaïque, l'Institut de recherche et de développement agricole



1.



2.



1. Agriculteurs cultivant des cocotiers en Jamaïque 2. & 3. Personnel de BabyLove, une entreprise de crème glacée à la noix de coco en Jamaïque 4. Recherche scientifique Le Conseil aide les agriculteurs et les producteurs jamaïcains à créer des produits à valeur ajoutée

des Caraïbes, l'Autorité de développement agricole rural, ainsi que les principaux transformateurs et acheteurs. Le financement et le soutien proviennent de l'Union européenne et du Forum des Caraïbes (CARIFORUM).

L'une des innovations du projet a été de travailler « de la crête au récif » pour inclure les communautés côtières actives dans l'agriculture et la pêche. La paroisse de Portland, en Jamaïque, abrite des communautés de pêcheurs réputées pour leurs méthodes artisanales, affinées au fil des générations. Cependant, les menaces environnementales ont mis en péril ces pêcheries, ces exploitations agricoles et les emplois qui en dépendent.

La fondation Alligator Head est une organisation jamaïcaine à but non lucratif qui contribue à la gestion d'une zone marine protégée à East Portland, actuellement fermée à la pêche. La fondation aide les communautés côtières, notamment les pêcheurs et les agriculteurs, à développer de nouvelles sources de revenus, de l'écotourisme à l'agriculture en passant par la transformation des noix de coco et de leurs produits dérivés.

« Ce partenariat apporte une dimension verte à notre travail sur l'économie bleue ».

Nickie Myers, Directrice, Fondation Alligator Head

Nickie Myers qui dirige la fondation Alligator Head a déclaré : « Notre mission est d'œuvrer pour des mers poissonneuses, des récifs sains et des communautés prospères. Ce partenariat apporte une dimension verte à notre travail sur l'économie bleue, en développant une agriculture climato-intelligente qui contribue à stimuler notre secteur de la noix de coco et à fournir des outils essentiels à nos agriculteurs pour qu'ils puissent créer des moyens de subsistance durables »

En collaboration avec l'ITC et Coconut Industry Board, la fondation a développé son programme d'agriculture climato-intelligente afin de protéger la terre et la mer et de soutenir les communautés d'agriculteurs et de pêcheurs, ce qui se traduit par une augmentation de revenus, plus de résilience face aux impacts climatiques et une meilleure sécurité alimentaire. Ces efforts ont permis à l'initiative de remporter le prix des partenariats des petits États insulaires en développement des Nations Unies dans la catégorie Environnement en 2023.

En perspective, les partenaires appliqueront cette approche d'alliance à d'autres pays de la région, dans le cadre de leurs efforts visant à réduire la facture des importations alimentaires des Caraïbes et à lutter contre l'insécurité alimentaire.

Les enseignements tirés seront intégrés dans un prochain projet de l'ITC sur l'amélioration de la sécurité alimentaire régionale, lancé à temps pour la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement (PEID4) qui se tiendra à Antigua-et-Barbuda en 2024.



LIENS

En savoir plus sur les alliances pour le développement de l'industrie de la noix de coco dans les Caraïbes : <https://intracen.org/our-work/projects/caribbean-development-of-value-added-products-and-intra-regional-trade-to-enhance>

BAILLEUR DE FONDS

Union européenne

Financement de la transition écologique : Changer la donne pour les entreprises agroalimentaires népalaises

Six Népalais sur dix travaillent dans le secteur agricole, cultivant des produits allant de la cardamome au café en passant par le thé. Leurs efforts jouent un rôle majeur dans l'économie de ce pays d'Asie du Sud, puisqu'ils représentent un quart de son produit intérieur brut.

Historiquement, cependant, les petites entreprises népalaises, en particulier celles qui travaillent dans l'agroalimentaire, ont eu du mal à obtenir le financement dont elles ont besoin pour se développer, notamment pour adopter des pratiques de production plus écologiques. Même les directives de la banque centrale du Népal, qui exigent que les banques commerciales accordent 15 % de l'ensemble des prêts aux exploitations agricoles commerciales d'ici à la fin de 2023, ne se sont pas traduites dans la pratique par une amélioration du financement des petits transformateurs.

Pour aider à changer la donne pour les entreprises agroalimentaires du Népal, l'ITC a travaillé avec des institutions locales pour mettre en place un pôle GreenToCompete, un modèle que l'ITC a déployé dans plusieurs pays et régions du monde pour aider les MPME à entreprendre la transition écologique.

Le pôle établi au Népal est hébergé par l'Agro Enterprise Center (AEC), la branche agricole de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie népalaises (FNCCI), et est en place depuis 2019. Il s'est associé à la NMB Bank pour aider à concrétiser les rêves de financement des MPME - et jusqu'à présent, la banque a déjà mobilisé 120 millions, soit \$902 620 pour 25 entreprises agroalimentaires dans le cadre de ce modèle. Suite au succès de ce modèle de prêt, d'autres banques népalaises ont pris l'initiative de le reproduire.

Le rôle du pôle ne se limite pas à établir des liens entre les MPME et les prestataires de services financiers : il aide également les petits producteurs à se familiariser avec les

aspects essentiels de la demande de prêts et d'autres aides financières, qu'il s'agisse des documents dont ils ont besoin ou de la manière dont ils peuvent présenter le meilleur dossier de demande d'aide et planifier les aspects financiers de leur entreprise.

Les prêts eux-mêmes visent à accroître la production agricole durable, ce qui signifie qu'ils soutiendront les agro-transformateurs qui doivent se soumettre à des certifications et à des audits pour se conformer à des normes volontaires de durabilité. Le pôle accompagne les MPME afin qu'elles soient bien préparées pour entreprendre ces démarches, notamment en développant une stratégie de durabilité. Cela leur permet de fabriquer des produits de meilleure qualité, qui se vendent mieux sur le marché.

Une autre grande avancée est que les entreprises agroalimentaires participantes nouent des relations plus étroites les unes avec les autres et, à leur tour, tirent des enseignements des pratiques que chacune a développées pour gérer son entreprise et la rendre plus respectueuse de l'Environnement.

La portée et l'impact considérables de ce centre en seulement quelques années d'activité lui ont valu d'être reconnu publiquement lors de grandes conférences internationales, notamment lors de la conférence des Nations Unies sur le changement climatique qui s'est tenue à Dubaï. Lors de la COP28, Dinesh Prasad Parajuli, l'ancien PDG d'Agro Enterprise Center, a rejoint la délégation de l'ITC pour partager les succès du pôle jusqu'à présent et les perspectives.

D.B. Basnet, le nouveau président de l'Agro Enterprise Center, a déclaré à l'ITC que les résultats du pôle ont été « inspirants » et qu'il espère que les succès obtenus jusqu'à présent continueront à profiter à davantage de petites entreprises agroalimentaires.



1. Des agricultrices népalaises de la coopérative Ajirkot Gorkha Central Coffee récoltent du café © Laxmi Prasad Ngakhushi/ITC **2.** Sushil Acharya, Fondateur de MountBrew Coffee au Népal **3.** Des agriculteurs népalais du district de Dhankuta pratiquent des techniques durables pour produire du café arabica © Laxmi Prasad Ngakhushi/IT **4.** Des agriculteurs font sécher des grains de café à Nepal Coffee Company Nuwakot © Laxmi Prasad Ngakhushi/ITC

« Cet effort s'est traduit par un meilleur accès à des ressources financières cruciales, par l'amélioration des liens avec le marché et par le renforcement des pratiques de durabilité ».

D.B. Basnet, Président, Agro Enterprise Center

M. Basnet a en outre déclaré : « Cet effort s'est traduit par un meilleur accès à des ressources financières cruciales, par l'amélioration des liens avec le marché et par le renforcement des pratiques de durabilité. Grâce à des efforts de collaboration et à des approches innovantes, nous avons pu entamer un dialogue avec les principales banques commerciales du Népal en ce qui concerne l'accès au financement des agro-PME. »

En perspective, le pôle vise à établir davantage de partenariats avec des banques commerciales et d'autres institutions financières, en s'appuyant sur sa relation fructueuse avec la NMB Bank. Dans le cadre du vaste réseau mondial de pôles GreenToCompete, les meilleures pratiques et expériences développées au Népal sont partagées avec des partenaires des Caraïbes, d'Amérique

latine, d'Afrique de l'Est et d'ailleurs. Entre-temps, les institutions partenaires du pôle continuent de plaider en faveur d'autres mesures pouvant aider les entreprises agroalimentaires népalaises à avoir de meilleures chances de se développer et de commercer, telles qu'une meilleure infrastructure rurale et un soutien accru aux activités d'ajout de valeur.



LIENS

En savoir plus sur GreenToCompete : <https://greentocompete.org/>

BAILLEURS DE FONDS

Canada, Allemagne, Irlande, Norvège, Suède, Suisse

Renforcer la capacité d'action de la prochaine génération : Célébration des jeunes écopreneurs

Les crises, qu'il s'agisse du changement climatique ou des conflits, ont ébranlé l'économie mondiale. Pourtant, en plein dans ces crises convergentes, une lueur d'espoir apparaît : la prochaine génération d'entrepreneurs est déjà là, avec des idées novatrices pour aider à redresser la situation. Mais l'un des défis les plus difficiles à relever pour ces jeunes entrepreneurs est de déterminer comment protéger et monétiser leurs idées afin qu'ils puissent développer leurs entreprises et leurs activités commerciales.

Youth Ecopreneurs Awards vise à changer cette situation en offrant aux jeunes entrepreneurs un financement, un mentorat et une formation sur les droits de propriété intellectuelle, ainsi qu'une exposition publique, montrant ainsi que si vous investissez dans la prochaine génération d'exportateurs, vous investissez dans un avenir plus vert et plus équitable.

L'initiative, qui s'inscrit dans le cadre du « Youth Moonshot » de l'ITC, a célébré la deuxième édition de Youth Ecopreneurs Awards lors du Forum mondial pour le développement des exportations 2023 (WEDF), l'un des événements phares de l'ITC, qui s'est déroulé à Ulaanbaatar, en Mongolie.

Les lauréats de l'édition 2023 sont Oyungerel Munkhbat (Mongolie) et Mashrur Hossain Shurid (Bangladesh), qui ont respectivement remporté les catégories « Solutions

commerciales écologiques » et « Restauration des terres ». Le prix du public a été décerné à Chirag M G, de l'Inde, et à son entreprise Brown Reed Agri Waste Innovations (également connue sous le nom de Sunbird Coconut Leaf Straws).

Oyungerel dirige une entreprise qui fabrique des filtres à air brevetés, en utilisant de la laine de mouton, pour lutter contre les effets de la pollution de l'air tout en réduisant l'utilisation des plastiques que l'on trouve normalement dans les purificateurs d'air. Motivée par une forte demande sur son marché local de Mongolie, son entreprise, Airee Filter, cherche à s'étendre à des marchés tels que l'Allemagne, la Turquie et le Viêt Nam.

Elle a déclaré à l'ITC : « Notre équipe est extrêmement passionnée par l'idée de rendre l'air pur accessible à tous sans tuer la planète dans le même temps ».

Mashrur s'efforce d'aider les agriculteurs bangladais à augmenter leur production tout en limitant leur impact sur l'Environnement. En tant que PDG et Cofondateur d'iPage, il travaille avec son équipe à la mise en place de tests de sol que les agriculteurs peuvent utiliser pour évaluer la santé des sols.





1. Délégation de jeunes écopreneurs de l'ITC à COP28 à Dubaï **2.** Oyungerel Munkhbat, Cofondatrice d'Airee et lauréate du Youth Ecopreneur Award 2023 lauréat **3.** Les jeunes écopreneurs présentent leurs initiatives au WEDF 2023 en Mongolie

À partir de là, iPage fournit aux agriculteurs des recommandations sur les meilleures cultures, les meilleurs engrais et les meilleurs pesticides à utiliser, ainsi qu'une formation pour mettre ces conseils en pratique.

Les prix Ecopreneur sont une initiative qu'il recommanderait à d'autres jeunes désireux de faire la différence. Mashrur a déclaré à l'ITC lors de la cérémonie de remise des prix : « L'année prochaine, ceux qui envisagent de poser leur candidature doivent trouver l'inspiration, trouver des idées et donner les meilleur d'eux-mêmes ». Il a ensuite déclaré à l'ITC que le prix avait également aidé son entreprise à obtenir un financement de \$110 000.

« Ceux qui envisagent de poser leur candidature doivent faire preuve d'inspiration, d'idées et donner le meilleur d'eux-mêmes ».

Mashrur Hossain Shurid, PDG et Cofondateur, iPage

L'équipe de Sunbird Straws a également déclaré que le prix avait changé la donne. Chirag M G a déclaré à l'ITC : « Qu'il s'agisse de la disponibilité d'une plateforme mondiale pour raconter notre histoire ou de l'association avec Sidley Austin et l'OMPI qui nous aident à nous développer à l'échelle mondiale, la plateforme Ye ! et le prix de l'écopreneur ont été pour nous la concrétisation d'un rêve ».

Grâce aux \$5 000 que chaque lauréat a reçus en fonds d'amorçage, ainsi qu'au mentorat et au soutien de partenaires tels que Google et l'OMPI, ces écopreneurs cherchent maintenant à porter leurs idées novatrices vers de nouveaux sommets, et de nouveaux marchés. Parmi les autres partenaires qui ont joué un rôle essentiel pour le succès des prix figurent le cabinet d'avocats Sidley Austin,

Google start-ups for Sustainable Development et Global Land Initiative du G20 dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

Les lauréats ont également bénéficié d'une plus grande exposition publique grâce à des articles dans le magazine *Trade Forum* de l'ITC et à la possibilité d'assister et de s'exprimer lors d'événements tels que le Sommet sur les ODD, le Sommet sur le commerce vertueux et la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique.

L'édition 2023 des prix a attiré 419 entreprises de plus de 60 pays. Les candidatures pour une édition élargie du programme ont été ouvertes au début de l'année 2024, en partenariat avec l'Initiative mondiale pour l'Environnement du G20. Un Bootcamp mondial et un programme d'accélération régional sont en cours de préparation afin d'aider davantage d'éco-entrepreneurs à utiliser le système des droits de propriété intellectuelle à leur avantage et à partager leurs innovations avec le monde entier.



LIENS

En savoir plus sur le programme Ye ! Programme des jeunes écopreneurs : <https://social.yecomunity.com/page/youth-ecopreneur-programme>

BAILLEURS DE FONDS

Canada, Allemagne, Irlande, Norvège, Suède, Suisse



Commerce numérique

La nature de plus en plus numérique de l'économie mondiale est un phénomène bien connu, mais les nouveaux développements technologiques continuent de modifier notre façon d'appréhender l'avenir du commerce international. L'intelligence artificielle, qui fait depuis longtemps partie de la vie quotidienne et du travail, prend aujourd'hui un nouveau sens avec l'émergence de ChatGPT et d'autres plateformes, tandis que les technologies de la blockchain se sont révélées avoir des applications précieuses pour la pratique du commerce.

Les outils en ligne jouent également un rôle crucial en aidant les MPME à déterminer ce dont elles ont besoin pour accéder à de nouveaux marchés, les opportunités qui s'offrent à elles et les partenaires avec lesquels elles pourraient s'associer pour faire du commerce un élément efficace de leur stratégie de développement. Ces outils ouvrent également de nouvelles possibilités pour atteindre un plus grand nombre de MPME et d'organisations de la société civile qu'auparavant. Cela passe notamment par des plateformes d'apprentissage en ligne, qui font partie intégrante de l'offre de l'ITC.

Malgré ces avantages, la capacité à se connecter et à utiliser pleinement les possibilités offertes par l'économie numérique n'est pas répartie de manière égale, en particulier parmi les MPME. Les défis communs auxquels les MPME sont confrontées lorsqu'elles adoptent de nouvelles technologies comprennent une culture et des compétences numériques limitées, même lorsque la connectivité numérique est déjà assurée. Un autre défi, compte tenu de la nature de l'économie numérique, est que les technologies existantes ne cessent d'évoluer, alors même que de nouvelles technologies font leur apparition. Cela crée de nouvelles opportunités, mais signifie aussi qu'il y a constamment de nouvelles choses à apprendre.

Ces innovations peuvent être à l'origine du succès et ou de l'échec des MPME en temps de crise,

comme on l'a vu lors de la pandémie de COVID-19. Les *Perspectives de compétitivité des PME 2023* confirment que dans les contextes fragiles et touchés par des conflits, même les entreprises innovantes sont souvent en retard sur la « frontière technologique », car elles cherchent en priorité à survivre.

La connectivité numérique, l'un des « moonshots » de l'ITC, est à la fois un objectif en soi et un catalyseur pour atteindre les « moonshots » sur l'écologie, en matière de genre et sur l'intégration des jeunes. C'est pourquoi les études de cas de cette section portent sur le commerce numérique en tant que domaine d'impact propre dans le plan stratégique de l'ITC, mais aussi sur la connectivité numérique et les nouvelles technologies de manière plus générale, compte tenu de leur importance transversale pour le travail de l'ITC. Les points saillants ci-dessous illustrent l'évolution de la conversation sur la connectivité numérique en 2023 et le rôle joué par l'ITC.

Faits saillants 2023

Pamela Coke-Hamilton, Directrice exécutive de l'ITC, et Mats Granryd, Directeur général de la GSMA, ont coprésidé le groupe de travail sur la connectivité des MPME dans le cadre de la **Commission du haut débit pour le développement durable**. Ils ont publié un rapport au cours de la semaine de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui examine les mesures à prendre pour que davantage de MPME soient en ligne, et quels sont les obstacles à surmonter.

Les nouvelles possibilités offertes par l'intelligence artificielle ont conduit l'ITC à nommer un conseiller interne en IA afin de s'assurer que l'intégration de l'IA dans nos projets et nos stratégies exploite au mieux les possibilités de cette technologie, tout en étant conscient de ses pièges éventuels. L'édition 2023 du **Forum de l'Académie du commerce pour les PME** avait pour



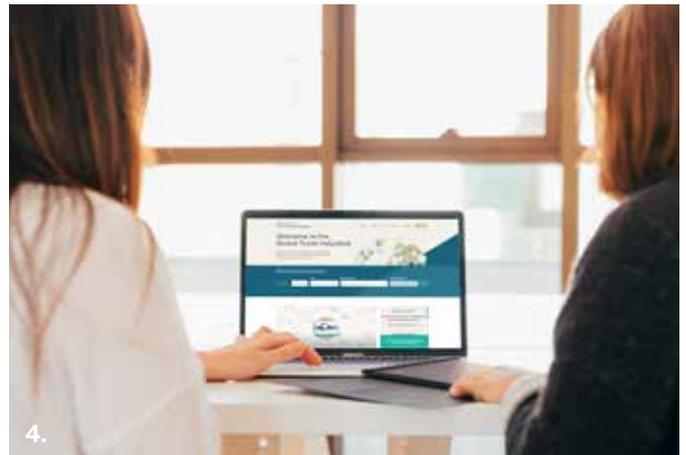
1.



2.



3.



4.

1. La Directrice exécutive de l'ITC s'exprimant devant la Commission du haut débit lors de la 78^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies **2.** Employé de l'entreprise NicaHat au Nicaragua **3.** Session sur l'intelligence artificielle organisée par la SME Trade Academy au siège de l'ITC **4.** Plateforme en ligne du Global Trade Helpdesk

thème « Comment exploiter l'IA dans la formation pour le développement ? », avec la participation d'experts d'universités, d'agences internationales et d'entreprises technologiques.

Les décideurs politiques, pour leur part, continuent de reconnaître la valeur des plateformes et des outils en ligne de l'ITC pour aider davantage de MPME à s'engager efficacement dans le commerce international. La réunion des ministres du Commerce et de l'investissement du G20 à Jaipur en août 2023 a donné un vote de confiance retentissant pour **Global Trade Helpdesk** (service d'assistance au commerce mondial), notre initiative conjointe avec l'Organisation mondiale du commerce et l'Organisation des Nations Unies pour le commerce et le développement, et nous travaillons actuellement à la mise à niveau de la plateforme pour y intégrer les technologies les plus récentes.

Le programme **ecomConnect** de l'ITC est l'une des pierres angulaires de ce « moonshot sur le numérique ». Parmi ses nombreuses facettes, il comprend un programme d'apprentissage en ligne pour les MPME en quête d'augmentation de leurs ventes en ligne ; une **plateforme communautaire** qui compte plus de 6 500 utilisateurs actifs dans le monde entier ; un marché présentant les marques et les produits des MPME qui participent au programme ; et bien plus.

Par exemple, l'ITC s'est **associé à Alibaba** dans le cadre du projet E-Commerce Development for MSMEs (développement du commerce en ligne pour les PME) afin d'offrir une formation en marketing, en pratiques de commerce en ligne et autres compétences clés, en utilisant la plateforme ecomConnect. La plateforme ecomConnect de l'ITC s'est également associée à **SheTrades Latin America** pour proposer des formations et du matériel connexe à diverses OSE de la région, qui ont à leur tour dispensé des formations à plus de 600 entreprises.

Les **places de marché virtuelles** continuent d'offrir aux MPME de nouvelles possibilités d'accès à de nouveaux marchés, tant dans leur région qu'à l'étranger. L'ITC a travaillé avec plusieurs places de marché au fil des ans, offrant aux MPME du secteur de l'artisanat une formation et d'autres formes de soutien pour les aider à mettre leurs produits en ligne et à atteindre de nouveaux marchés. Par exemple, la collaboration de l'ITC avec **NOVICA** et **eBay** dans le cadre du projet Ready4Trade Central Asia a aidé les artisans de plusieurs économies d'Asie centrale à tirer le meilleur parti des avantages de cette plateforme, résultant à ce jour en plus de \$70 000 de ventes via eBay et plus de \$65 000 de ventes via NOVICA.

Programme numérique d'aide à l'exportation : Des résultats pour les petites entreprises d'Asie du Sud-Est

Les canaux numériques offrent aux petites entreprises des possibilités considérables de vendre sur de nouveaux marchés, mais ils nécessitent également des changements importants dans la stratégie d'entreprise. Outre la compréhension des flux commerciaux et le ciblage des opportunités prometteuses, les entreprises doivent perfectionner leurs compétences en matière de marketing numérique afin de tirer le meilleur parti de ce que les plateformes en ligne peuvent rendre possible, tout en prenant des mesures pour protéger leur marque et conserver ainsi leur identité et leur avantage concurrentiel.

Dans toute l'Asie du Sud-Est, le commerce en ligne est devenu une priorité pour les MPME. Une étude réalisée en 2022 par Google et la Chambre de commerce internationale (CCI) a révélé que 60 % des entreprises de la région souhaitent l'utiliser pour accéder à de nouveaux marchés. Malgré ces aspirations, 75 % des entreprises ont déclaré qu'elles auraient besoin de meilleures analyses de marché et de compétences en marketing numérique pour que cet objectif se concrétise.

En réponse, la Chambre de commerce internationale, Google, l'ITC et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) se sont réunis pour piloter le programme DEEP (Digital Export Enablement Programme). Le programme s'adresse aux entreprises des dix économies membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et vise à aider 1 000 MPME à renforcer leurs compétences en matière d'analyse de marché et de marketing numérique afin qu'elles puissent faire du commerce en ligne.

Le programme comprend des cours d'auto-apprentissage en ligne, des ateliers hybrides et des conseils sur l'élaboration d'une stratégie commerciale permettant de cibler et de comparer les opportunités sur les nouveaux marchés. Il intègre certains des meilleurs outils en ligne de l'ITC, tels que Trade Map, Export Potential Map et Global

Trade Helpdesk, ainsi que ceux de ses partenaires, tels que Google's Market Finder et ICC Incoterms.

Le programme DEEP aide également les entreprises à préparer leur audit numérique et leurs plans de marketing numérique sur les canaux numériques pertinents et les fait entrer dans la communauté ecomConnect des entrepreneurs numériques, tout en les guidant sur la protection des droits de propriété intellectuelle et les questions relatives à la marque. Pour les aider à mettre en œuvre leurs stratégies, DEEP propose un encadrement personnalisé aux entreprises les plus engagées.

Le programme a attiré des inscriptions de participants représentant plus de 1 300 entreprises, dont 53 % de femmes, originaires de Brunei, du Cambodge, de Malaisie, du Myanmar, de la République démocratique populaire lao, d'Indonésie, des Philippines, de Thaïlande, du Viêt Nam et de Singapour. Les ateliers organisés dans ces pays bénéficient également d'un soutien important de la part de leurs homologues locaux, notamment par le biais de partenariats avec le programme d'aide à l'innovation et à la technologie (ITAP) de la Thaïlande, l'association vietnamienne du commerce en ligne et le centre indonésien de l'entrepreneuriat de la CCI.

« Nous espérons que des programmes comme celui-ci renforceront la culture numérique de tous les Philippines ».

Miguel Aliño Lopez, formateur DEEP, Philippines

Rien qu'en 2023, 638 entreprises ont achevé le programme et reçu une certification, et 95 % d'entre elles ont indiqué qu'elles prévoyaient de modifier leurs activités commerciales sur la base de ce qu'elles avaient appris.



1. – 4. Programme pilote de soutien numérique à l'exportation (DEEP) pour les petites entreprises des pays de l'ANASE, tels que le Viêt Nam (1.) la Malaisie (2.) et les Philippines (3. & 4.)

Miguel Aliño Lopez, formateur DEEP pour les Philippines a déclaré : « Je suis étonné par la gratitude des entreprises qui ont accès à ces outils numériques. Nous espérons que des programmes comme celui-ci renforceront la culture numérique de tous les Philippines et favoriseront un avenir où la technologie sera plus accessible et plus efficace pour tous ».

Des participants au programme comme Crystal Lim, responsable du développement commercial chez RW Nutriogreen, ont reconnu que le programme DEEP avait changé leur point de vue sur l'approche pour s'engager sur de nouveaux marchés.

M. Lim a déclaré : « La compétence la plus précieuse que j'ai acquise au cours de la formation était la capacité à vérifier l'adéquation des codes HS et la connaissance des nombreux outils numériques qui sont à notre disposition, car bien de gens les ignorent ».

Cette formation a permis à son entreprise d'économiser les coûts liés à l'embauche d'un consultant externe, car elle dispose désormais de compétences clés telles que la manière d'explorer le potentiel d'exportation et de comprendre les tarifs et les réglementations des marchés

cibles, tels que les Émirats arabes unis, Singapour, la Thaïlande et, éventuellement, les États-Unis.

Dans le cadre du « moonshot sur le numérique » de l'ITC visant à aider les MPME à renforcer leur connectivité numérique, le programme DEEP intègre et s'appuie sur divers domaines d'expertise interne, offrant ainsi aux entrepreneurs un soutien cohérent et à multiples facettes pour les aider à tirer le meilleur parti des avantages de l'économie numérique.



LIENS

En savoir plus sur DEEP : <https://intracen.org/digital-export-enablement-programme-deep-for-asean-small-businesses>

BAILLEUR DE FONDS

Google

Switching ON Zambia : Bienvenue à la nouvelle génération d'entrepreneurs numériques

Alors que les technologies numériques continuent de remodeler notre façon de vivre, de travailler et de commercer, il y a un besoin croissant de travailleurs qualifiés pour occuper les nouveaux emplois numériques. Il s'agit d'une opportunité majeure pour les jeunes Zambiens, dont plus d'un sur dix est actuellement au chômage, et qui intervient à un moment clé de la mise en œuvre du plan de développement national 2022 - 2026 du pays.

Bernard Banda, Directeur de la réglementation économique à l'Autorité zambienne des technologies de l'information et de la communication (ZICTA), a déclaré à l'ITC : « La capacité numérique est aujourd'hui plus que jamais devenue fondamentale et permet de répondre aux exigences nouvelles et en constante évolution du monde numérique ».

Et d'ajouter : « Avec davantage d'emplois numériques proposés, les entreprises doivent améliorer les services qu'elles offrent, en ajouter de nouveaux et trouver des personnes possédant les compétences adéquates. Cela s'est également étendu à la nécessité d'assurer la cybersécurité des systèmes de commerce en ligne intégrés ou des services numériques ».

« La capacité numérique est aujourd'hui plus que jamais devenue fondamentale et permet de répondre aux exigences nouvelles et en constante évolution du monde numérique ».

Bernard Banda, Directeur en charge de la régulation économique, ZICTA

Le plan national de développement définit parmi ses stratégies de transformation de l'économie zambienne la nécessité de renforcer les capacités numériques, compte tenu des possibilités qu'elles offrent aux jeunes entrepreneurs zambiens et de l'impact qu'elles pourraient avoir pour les personnes vivant dans les zones rurales.

Pour aider à tenir les promesses de cette économie numérique en plein essor, l'ITC a fait équipe avec le Centre d'accès à l'entrepreneuriat féminin et ZICTA. L'objectif était de contribuer à la formation de 175 personnes à Lusaka et Livingstone afin qu'elles puissent intégrer les technologies et outils numériques les plus récents, tels que l'intelligence artificielle, la cybersécurité et les médias sociaux, dans leur travail indépendant.





2.



3.

1. Participants recevant leur certificat lors de la remise des diplômes de WeDigit Freelancer en Zambie 2. & 3. La remise des diplômes des freelances de WeDigit en Zambie

Sur les 17 jeunes participants, près de la moitié étaient des femmes et, à ce jour, plus de 60 de ces freelances ont créé des profils sur de nouvelles plateformes pour freelances. Quarante-trois participants ont depuis indiqué que la formation leur avait ouvert de nouvelles perspectives d'emploi lucratives.

Mercy Chewetu Mukupa, fondatrice et PDG de Queen of Chitenge Fashion Ltd a déclaré : « Le programme de formation We'Digit m'a donné la confiance nécessaire pour terminer mon site web de commerce en ligne, car j'ai pu appliquer les connaissances acquises lors de la formation ». Elle prévoit d'utiliser le site web pour attirer d'autres créateurs et obtenir des revenus de la publicité.

Clive Lusana, un pigiste numérique basé à Livingstone, estime que la formation lui a permis d'apprendre à utiliser des outils d'intelligence artificielle pour créer du contenu numérique. Clive a déclaré : « Le modèle du bricolage m'a vraiment aidé à prendre mon avenir en main ».

Ce programme de formation est la plus récente étape du travail continu de l'ITC en Zambie pour combler le fossé de la connectivité numérique et créer de nouvelles opportunités pour les MPME du pays. Par exemple, l'ITC, dans le cadre de son programme Fast Tracking Digital Entrepreneurship in Africa soutenu par le gouvernement des Pays-Bas, a déjà formé plusieurs centres technologiques, start-ups technologiques et entrepreneurs numériques à l'utilisation des compétences et outils numériques les plus récents.

Dans le cadre de ce programme, également connu sous le nom de FastTrackTech Switch ON, l'ITC a fait participer des entrepreneurs de certaines de ces start-ups à des événements internationaux majeurs, tels que Mobile World Congress 2023 à Barcelone et Web Summit à Lisbonne, afin de nouer des contacts avec leurs pairs. Grâce à ces efforts, des entrepreneurs comme Muchu Kaingu, Directeur de la technologie de la société de micro-finance Lupiya, dont le siège est en Zambie, ont pu nouer des liens précieux.

M. Kaingu, a déclaré en faisant référence aux nouveaux partenaires avec lesquels il s'est mis en relation lors du Web Summit en 2023 : « Ce sont des partenaires sur lesquels nous pouvons nous appuyer pour continuer à développer notre plateforme. Nous discutons également

avec un partenaire d'internationalisation pour enregistrer une société holding aux États-Unis, ce qui nous donnerait un meilleur accès au capital ».

Lupiya a maintenant levé \$8,25 millions dans le cadre d'un financement de série A, qu'elle attribue à la participation de l'ITC par le biais du travail FastTrackTech Switch ON. Ce soutien fait partie de la stratégie de l'ITC visant à rendre plus de start-ups zambiennes de la fintech adaptées à l'investissement, afin qu'elles puissent se présenter directement aux investisseurs et aux fournisseurs de capital-risque lors d'événements tels que les Journées des investisseurs annuelles à Lusaka.

À l'avenir, l'ITC et ses partenaires concentreront leurs efforts sur des mesures telles que l'amélioration de la connectivité numérique dans les zones urbaines et rurales de la Zambie, en rendant l'accès à l'internet plus facile et plus cohérent. Parmi les autres activités à venir, citons le travail sur les places de marché virtuelles pour le commerce en ligne et l'aide aux MPME pour l'adoption de solutions de paiement en ligne, pour n'en citer que quelques-unes.

La Zambie elle-même est un pays pilote pour des efforts similaires à travers le continent et au delà, qui font tous partie du « moonshot sur le numérique » de l'ITC et s'alignent sur son plan stratégique actuel 2022 - 2025.



LIENS

En savoir plus sur le projet de l'ITC en Zambie : <https://intracen.org/news-and-events/news/better-digital-connectivity-for-small-businesses-to-trade>

BAILLEURS DE FONDS

Canada, Allemagne, Irlande, Norvège, Suède, Suisse

Personnes déplacées en Ukraine : Renforcer les compétences numériques pour la résilience économique

Deux ans après l'invasion massive de l'Ukraine, plus de 11 millions d'Ukrainiens ont été déplacés, dont près de 3,7 millions à l'intérieur du pays, selon les données de l'Organisation internationale pour les migrations.

L'une de ces personnes est Hanna, qui a quitté la région de Donetsk pour la première fois en 2014 avec son jeune enfant, et qui a depuis dû déménager à nouveau avec sa famille en raison de l'escalade des hostilités. En essayant d'élever une famille, d'assurer leur sécurité personnelle et de s'adapter aux nombreuses perturbations de l'accès aux biens et services de base, il était difficile de trouver un nouvel emploi.

Le conflit en cours a touché au moins 65 % des entreprises ukrainiennes, mais les entreprises qui ont survécu à la crise s'adaptent au contexte actuel. Par exemple, Ekonomichna Pravda rapporte qu'environ 77 % des entreprises qui font partie de l'Association européenne des entreprises d'Ukraine ont repris leurs activités normales à partir d'octobre 2023.

Hanna fait partie des nombreux Ukrainiens déplacés qui ont participé à un projet de l'ITC financé par le Japon pour les aider à renforcer leur résilience économique. Dans le cas d'Hanna, elle s'est inscrite à une formation en informatique à l'Institut Projector, une ONG ukrainienne qui est l'un des partenaires locaux, où elle a acquis, avec plus de 60 autres femmes, des compétences telles que l'optimisation des moteurs de recherche (SEO).

La formation en référencement a débouché sur un nouvel emploi, et plus tard, Hanna a décidé d'ouvrir sa propre agence de marketing numérique pour bénéficier de la flexibilité dont elle et sa famille ont besoin, en particulier dans le contexte actuel. Aujourd'hui, Hanna perfectionne ses compétences en réalisant plusieurs commandes pour des petites entreprises et envisage de poursuivre ses études afin de s'attaquer à des tâches plus complexes pour ses clients.

Hanna est l'une des nombreuses personnes qui ont reçu une formation spécialisée en informatique dans le cadre du projet, ce qui leur a permis de bénéficier d'une flexibilité indispensable dans une situation fragile, tout en les aidant à gagner de bons revenus pour subvenir à leurs

besoins et à ceux de leur famille. Pour la seule année 2023, 900 personnes se sont portées candidates pour participer à la formation en informatique, et 63 ont été sélectionnées. Quarante-neuf des participants ont reçu une certification pour de nouvelles compétences informatiques, et plus d'une douzaine d'entre eux ont déclaré que la formation les avait aidés à trouver un nouvel emploi.

Parallèlement, plus de 216 MPME ont reçu une formation au commerce en ligne, ce qui les a aidées à atteindre les marchés internationaux. Les partenaires nationaux, tels qu'Entrepreneurship and Export Promotion Office (Bureau de promotion de l'esprit d'entreprise et des exportations), ont joué un rôle essentiel dans l'organisation de ces formations. Le projet a également apporté son soutien à sept communautés dans le cadre d'un partenariat avec l'agence de développement régional de l'association des collectivités territoriales de Tavia, réunissant tous les acteurs, des personnes déplacées aux responsables locaux, afin qu'ils puissent déterminer leurs priorités et mettre en place un écosystème commercial plus inclusif.

Le travail de l'ITC en Ukraine s'étend également à d'autres domaines, tels que les efforts en cours soutenus par l'UE qui se concentrent sur les producteurs de fruits, de légumes, de noix et de vin. Ces entreprises agroalimentaires ont de plus en plus de mal à acheminer leurs produits vers les marchés internationaux, en raison de problèmes tels que les pénuries d'électricité ou la nécessité de trouver d'autres itinéraires d'exportation qui nécessitent souvent plus de temps et de ressources.

Étant donné qu'un plus grand nombre de projets de l'ITC se déroulent dans des contextes fragiles et touchés par des conflits, les *Perspectives de compétitivité des PME 2023* ont pour but d'aider à comprendre ce que cette fragilité a comme répercussion sur les petites entreprises, par exemple comment les interruptions des services de base et la nature changeante du marché affectent leur capacité à se développer



1.



2.



3.



4.



5.

1. – 4. Formation à l'accès au commerce en ligne mondial en Ukraine 5. Anna Chumakova, l'une des participantes à la formation en Ukraine

pour survivre et se développer. L'Ukraine était l'un des huit pays inclus dans l'enquête de l'ITC sur les petites entreprises en situation de fragilité qui a contribué à la publication (pour plus d'informations sur les conclusions de SMECO, voir l'étude de cas correspondante).

En perspective, ce projet financé par le Japon se prépare à aider d'autres personnes déplacées à l'intérieur de l'Ukraine à renforcer leurs compétences en informatique, tout en proposant une formation à l'exportation et un accompagnement. Il se prépare également à étendre son action à d'autres communautés afin d'aider les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à s'engager, notamment dans des régions comme Odesa et Mikolaïv.



LIENS

En savoir plus sur le travail de l'ITC pour soutenir les communautés touchées par le déplacement en Ukraine : <https://intracen.org/our-work/projects/ukraine-building-economic-resilience-of-displacement-affected-communities>

BAILLEUR DE FONDS

Japon



Intégration régionale et commerce et investissement Sud-Sud

Ces dernières années ont confirmé que l'établissement de liens plus étroits et la réduction des obstacles au commerce et à l'investissement au sein des régions et entre elles peuvent permettre d'obtenir bien plus que la croissance économique. Ces efforts peuvent également conduire à de nouvelles opportunités pour les MPME, les organisations de la société civile, les décideurs politiques et d'autres acteurs clés de la communauté commerciale d'apprendre les uns des autres et de développer des voies communes vers le développement durable.

Alors que la zone de libre-échange continentale africaine achève sa troisième année d'activité commerciale et que les communautés économiques régionales du continent s'efforcent d'intensifier leurs efforts d'intégration, des changements majeurs se profilent à l'horizon, tant pour le commerce intra-africain que pour le commerce de l'Afrique avec ses partenaires d'autres régions du monde. Notre programme One Trade Africa a mis en évidence la raison pour laquelle le succès de l'ALECAf repose sur la participation active des MPME, en particulier des petites entreprises dirigées par des femmes, des jeunes et des populations vulnérables.

Des mesures visant à accroître le commerce régional et à établir des relations plus étroites sont également en cours dans des régions allant de l'Asie du Sud-Est à l'Asie centrale en passant par l'Amérique latine, comme le montrent les études de cas présentées dans cette section et dans l'ensemble du présent rapport annuel. Les projets présentés dans cette section mettent en lumière l'éventail des projets d'intégration régionale en cours et montrent comment les « moonshots » de l'ITC, de l'écologie au genre en passant par la jeunesse et le numérique, sont tous en jeu.

Les faits saillants de ce résumé narratif donnent un aperçu de certaines de nos autres initiatives en cours en matière

d'intégration régionale et de commerce Sud-Sud, et des points à surveiller dans les années à venir. Comme pour les projets de l'ITC dans le monde entier, notre travail d'appui à l'intégration régionale et au commerce Sud-Sud s'appuie fortement sur des partenariats, notamment avec les organisations de la société civile, les institutions locales, les gouvernements, les partenaires du développement et les acteurs du secteur privé, dans l'esprit de notre stratégie Partnerships4Purpose (Partenariats axés sur des objectifs).

Faits saillants 2023

Notre travail dans les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) soutient l'intégration régionale et la mise en œuvre du plan directeur 2025 de la Communauté économique de l'ANASE (AEC). L'assistance technique de l'ITC a contribué à renforcer l'intégration économique régionale, à soutenir les objectifs de l'ANASE d'ouvrir de nouvelles voies commerciales en réduisant les coûts des affaires, à stimuler la coopération politique et à faciliter la formation et la participation aux chaînes de valeur régionales et internationales.

Les MPME de la région bénéficient d'un environnement commercial, de politiques et de processus améliorés pour accroître leur compétitivité à l'exportation dans le cadre des projets ARISE Plus. Il s'agit notamment de travaux sur la facilitation des échanges et la transparence, la gestion de la qualité, l'évaluation des normes et de la conformité avec les entités gouvernementales et les régulateurs. L'ITC met en œuvre cinq projets nationaux ARISE Plus financés par l'UE au Laos, en Malaisie, au Myanmar, aux Philippines et en Thaïlande.

Une grande partie du développement du commerce Sud-Sud consiste à répondre aux questions et aux préoccupations auxquelles les commerçants transfrontaliers sont souvent confrontés, qu'il s'agisse de la manière de franchir une



1. Lancement de MARKUP II en Tanzanie 2. Session sur l'amélioration du commerce des denrées alimentaires et des produits agricoles au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) lors de la 10^e conférence annuelle Borderless au Ghana 3. Sutee Preechawut, cultivateur de mangoustan à Chantaburi, Thaïlande 4. Aishan Sulaiman, PDG de Royal Pearls Resources Ltd, exposant au salon Food & Beverage West Africa Trade Fair au Nigeria

frontière en bonne et due forme ou de la manière de faire face à d'éventuels harcèlements ou à la corruption. Le renforcement des capacités des associations de petits commerçants transfrontaliers peut constituer un grand pas dans cette direction. C'est pourquoi l'ITC s'efforce de soutenir ces associations au sein du **Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe** (COMESA).

Notre **programme de compétitivité en Afrique de l'Ouest** (WACOMP) reste très actif au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), où certains des jalons à partir de 2023 comprennent le soutien aux PME pour qu'elles participent à des événements de réseautage et à des foires commerciales, comme la Conférence africaine sur le manioc, le Forum sur le commerce et l'investissement afro-caraïbe et la Foire commerciale intra-africaine. La participation à des événements de ce type peut générer des dividendes importants pour les petites entreprises : par exemple, 11 PME que l'ITC a aidées à participer à la Foire commerciale des produits alimentaires et des boissons d'Afrique de l'Ouest, dont quatre dirigées par des femmes, ont pu effectuer des transactions générant un revenu total de plus de \$40 000.

En Afrique de l'Est, notre **programme de mise à niveau de l'accès au marché UE-CEA** (MARKUP) avec l'UE et la

Communauté d'Afrique de l'Est a démarré sa deuxième phase fin 2023, ouvrant la voie au soutien d'un plus grand nombre de MPME d'Afrique de l'Est dans des secteurs allant de l'avocat au café en passant par les épices et l'emballage.

Des illustrations de ce type sont nombreuses dans le travail de l'ITC, comme le montrent des exemples tels que les Alliances pour le développement de l'industrie de la noix de coco dans les Caraïbes, qui non seulement soutiennent les efforts régionaux visant à améliorer la sécurité alimentaire, mais conduisent également à des avantages environnementaux majeurs, ce qui explique pourquoi ces alliances figurent en tant qu'étude de cas dans la section « commerce vert » de ce rapport annuel.

En outre, deux pôles distincts **SheTrades** de l'ITC desservent deux régions entières : un pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, hébergé par la Dubai Economic Development Corporation (DED), Dubai Department of Economy and Tourism, et un autre pour les Caraïbes, qui a été lancé fin 2023 et est hébergé en partenariat avec la Banque de développement des Caraïbes. Les possibilités de mise en réseau, de formation et de mise en relation avec le marché permettent à un plus grand nombre d'entreprises dirigées par des femmes et d'organisations de la société civile dans ces régions de se réunir.

Préparation de la sortie de la catégorie de PMA : Préparer le terrain pour la prochaine phase en RDP lao

La République démocratique populaire lao (RDP lao) est un pays enclavé d'Asie du Sud-Est dont le potentiel d'exportation peut atteindre \$1,4 milliard. Elle est en passe de sortir de la catégorie des pays les moins avancés (PMA) des Nations Unies en novembre 2026, et avant cette étape importante, la RDP lao se prépare à l'impact de ce changement de catégorie pour ses liens économiques avec des partenaires commerciaux clés tels que la Chine, l'Union européenne et les autres économies d'Asie du Sud-Est.

L'étude de l'ITC montre que pour sortir du statut de PMA les exportations dans l'économie laotienne devraient atteindre \$734 millions, soit une augmentation de 7,3 %, avec les pertes les plus lourdes ressenties dans des secteurs tels que le latex naturel et le caoutchouc, l'habillement et la chaussure. Toutefois, cette recherche a également indiqué qu'avec les préparatifs adéquats, la RDP lao pourrait bénéficier de gains importants en termes de potentiel commercial inexploité dans certains secteurs, et que ces gains pourront compenser une partie des pertes.

La sortie de la catégorie de PMA est un processus de transition important, qui nécessite une préparation approfondie. L'un des principaux changements auxquels sont confrontés les PMA est la perte de certaines flexibilités prévues par les règles de l'Organisation mondiale du commerce, ainsi que l'accès au marché de l'UE

en franchise de droits et de quotas pour la quasi-totalité des lignes tarifaires, à l'exception de celles qui concernent les armes et les munitions, dans le cadre du système de préférences « Tout sauf les armes ».

La pandémie de COVID-19 a permis de déterminer plus clairement les domaines à renforcer, tout en soulignant l'urgence de se focaliser sur des activités visant à soutenir des chaînes de valeur davantage climato-résistantes, ainsi que sur l'autonomisation des entreprises dirigées par des femmes et des jeunes.

C'est pourquoi l'ITC est actif en RDP lao depuis cinq ans dans le cadre du projet ARISE Plus, une initiative régionale financée par l'UE, afin d'aider à jeter les bases de la sortie de la catégorie de PMA et préparer l'après. Dans le cadre du même projet, l'ITC a également travaillé en Malaisie, au Myanmar, aux Philippines et en Thaïlande. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre du plan directeur 2025 de la Communauté économique de l'ANASE, qui définit des stratégies pour une plus grande intégration économique au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), qui compte dix membres.

Les travaux d'ARISE Plus ont intégré les leçons tirées de la pandémie et ont consisté à collaborer avec la RDP lao pour renforcer les liens économiques avec les partenaires régionaux, tels que les autres États membres de l'ANASE.





1. Lancement de la plateforme « Qualité pour le commerce » de la RDP Lao 2. Lauréat du Lao Green Coffee Competition, Lao PDR
 3. Sysomsack Keobouangern analyse des échantillons d'eau pour détecter d'éventuels contaminants métalliques afin d'améliorer la sécurité alimentaire en RDP lao 4. Une exposante de la RDP lao à Thaifex 2023-Anuga Asia in Thailand

Un autre aspect consistait à déterminer les régimes de préférences de l'UE auxquels la RDP lao aura accès après l'obtention de son statut, et pour quels produits.

Le travail de l'ITC en RDP Lao a ciblé des secteurs économiques, tels que le bois et le café, qui seront importants pour les exportations des MPME à l'atteinte de ce statut. L'ITC a aidé les MPME à rendre leurs pratiques plus résilientes face aux impacts climatiques et plus durables sur le plan environnemental, compte tenu notamment des nombreuses normes de durabilité et des réglementations environnementales liées au commerce en vigueur. Dans le cadre du projet, plus de 200 transactions ont été rapportées par des entreprises du secteur du bois et du café, principalement sur les marchés de l'UE, de la Belgique à l'Espagne, et avec des partenaires de la région et d'ailleurs, de l'Australie au Japon en passant par les États-Unis d'Amérique.

L'ITC a également préparé un guide d'exportation pour le bois de grande valeur qui servira de base à des formations approfondies avec les MPME, qui soutiendront leurs efforts pour renforcer l'offre légale de bois et répondre aux exigences du marché. Selon le Directeur général adjoint du ministère des Forêts, Somvang Phimmavong, le guide est « méticuleusement conçu... un outil destiné à fournir des informations détaillées, des stratégies et des conseils pratiques, en mettant fortement l'accent sur la durabilité »

Dans le cadre de ce projet, des mesures telles que l'accompagnement des MPME et l'aide à l'établissement de liens avec de nouveaux marchés, ainsi que la fourniture d'une assistance technique interentreprises et liée à la politique, ont également joué un rôle essentiel. Ces mesures visaient à permettre une meilleure intégration des chaînes de valeur, avec des produits de meilleure qualité à de meilleurs prix.

En participant au concours de café « Taste of Laos », Nambeng Coffee Group, Mekong Lao Company et Slow Organic Coffee Coop ont tous fait état d'un regain d'intérêt de la part d'acheteurs nationaux et internationaux ainsi que de l'augmentation des ventes. Entre-temps, la possibilité de participer à l'exposition sur le café lao à World of Coffee Athens 2023 a permis à Comma Coffee d'investir au-delà

de son marché national, après avoir constaté l'intérêt commercial éventuel tant pour l'achat de café produit au Laos que pour l'attraction d'investisseurs.

Une entreprise a déclaré à l'ITC : « Nous avons réussi à faire connaître nos produits au niveau international, à établir des relations commerciales et à mieux connaître les normes internationales ».

L'initiative Quality Champions mise en place par l'ITC et la Chambre nationale de commerce et d'industrie du Laos (LNCCI) présente de nombreuses réussites issues de ce travail, qui sont disponibles en ligne afin d'inspirer le changement et de mettre en avant les meilleures pratiques. L'initiative a permis de former plusieurs « champions de la qualité » au contrôle des exportations afin qu'ils puissent transmettre leurs connaissances aux MPME.

Le projet ARISE Plus Lao PDR étant arrivé à son terme, l'ITC a créé un espace d'apprentissage virtuel dont les utilisateurs actuels et futurs peuvent se servir alors que la RDP Lao s'approche de la ligne de sortie de la classe des PMA.



LIENS

En savoir davantage sur ARISE Plus au Laos : <https://intracen.org/our-work/projects/lao-pdr-asean-regional-integration-support-laos-arise-plus>

BAILLEUR DE FONDS

Union européenne

Une nouvelle ère pour le commerce panafricain : La foire commerciale intra-africaine

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est entrée en vigueur en janvier 2021 et les années qui ont suivi ont été marquées par un effort concerté sur de multiples fronts pour aider à traduire dans la pratique la vision qui sous-tend l'accord commercial panafricain historique.

À ce jour, le commerce à l'intérieur du continent ne représente que 14 %, alors que le potentiel d'exportation est de \$22 milliards. L'ALECAf vise à innover, et avec un marché de 1,3 milliard de personnes et un produit intérieur brut combiné de \$3,4 trillions, l'un des indicateurs clés du succès du traité sera de savoir si les MPME qui alimentent l'économie du continent peuvent tirer pleinement parti du potentiel de cet accord unique.

Cependant, cela présente plusieurs défis : alors que plus de 50 % des MPME africaines interrogées ont déclaré à l'ITC qu'elles étaient encore en train d'apprendre l'existence de l'accord, même les entreprises qui en sont conscientes sont confrontées à un défi de taille : obtenir les compétences, les financements, les ressources et les relations nécessaires pour l'utiliser pleinement. Toutefois, s'ils sont atteints, les résultats pourraient être transformateurs, notamment pour la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui définit les priorités de l'Afrique en matière de développement durable et les moyens d'y parvenir au cours des prochaines décennies.

Depuis plusieurs années, l'ITC travaille avec le Secrétariat de l'ALECAf et d'autres partenaires de l'UA dans le cadre de son initiative One Trade Africa pour soutenir les MPME à travers l'Afrique alors qu'elles se préparent à comprendre et à répondre à l'impact que l'ALECAf pourrait avoir sur leurs activités, tout en s'engageant avec les décideurs politiques et les acteurs de l'écosystème commercial sur les opportunités que l'accord commercial pourrait ouvrir pour développer des chaînes de valeur prioritaires, créer des emplois pour les femmes et les jeunes, améliorer la sécurité alimentaire, et bien plus.

Tous ces efforts se sont concrétisés en novembre 2023, lorsque l'ITC a amené une importante délégation de petites entreprises au Caire, en Égypte, pour la Foire commerciale intra-africaine organisée par la Banque africaine d'import-export. L'objectif ? Présenter, lors de la plus grande foire commerciale continentale d'Afrique, l'étendue et la profondeur de ce que l'ALECAf a à offrir aux petites entreprises, tout en écoutant les MPME parler de ce dont elles auront le plus besoin à mesure que la mise en œuvre du traité s'accéléra.

« C'est le lieu indiqué pour apprendre ce que font les entreprises africaines et voir ce que nous pouvons faire ensemble ».

Sylvie Sagbo Gommard, PDG, Senar

L'ITC a fait participer une vingtaine de MPME à la foire, originaires de neuf pays africains et travaillant dans des secteurs allant de l'agriculture au textile et à l'habillement, en passant par les services. Ces PME ont également eu l'occasion de participer à des voyages d'étude dans d'autres régions d'Égypte pour voir la production de chocolat, d'oignons et de mangues en action, ainsi que de prendre part à des activités interentreprises et intergouvernementales.

Sylvie Sagbo Gommard, PDG de l'entreprise sénégalaise Senar, qui a participé à l'atelier de préparation à l'exportation de l'ALECAf a déclaré : « Nous avons l'habitude d'exporter et de travailler [avec d'autres], loin de l'Afrique. Je pense qu'il serait peut-être plus facile pour nous de travailler avec des entreprises africaines. Je pense que c'est le lieu indiqué pour apprendre ce que font les entreprises africaines et voir ce que nous pouvons faire ensemble ».



1.



2.



3.



4.

1. Des femmes entrepreneurs ghanéennes présentent leurs produits sur le stand de l'ITC lors de la Foire commerciale intra-africaine 2023
 2. Rattrapage avec l'équipe de l'ITC au Sénégal et les bénéficiaires de WACOMP Sénégal 3. & 4. Session sur la facilitation du commerce agricole par la technologie à la foire commerciale intra-africaine 2023

Avec l'IATF 2023 dans le rétroviseur, les MPME participantes cherchent maintenant comment elles peuvent utiliser ce qu'elles ont appris dans leur travail quotidien.

« Après ma participation à la foire IATF, j'ai constaté qu'il y avait beaucoup de choses à faire pour moderniser le secteur agricole au Togo ».

Thomas Kossi Garfo, TIC TOGO

« Dans les prochains jours, je soumettrai à la GIZ un plan d'affaires qui regroupera plus de 3 000 coopératives togolaises sur une place de marché ».

Au fur et à mesure que ces travaux se poursuivront, une autre priorité sera de veiller à ce que ces petites entreprises, qui s'apprêtent à commercer plus étroitement avec leurs homologues en Afrique, soient également bien placées pour exporter leurs biens et services au delà et tirer parti des liens avec la diaspora, par exemple dans les

Caraïbes. Les recherches de l'ITC montrent, par exemple, que le potentiel d'exportation inexploité du commerce Afrique-Caraïbes s'élève à plus de \$1milliard, couvrant des secteurs allant de l'agroalimentaire au tourisme.



LIENS

En savoir plus sur One Trade Africa : <https://intracen.org/our-work/projects/one-trade-africa-connecting-the-african-business-community-with-the-ALECAF>

BAILLEURS DE FONDS

Allemagne, Canada, Irlande, Norvège, Suède, Suisse, Banque africaine d'import-export, Union européenne, ONUDI, Pays-Bas

Porte d'entrée de l'Asie centrale : Aider les petites entreprises à explorer les corridors commerciaux

De la maroquinerie à la céramique, des tisanes aux oreillers faits main, les petites entreprises d'Asie centrale cherchent de plus en plus à écouler leurs produits sur les marchés, en particulier dans les pays voisins. Toutefois, l'un des plus grands défis auxquels ils sont confrontés se présente lorsqu'il s'agit de remplir les documents adéquats et de les faire parvenir à l'endroit indiqué et dans les délais.

L'exportation et l'importation, même vers des acheteurs et des consommateurs de pays voisins, peuvent souvent nécessiter plusieurs étapes et formalités, qui requièrent un temps dont les petites entreprises disposent rarement. Même lorsque ces informations existent, elles sont souvent réparties sur plusieurs sites web et dans différentes langues.

Une nouvelle plateforme en ligne permet d'innover. Connue sous le nom de Central Asia Gateway, elle s'appuie sur une méthodologie de pointe que l'ITC et la CNUCED ont affinée pendant plus d'une dizaine d'années, en consolidant à travers plus de 300 flux commerciaux, les informations sur les marchandises que les petites entreprises de la région échangent le plus. Les utilisateurs peuvent visiter le site web et obtenir facilement une vue d'ensemble, étape par étape, des procédures d'importation et d'exportation le long des corridors commerciaux, par pays et par produit, des haricots et de l'eau en bouteille à la farine et aux chaussures.

Le portail rassemble ces informations à partir des portails nationaux de facilitation des échanges du Kazakhstan, du Kirghizstan, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan, qui ont tous joué un rôle actif dans la réalisation de cette ressource en ligne. Il contribue également à aider la région à atteindre les objectifs de l'accord de l'Organisation mondiale du commerce sur la facilitation des échanges, à savoir réduire les formalités administratives aux frontières et faciliter les processus commerciaux, notamment grâce à des informations de meilleure qualité, vérifiables et accessibles.

Larisa Kislyakova, Directrice de l'Association des transports et de la logistique d'Asie centrale a déclaré « L'existence de ce portail régional permet aux exportateurs et aux importateurs de gagner un temps précieux ».

Les utilisateurs font savoir à Larisa que le portail « est très important et très flexible pour leur travail », leur donnant la possibilité d'apporter des corrections tout au long du processus de négociation.

Le temps gagné par les petites entreprises s'est traduit par des coûts bien moindres : par exemple, les estimations actuelles suggèrent que les coûts du commerce transfrontalier ont déjà diminué de \$1million pour l'ensemble des entreprises tadjikes.

Le portail est continuellement mis à jour pour refléter les informations les plus récentes et les flux commerciaux supplémentaires. Il est apprécié des décideurs politiques locaux et de la communauté internationale. En 2023, il s'est vu décerner le titre de « Meilleur portail d'information commerciale » lors du Forum mondial de l'investissement organisé par l'ONU pour le commerce et le développement à Abu Dhabi. À ce jour, la passerelle a attiré 225 000 utilisateurs, qui peuvent accéder aux informations en anglais, en kazakh, en kirghize, en russe, en tadjik, en turkmène ou en ouzbek. Le fait de disposer de ces informations en un seul endroit a également permis d'alimenter de nouvelles initiatives visant à simplifier les processus de commerce transfrontalier dans la mesure du possible et à numériser les étapes clés.

Le portail ne se limite pas à la collecte d'informations : il comprend un indice de facilitation des échanges qui permet aux institutions locales de partager leurs meilleures pratiques en matière de facilitation des échanges, de suivre l'évolution de ces efforts, et bien plus. Un autre élément clé est une « vue du corridor » pour les utilisateurs qui souhaitent voir comment les corridors commerciaux fonctionnent dans la région et leur impact.



1. Employée ouzbèke gérant des machines à coudre automatiques **2.** Central Asia Gateway remporte le prix du « Meilleur portail d'information commerciale » au Forum mondial de l'investissement à Abu Dhabi **3.** Agriculteur ouzbek contrôlant la qualité du blé **4.** Les infrastructures de transport et de logistique sont essentielles au développement du commerce Sud-Sud

Le projet Ready4Trade Central Asia, financé par l'UE et dont le portail est une composante majeure, comporte également d'autres piliers essentiels : de la formation des femmes pour qu'elles soient mieux placées pour entreprendre des carrières dans le commerce et les douanes, à la mise en relation des artisans avec des places de marché virtuelles pour vendre en ligne.

Alors que l'ITC poursuit son engagement en Asie centrale, cette approche globale est essentielle pour garantir que les petites entreprises de la région sont dans la meilleure position possible pour être compétitives et, à leur tour, rendre service à leurs communautés.



LIENS

En savoir plus sur Ready4Trade Central Asia : <https://intracen.org/our-work/projects/central-asia-ready4trade-r4tca>

BAILLEUR DE FONDS

Union européenne



VIRTUAL

WIRELESS

CABLES

REVENUE

900
800
700
600
500
400
300
200
100
0

345432637675
67057057654305694575467A56

©Shutterstock.com

Résultats institutionnels



Notre proposition de valeur

La proposition de valeur de l'ITC s'articule autour de nos forces organisationnelles que sont la confiance, l'expertise, la connectivité et l'agilité. Qu'il s'agisse des mesures que nous prenons pour gérer les données en toute sécurité

ou de notre engagement en faveur de l'innovation, la manière dont nous travaillons est aussi importante que les objectifs que nous poursuivons en tant qu'organisation.



Confiance

Nous suscitons la confiance en tant qu'organisation neutre et inclusive.

Domaine d'expertise

Nous créons des connaissances et des compétences pour responsabiliser les parties prenantes.



Connectivité

Nous facilitons le dialogue et le soutien entre et parmi les clients et les partenaires.

Agilité

Nous personnalisons et innovons pour nous assurer que les clients reçoivent les bonnes solutions.



En perspective (Moving forward)

2023 a été une année de réflexion et d'action pour l'ITC, car nous avons cherché à actualiser notre façon de travailler en interne pour mieux refléter nos valeurs et nos aspirations.

Il n'y a rien de facile, encore moins de prestigieux à reconnaître nos difficultés. Il est pourtant essentiel de s'y astreindre si nous voulons respecter notre vision, notre mission et notre mandat : nous ne pouvons pas bien servir nos bénéficiaires si nous ne mettons pas pleinement en pratique nos propres valeurs et le code de conduite des Nations Unies au sein de notre organisation. Le plan d'action « Moving Forward (En perspective) » de l'ITC a été lancé en février 2023 avec cet objectif à l'esprit. Il comporte un plan en 26 points, divisé en deux sections : la lutte contre les comportements interdits au sein de l'ITC et la création d'un meilleur lieu de travail.

La première section, consacrée aux comportements interdits, vise à relever les deux défis immédiats et à mettre en place des mécanismes permettant de mieux prévenir les comportements interdits et de traiter efficacement les situations de ce type lorsqu'elles se présentent. Elle comporte un plan en six points, qui comprend l'ouverture d'enquêtes externes par des autorités indépendantes sur les allégations de conduite interdite, ainsi que la mise en place d'un médiateur qui, bien qu'extérieur à l'ITC, se consacre à nos besoins spécifiques en ce qui concerne les systèmes informels de résolution des conflits, notamment lorsqu'il est judicieux de passer de mesures informelles à des mesures formelles.

D'autres points d'action comprennent des mesures pour s'assurer que le système de l'ITC pour traiter les conduites interdites et son cadre de responsabilité, respectivement, sont conformes aux meilleures pratiques et normes de l'ONU, et des mesures pour rendre claire dans toute l'Organisation notre politique de « tolérance zéro » contre l'intimidation, le harcèlement et la discrimination. Ces efforts consistent également à s'assurer que le personnel de l'ITC sait où s'adresser pour dénoncer des griefs et connaît la manière dont ces processus sont traités.

La deuxième section porte sur la mise en place du lieu de travail que nous souhaitons : un lieu où chacun se sent responsabilisé, qu'il débute sa carrière en tant que stagiaire ou qu'il ait des dizaines d'années d'expérience. Ce plan en 20 points a déjà permis de franchir quelques étapes notables, comme la décision d'apporter un soutien financier aux stagiaires de l'ITC, ainsi que la mise en place de groupes internes chargés d'examiner dans quelle mesure nous mettons en pratique les valeurs et le code de conduite de l'ONU et dans quels domaines nous pouvons nous améliorer. Nous avons réorganisé notre processus d'évaluation des performances et nous faisons de même en ce qui concerne l'évolution des carrières, car nous reconnaissons que notre personnel est notre plus grand atout.



Réunion publique de l'ITC sur l'initiative « Moving Forward » (En perspective)

Il ne s'agit là que de quelques exemples parmi tant d'autres, et les progrès réalisés en une seule année témoignent du dévouement de notre propre communauté ITC. Nous avons l'intention de continuer à nous appuyer sur ces progrès tout au long de l'année 2024 et au-delà. Cela inclut, par exemple, le travail en cours pour créer de meilleures conditions de travail pour les consultants et les entrepreneurs, ainsi que les efforts en cours pour élaborer des « règles de collaboration » pour la façon dont nos différentes équipes au sein de « One ITC » collaborent les unes avec les autres.

La transparence et le dialogue sont essentiels à la réussite de Moving Forward (En perspective) et nous permettent de continuer à faire le point sur les domaines dans lesquels nous avons obtenu de bons résultats, sur les domaines dans lesquels des efforts supplémentaires sont nécessaires et sur les nouveaux besoins qui pourraient apparaître. En pratique, l'ITC a mis en place des assemblées générales régulières organisées par la Directrice exécutive de l'ITC, ainsi que des heures de bureau mensuelles lui permettant de rencontrer tout le personnel intéressé. Un engagement régulier entre la direction et le conseil du personnel de l'ITC et des enquêtes révisées sur l'engagement des employés, avec des mesures ultérieures de suivi des résultats, sont également essentiels pour faire avancer le plan d'action « Moving forward ».

Le changement n'est jamais facile et il faut du temps pour parvenir à un changement durable. Ce que l'initiative « Moving Forward » de l'ITC nous a déjà montré, cependant, c'est qu'en nous rassemblant autour d'un objectif commun, celui d'un lieu de travail solidaire dont nous pouvons tous être fiers, nous pouvons aller et nous irons beaucoup plus loin que nous ne l'aurions imaginé. Il s'agit d'une initiative à laquelle nous restons attachés à long terme et dans le cadre de laquelle nous nous engageons à rester à l'écoute, à continuer d'apprendre et à poursuivre notre développement.



Comment nous obtenons des résultats

Les résultats présentés dans ce rapport annuel donnent un aperçu d'un portefeuille de projets beaucoup plus vaste dans le monde entier. Leur succès repose sur leur capacité à définir les risques, à s'y préparer et à les atténuer, à suivre et à rendre compte de l'évolution de leur travail dans le temps, et à s'assurer qu'ils respectent les contrôles internes qui sont essentiels à l'efficacité de leurs interventions et au maintien de la confiance de leurs bénéficiaires et de leurs partenaires.

Gestion des risques

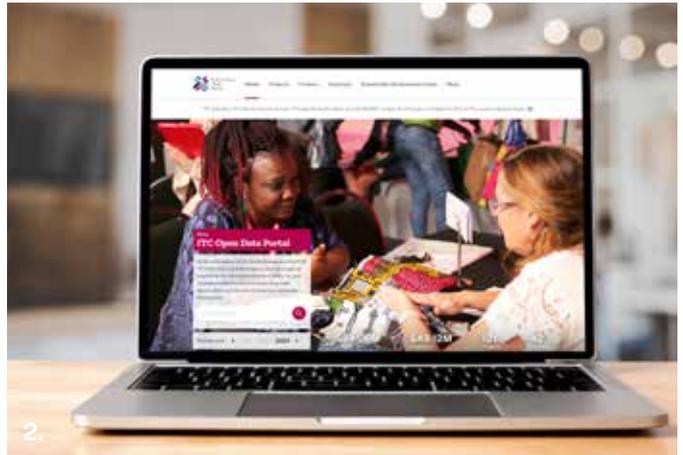
Le cadre et la politique de gestion des risques institutionnels (ERM) permettent à l'ITC de réaliser tout son potentiel et de conserver une solide réputation en termes de cohérence, de valeur et d'impact. En s'appuyant sur ce cadre et cette politique, et grâce à des sessions semestrielles sur la gestion des risques au niveau institutionnel, l'ITC a atténué plusieurs risques tout au long de l'année 2023, tels que ceux liés au financement et aux fluctuations des taux de change.

Le plan d'action « Moving Forward » a fourni des indications précieuses sur la manière dont l'ITC peut améliorer son évaluation et sa gestion des risques, ce que l'ITC est en train de faire. Par exemple, les mesures définies dans le plan d'action « Moving Forward » sur la lutte contre les comportements interdits figurent désormais dans le registre des risques de l'ITC. Ces mesures comprennent la campagne de sensibilisation sur la manière de dénoncer les comportements interdits, ainsi que des mesures permettant au personnel de l'ITC d'accéder aux systèmes de l'ONU et de l'ITC relatifs aux comportements interdits, y compris la fraude.

Dans le cadre du plan d'action « Moving forward », des conseillers indépendants ont également examiné le cadre et la politique de gestion des risques institutionnels en 2023, et le comité de direction de l'ITC a maintenant approuvé une version actualisée. Des mesures sont actuellement en cours pour fournir aux membres du personnel des supports de formation actualisés sur les risques, ainsi que pour leur apprendre l'impact et la raison d'être du cadre et de la politique de gestion des risques institutionnels pour leur travail.

Contrôles internes

Un autre aspect essentiel de la gestion des risques est l'existence de contrôles internes efficaces et bien définis. L'année dernière, l'ITC a continué à donner suite aux recommandations de trois organes de contrôle : le Bureau des services de contrôle interne, le Corps commun d'inspection (voir la section « Évaluation et performance » du présent rapport) et le Comité des commissaires aux comptes. Ce dernier a de nouveau émis une opinion d'audit sans réserve à l'égard de l'ITC. Ces organes de surveillance donnent des indications précieuses sur les points à améliorer dans le cadre de ces contrôles internes, ce que l'ITC a pris en compte. Parmi les contrôles internes pour lesquels l'ITC a amélioré ses efforts de conformité, on trouve ceux qui concernent les voyages, comme l'achat de billets à l'avance, le développement de l'approche la plus rentable possible, et l'évaluation des cas où des options à distance ou hybrides pourraient s'avérer plus efficaces pour la mise en œuvre des interventions.



1. Soutenir la diversité et l'inclusion © Shutterstock.com 2. Portail de données ouvertes de l'ITC publiant les données de l'IITA

Gestion axée sur les résultats

Si la détermination, l'atténuation et l'évitement des risques sont des aspects essentiels du travail de l'ITC, il en va de même pour l'assurance que nos interventions produisent des résultats concrets pour les MPME que nous servons. Pour obtenir une image plus claire de nos progrès, l'ITC a publié une version bêta de nouveaux tableaux de bord de gestion afin d'obtenir les commentaires du personnel sur leur bon fonctionnement et sur ce qui doit être ajusté. D'autres étapes importantes comprennent une nouvelle version du portail de données ouvertes de l'ITC, qui fait partie du travail de l'ITC pour mettre en œuvre l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA).

D'autres avancées clés incluent la mise à jour des directives de gestion de projet de l'ITC, définissant les meilleures pratiques et les normes et exigences spécifiques à l'organisation pour la manière dont l'ITC entreprend la planification de projet, suit les progrès et rend compte des résultats et de l'impact. Elles comprennent, entre autres, des conseils sur la phase de démarrage d'un projet, avec une liste de contrôle connexe sur les éléments livrables de la phase de démarrage, ainsi que des modèles et des outils faciles à utiliser pour le suivi de projet.

Les quatre moonshots étant désormais bien engagés, l'ITC a entrepris un examen au niveau institutionnel sur la manière dont ses projets soutiennent la réalisation des moonshots sur l'écologie et sur le numérique, et a aidé à clarifier l'approche pour mesurer les progrès dans les deux cas. Comme indiqué dans la section du présent rapport intitulée « Faire progresser la diversité, l'inclusion et l'équité », un marqueur sur le handicap pour les projets de l'ITC est en cours d'élaboration et les directives connexes pour l'intégration du handicap et de l'inclusion dans le travail programmatique de l'ITC seront finalisées en 2024. Des sessions trimestrielles et

à la demande sur la gestion axée sur les résultats, couvrant des sujets allant de l'évaluation des risques aux outils institutionnels tels que les enquêtes ITC, ont également eu lieu tout au long de l'année.

L'établissement de rapports est un autre pilier essentiel de la gestion de l'ITC en vue d'obtenir des résultats. Les projets ITC utilisent de plus en plus des modèles institutionnels qui présentent des « domaines de changement », ces modèles permettant de qualifier et de décrire n'importe quel indicateur institutionnel. Cela conduit à une planification, un suivi et un rapport plus précis des résultats au niveau institutionnel, ce qui permet à l'ITC de voir son impact de manière plus nuancée. À l'heure où l'intégration et les « moonshots » deviennent plus importants que jamais pour le travail de l'ITC et ses bénéficiaires, ces modèles institutionnels s'avèrent inestimables.

L'ITC prend continuellement des mesures pour rendre compte de ses progrès aux organes compétents, notamment le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), et collabore avec d'autres agences des Nations Unies telles que le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UN DESA) pour contribuer à la définition des indicateurs de résultats d'UN INFO. L'ITC est répertorié comme propriétaire et copropriétaire de divers indicateurs, étant donné la relation entre ceux-ci et les MPME ou les organisations de soutien aux entreprises.



Évaluation et performance

L'évaluation est un instrument crucial pour toutes les interventions de l'ITC. Elle soutient l'apprentissage organisationnel et le développement des connaissances et garantit la responsabilité par rapport aux résultats escomptés. Les évaluations soutiennent la prise de décision pour la gestion de la politique des programmes et projets de l'ITC afin d'améliorer les performances et de renforcer notre contribution à la réalisation des ODD. L'Unité d'évaluation indépendante (IEU) est la garante de la fonction d'évaluation de l'ITC. L'IEU gère directement les évaluations et les examens et fournit des services consultatifs sur les questions d'évaluation au sein de l'organisation.

En 2023, 18 évaluations et examens ont été finalisés. Parmi celles-ci, trois ont été réalisées de manière indépendante par l'IEU, deux auto-évaluations ont été menées par des directeurs de projet avec le soutien de l'IEU, et 13 ont été menées par des bailleurs de fonds. Le tableau fournit des résumés des évaluations indépendantes de l'IEU achevées en 2023.

Conformément aux normes et standards d'évaluation du Groupe d'évaluation des Nations Unies (UNEG) et aux directives d'évaluation de l'ITC, l'IEU contrôle l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations d'évaluation. Cela permet de s'assurer que les recommandations de l'IEU contribuent à l'efficacité organisationnelle, à l'apprentissage et à la redevabilité au sein de l'ITC. À la fin du troisième trimestre 2023, l'examen semestriel de l'état d'avancement a indiqué que l'IEU avait assuré le suivi de 35 recommandations : 15 ont été entièrement mis en œuvre, une a été partiellement mise en œuvre, 17 sont en cours et deux doivent encore être lancées.

À la demande des équipes de projet et dans le cadre de ses services de conseil, l'IEU soutient les équipes de projet pour préparer leurs rapports d'achèvement de projet, ouvrant la voie à une compréhension commune de la performance de projet et les améliorations pouvant être introduites dans les interventions futures. En 2023, 34 projets (87 % du total) ont respecté l'obligation de soumettre leur rapport d'achèvement de projet dans le délai prescrit de six mois après la date de fin du projet.

L'IEU soutient activement le travail de l'UNEG et contribue aux rapports institutionnels sur la participation de l'ITC au Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies (UN-SWAP) sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (GEEW) et sur la mise en œuvre de la Stratégie d'inclusion des personnes handicapées des Nations Unies (pour plus d'informations sur ces deux points, voir la section « Faire progresser la diversité, l'inclusion et l'équité » dans ce rapport). En 2023, l'IEU a contribué à l'achèvement de deux publications du Bureau des services de contrôle interne (BSCI). En tant que point focal de l'ITC pour le Corps commun d'inspection (CCI), l'IEU a facilité la contribution de l'ITC à l'achèvement de six rapports du CCI à l'échelle du système et la participation à deux autres examens en cours du CCI.



1.



2.

1. Salon de la beauté Olympia 2023 à Londres 2. Ibrahim Thiam, Président-directeur général d'Allido Food au Sénégal

Résumé des évaluations indépendantes et des examens de l'IEU achevés en 2023

Rapport de synthèse de l'évaluation annuelle 2023 (AESR)

L'[AESR 2023](#) a couvert les évaluations et les examens de janvier à décembre 2022, y compris les évaluations réalisées par l'IEU, les auto-évaluations, les évaluations et les examens menés par les bailleurs de fonds et les rapports d'achèvement de projet. Poursuivant l'approche initiée en 2022, l'AESR a évalué les résultats des rapports d'évaluation et des examens par rapport aux principales dimensions du Plan stratégique de l'ITC 2022 - 25. Le document a été présenté aux États membres de l'ONU et aux membres de l'OMC et discuté lors de la réunion annuelle du groupe consultatif commun de l'ITC en juillet 2023.

Évaluation finale du programme de partenariat commercial du Royaume-Uni (UKTP)

Le programme UKTP a été conçu pour aider les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à tirer parti de l'accès en franchise de droits et de quotas aux marchés de l'Union européenne et du Royaume-Uni dont ils bénéficient dans le cadre des accords de partenariat économique. Un an après le début des opérations (2020), le budget annuel du programme a été réduit en raison d'une diminution globale de l'aide britannique au développement outre-mer. En conséquence, le programme a dû redéfinir ses priorités. En termes de durabilité, l'évaluation a observé que, bien que la reprogrammation ait permis, dans certains cas, une mise en œuvre plus rentable, le fait de ne pas donner la priorité aux résultats axés sur l'environnement des entreprises et la facilitation des échanges a eu un impact sur la durabilité des interventions. Par conséquent, l'évaluation a recommandé que les futurs programmes de l'UKTP adoptent des stratégies de sortie fiables et des mesures globales de durabilité, en particulier pour améliorer l'environnement commercial des pays concernés. Il a également été observé que pour

un programme d'aide au commerce d'une telle ampleur, il était nécessaire de renforcer la fonction de suivi et d'évaluation (S&E), couvrant à la fois les résultats techniques et financiers, afin de garantir l'enregistrement des progrès, des défis et de l'apprentissage.

Évaluation du travail de l'ITC sur les chaînes de valeur agricoles - « Chaînes de valeur durables et résilientes »

Il s'agit d'une évaluation du portefeuille de projets de l'ITC qui soutiennent les chaînes de valeur agricoles, couvrant la période 2018 - 2022. L'évaluation a permis d'observer de nombreuses preuves de contributions positives au renforcement de la compétitivité des MPME et à l'amélioration de leurs processus et pratiques au sein des chaînes de valeur agricoles. L'amélioration des performances opérationnelles et managériales des organisations, associations et réseaux dans les chaînes de valeur agricoles a été couronnée de succès. Dans de nombreux cas, l'ITC a ouvert de nouveaux marchés pour les MPME en facilitant les relations entre les acheteurs, les vendeurs, les prestataires de services et les institutions réglementaires qui opèrent ou influencent la gamme d'activités nécessaires pour amener les produits agricoles de leur point de départ à leur utilisation finale. Cependant, d'un point de vue général et malgré des succès notables, l'absence d'une approche programmatique des chaînes de valeur agricoles au sein de l'ITC a également conduit à une série de projets autonomes. Cela affecte clairement la cohérence interne, parfois en termes d'exhaustivité et de qualité des solutions proposées. Par conséquent, l'évaluation recommande un cadre conceptuel commun ou institutionnel pour le soutien aux chaînes de valeur agricoles, qui tienne compte de leur complexité et de leurs résultats de manière holistique. En outre, elle recommande que les projets de l'ITC soutenant les chaînes de valeur agricoles abordent mieux les défis et les opportunités liés à l'inclusivité, au changement climatique et à l'intégration régionale, tout en facilitant et en négociant des solutions de financement pour les MPME.



Gestion des données

Toutes les équipes de l'ITC s'appuient sur des données, qui éclairent la manière dont les décisions sont prises, les interventions sont conçues, et les projets et programmes sont élaborés et mis en œuvre. Non seulement les données sont un outil important pour les approches fondées sur des preuves, mais elles sont également essentielles pour instaurer la confiance : en gérant bien les données, l'ITC peut prouver aux bénéficiaires, aux parties prenantes, aux bailleurs de fonds et aux partenaires que l'institution est responsable, cohérente et qu'elle est à la pointe des meilleures pratiques.

La stratégie de données du Secrétaire général des Nations Unies, qui sous-tend les travaux de l'ITC dans ce domaine et souligne la valeur de l'analyse et de la gestion des données, est un élément essentiel de ce travail. Qu'il s'agisse d'établir des connexions avec des écosystèmes extérieurs au système des Nations Unies ou de traiter les données comme un atout stratégique, la vision et l'orientation stratégiques décrites dans ce document informent à la fois

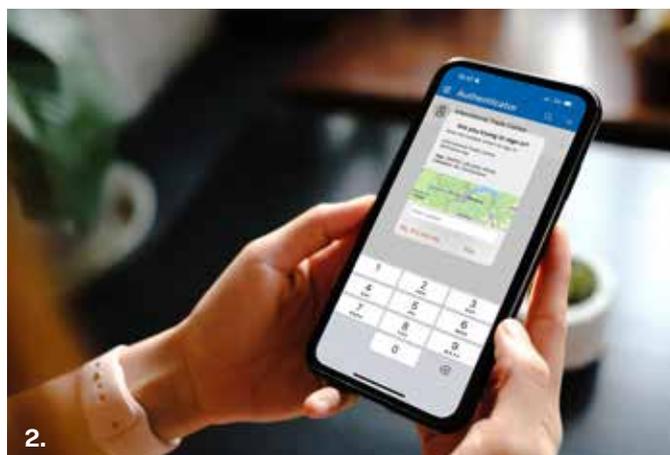
la feuille de route de mise en œuvre de l'ITC 2022 - 2025 et l'initiative de gestion des données de l'ITC qui s'y rapporte.

Cette initiative de gestion des données, mentionnée dans le plan stratégique actuel de l'ITC, est maintenant bien avancée dans sa mise en œuvre. Parmi les étapes franchies en 2023, citons la mise en place d'une fonction d'ouverture de session unique sur d'autres plateformes et applications de l'ITC pour plus de convivialité et d'efficacité ; le déploiement d'une application mobile pour la collecte de données hors ligne, ainsi qu'une application de publipostage pour faciliter la communication sur les projets ; et la mise en place d'une politique de gestion des données des clients.

Tout au long de l'année, il convient également de noter les travaux visant à introduire une structure de gouvernance sur la manière dont l'ITC aborde la gestion et la prise de décision sur les questions liées aux données, ainsi que le développement des systèmes existants, tels que le système de gestion des événements de l'ITC et l'application d'enquête.



1.

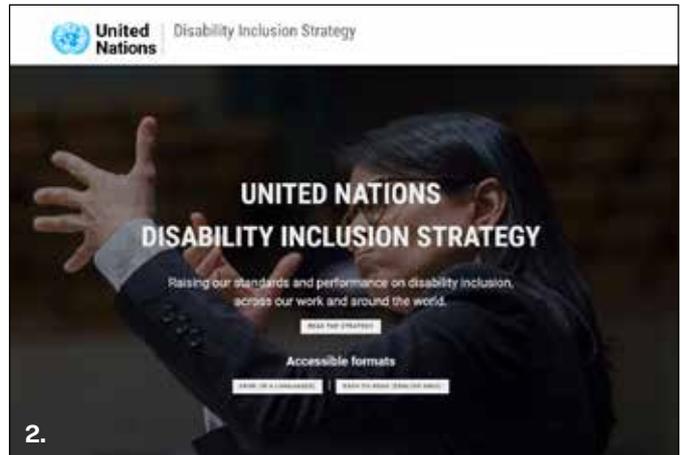


2.

1. Pratiquer une gestion responsable des données **2. Des applications mobiles pour une meilleure sécurité des données**



1.



2.

1. Session du Mois de l'histoire des Noirs 2. Stratégie des Nations Unies pour l'intégration des personnes handicapées

Promouvoir la diversité, l'inclusion et l'équité

L'unité Genre, diversité et inclusion (GDI) de l'ITC est multiforme et englobe des efforts visant à promouvoir l'égalité des sexes, à lutter contre le racisme, à soutenir les droits des personnes LGBTQI+, à améliorer l'inclusion des personnes handicapées et à souligner le bien-être. Ce travail consiste à dissiper les mythes, à sensibiliser et à fournir des formations et des ressources afin que le personnel de l'ITC dispose des compétences et des connaissances nécessaires pour favoriser une culture institutionnelle sécurisée et positive.

Pour répondre à ces besoins, l'unité GDI met en œuvre une série d'initiatives destinées à promouvoir la diversité et l'équité dans l'ensemble de l'organisation. En 2023, ces initiatives comprenaient des tables rondes, des ateliers et des séances de formation sur l'égalité des sexes, la diversité raciale et les droits des personnes LGBTQI+.

En collaboration avec le Laboratoire d'innovation, l'unité GDI a organisé des sessions de formation sur l'utilisation de la technologie pour l'accessibilité, ainsi que des laboratoires d'examen des politiques afin d'offrir une plateforme aux collègues de l'ITC pour partager les meilleures pratiques et contribuer aux mises à jour des politiques. L'ITC s'engage aussi activement dans des efforts de plaidoyer pour promouvoir la diversité et l'inclusion en interne et en externe, comme par exemple à travers une collaboration à l'échelle de l'ONU avec l'Alliance de Genève contre le racisme.

L'engagement de l'ITC à promouvoir l'inclusion et l'équité a donné des résultats majeurs. Par exemple, les sessions « Women's Power Lunch » et les sessions « Staff Talks » mettant en lumière la diversité raciale et géographique ont amélioré la prise de conscience interne et la compréhension des raisons pour lesquelles ces efforts sont importants. Les autres temps forts de 2023 ont été la session Code-Switching du Mois de l'histoire des Noirs, ainsi que l'événement de la Journée mondiale de la santé mentale ouvert par la Directrice exécutive Pamela Coke-Hamilton, cette dernière étant organisée en collaboration avec

le Conseil du personnel de l'ITC et le Bureau du conseiller du personnel de l'Office des Nations Unies à Genève.

L'unité GDI a également continué à proposer des formations sur le comportement des témoins, des sessions d'initiation à la GDI pour les nouveaux arrivants à l'ITC, et des sessions de formation annuelles pour les cadres supérieurs sur le leadership inclusif et la promotion de l'égalité des sexes. Ces activités combinées soulignent l'engagement de l'ITC à soutenir la diversité des points de vue et à favoriser une culture d'entreprise positive. Ces mesures ont été largement reconnues au sein du système des Nations Unies. Par exemple, l'ITC continue de se conformer au Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (UN-SWAP2.0), les résultats pour 2023 montrant une conformité de 94 % avec les repères définis dans ce plan, avec une note de 65 %, dépassant les attentes.

Le dernier rapport de la stratégie d'inclusion des personnes handicapées des Nations Unies montre que l'ITC progresse fortement, en répondant à tous les indicateurs de la stratégie sauf deux, tout en satisfaisant ou en dépassant les exigences pour 13 d'entre eux. L'intégration prochaine d'un marqueur de handicap dans les projets de l'ITC témoigne de notre engagement en faveur de l'inclusion et de la prise de décision fondée sur des données.

En perspective, l'ITC reste déterminé à donner la priorité à la diversité et à l'inclusion (D&I) dans ses politiques, ses pratiques et ses programmes, notamment par la création récente de points focaux pour la santé mentale et le bien-être. L'ITC continuera à utiliser les cadres de l'UN-SWAP et de l'UNDIS pour intégrer la diversité et l'inclusion dans son travail institutionnel et programmatique et pour parvenir à un lieu de travail plus inclusif. L'ITC renforcera également les partenariats avec les parties prenantes externes afin d'amplifier son impact au sein et au-delà du système des Nations Unies.



1. La Directrice exécutive de l'ITC en compagnie des stagiaires

Gestion des ressources humaines

En 2023, les RH ont continué à investir dans l'expansion de la capacité technologique de l'ITC en mettant en œuvre des outils supplémentaires pour la gestion des performances, l'apprentissage et le retour d'information. Par exemple, après la mise en œuvre du module de recrutement Inspira en 2022, les RH ont déployé en 2023 les modules de gestion de la performance et de l'apprentissage Inspira. Ces systèmes efficaces et conviviaux permettent au personnel de l'ITC d'effectuer les évaluations de performance et les formations obligatoires dans les délais impartis.

La nouvelle plateforme de collecte des commentaires applique des normes hautement confidentielles, ce qui permet au personnel de l'ITC de donner des réponses honnêtes. Les résultats de ce retour d'information ont permis d'élaborer un plan d'action visant à accroître la satisfaction du personnel. Les RH ont également dispensé des formations « juste à temps » sur la gestion des performances, notamment sur la création de plans de travail et l'établissement d'objectifs SMART, ainsi que sur la préparation des évaluations à mi-parcours et à la fin du cycle et sur la manière de donner et de recevoir un retour d'information.

L'apprentissage en ligne est un pilier essentiel du travail des RH. En plus de l'abonnement institutionnel existant à la plateforme d'apprentissage de l'École des cadres du système des Nations Unies (UNSSC), les RH permettent au personnel d'utiliser LinkedIn-Learning pour le développement professionnel. Le contenu le plus populaire auquel le personnel s'est intéressé au cours de l'année 2023 était l'intelligence artificielle, notamment la manière dont l'IA pouvait stimuler la productivité et maximiser l'efficacité dans la gestion de projets et l'analyse de données. Les RH ont également organisé des conférences sur des sujets

tels que l'intelligence artificielle sous l'angle de la diversité et de l'inclusion, la gestion du stress, la préparation d'une candidature de qualité, la formulation d'un avis clair et constructif, et les questions de RH en général.

En mettant l'accent sur l'aide à la carrière, les RH ont continué à offrir au personnel la possibilité d'entrer dans le programme de mentorat UN Together, tout en proposant des consultations individuelles sur la planification de carrière, l'examen des candidatures et des simulations d'entretien.

Les RH ont poursuivi leur coordination avec le Bureau de l'Ombudsman des Nations Unies et les services de médiation afin de fournir une formation sur la civilité communautaire, la communication et la résolution des conflits, les limites, la fixation des extrêmes et l'art de dire « non ». Les RH ont également partagé divers canaux et ressources pour les griefs et les rapports sur leur portail principal, en veillant à ce que tout le personnel de l'ITC ait accès à ces informations.

Les stagiaires de l'ITC reçoivent désormais une indemnité de subsistance, tandis que l'équipe de communication et d'événements de l'ITC promeut le programme de stage par le biais de ses canaux de médias sociaux institutionnels. Les RH organisent également des sessions sur leurs responsabilités vis-à-vis des autorités suisses, ainsi que sur le développement de carrière.



1. La Directrice exécutive de l'ITC signant le protocole d'accord avec Absa Bank Kenya 2. La Directrice exécutive de l'ITC signant le protocole d'accord avec Schneider Electric

Partenariats

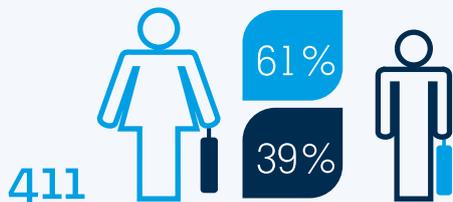
Au cours de nos 60 années d'activité, les partenariats de l'ITC ont été une source constante de fierté et un ingrédient essentiel pour des interventions réussies. C'est grâce à eux que notre travail répond aux besoins, à la situation et aux objectifs de nos bénéficiaires et qu'il peut apporter des changements durables. Nous avons forgé des relations solides, fondées sur la confiance, tant avec les autres membres du système des Nations Unies qu'avec les institutions locales, le secteur privé, les fondations et d'autres acteurs qui partagent notre volonté de rendre le commerce plus connecté, plus durable et plus inclusif.

En 2023, l'ITC a lancé ou renouvelé de nombreux partenariats de ce type, dont voici quelques exemples.

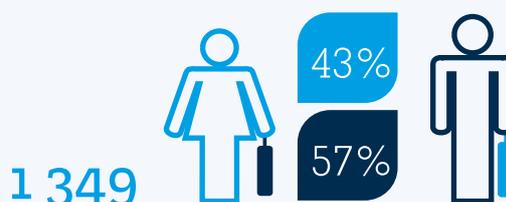
Principaux points forts du partenariat 2023

- L'ITC et la Fondation UPS développent leur travail de longue date pour soutenir les femmes entrepreneurs dans l'économie numérique
- L'ITC et l'Organisation internationale du café (OIC) s'associent pour lancer des projets pilotes dans les pays membres de l'OIC afin de former les producteurs de café à la valeur ajoutée, à l'économie circulaire, à la production durable et à la résilience climatique
- L'ITC et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) intensifient leur collaboration en matière d'intégration régionale en Afrique orientale et australe
- L'ITC, Schneider Electric et Atelier21 cherchent à augmenter le nombre de laboratoires dotés d'outils et de ressources qui favorisent l'adoption d'une énergie propre et efficace par les MPME
- L'ITC et la Commission de l'Union africaine ciblent le commerce inclusif en Afrique en intégrant les petites entreprises dans l'économie régionale, tout en s'efforçant de promouvoir le partage d'informations et de renseignements commerciaux par le biais de l'Observatoire du commerce africain
- L'ITC et l'Organisation africaine de normalisation se sont associés pour soutenir les travaux menés à l'échelle du continent en vue d'établir un label « Made in Africa » et de promouvoir les normes régionales dans les secteurs prioritaires de l'ALECAf et le label Eco Mark Africa
- L'ITC et le Programme alimentaire mondial des Nations Unies travaillent à renforcer la compétitivité et l'efficacité des MPME en Irak, en se concentrant sur le soutien aux petits exploitants agricoles pour l'adaptation au changement climatique, le développement d'alliances agro-industrielles et le renforcement des systèmes alimentaires
- L'ITC et Absa Bank Zambia unissent leurs forces pour développer les services bancaires pour les femmes
- L'ITC et Visa se sont associés pour aider à renforcer les compétences financières des MPME et des entreprises de commerce en ligne dirigées par des jeunes en Afrique
- L'ITC et Trade Finance Global ont mis en place un partenariat médiatique pour le Forum mondial pour le développement des exportations 2023, organisé par le gouvernement de la Mongolie
- L'ITC et l'Organisation de coopération et de développement économiques s'associent pour soutenir des chaînes d'approvisionnement mondiales résilientes, durables et inclusives, avec la participation active des MPME, des femmes et des peuples autochtones

Les ressources humaines de l'ITC en chiffres



membres du personnel représentant 95 nationalités



consultants et contractants individuels de 138 pays pour un total de 2354 contrats

68 consultants et contractants individuels au siège, 1281 en dehors du siège

147

membres du personnel des économies en développement et en transition

59 %

de concours de niveau professionnel ou supérieur remportés par des candidats de pays en développement ou moins développés

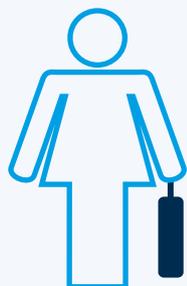


22

membres du personnel des pays les moins avancés

123

membres du personnel de l'UNOP sous contrat en dehors du siège avec au moins 3 mois d'ancienneté en 2023, 29 membres du personnel du PNUD sous contrat en dehors du siège avec au moins 3 mois d'ancienneté en 2023



53 %

du personnel de catégorie professionnelle de l'ITC étaient des femmes en 2021

60 %

de concours de recrutement à durée déterminée remportés par des femmes



63

stagiaires (9 à distance) engagés de 32 pays

408 membres du personnel au siège, 3 membres du personnel en dehors du siège

77 %

du personnel utilise des options d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée

213 utilisatrices (85 % du personnel féminin) et 102 utilisateurs (64 % du personnel masculin)



94 %

de conformité à la norme UN-SWAP 2.0 en 2023



* Des chiffres plus détaillés sur les ressources humaines sont disponibles en ligne aux annexes II et III du présent rapport annuel.

** Le terme « personnel » comprend les employés temporaires, à durée déterminée, continus et permanents, tandis que le terme « consultants et contractants individuels » (CIC) fait référence, respectivement, aux consultants engagés par l'ITC à titre consultatif ou aux contractants individuels fournissant un soutien particulier pour des tâches données ou d'autres missions à court terme.



1.



2.

1. Incubateur Agile du Laboratoire d'innovation 2023 de l'ITC 2. Foire aux innovations de l'ITC 2023.

Une année record pour l'innovation

Le Laboratoire d'innovation de l'ITC existe depuis près de dix ans et ne cesse de se développer. Aujourd'hui, le Laboratoire d'innovation sert d'espace centralisé où les membres de la communauté de l'ITC peuvent définir les bonnes pratiques, les reproduire dans de nouveaux contextes et expérimenter davantage avec les conseils et le soutien du Laboratoire d'innovation. Les résultats sont ensuite intégrés dans l'assistance technique liée au commerce de l'ITC, ainsi que dans la pratique quotidienne au sein de l'organisation.

Tout au long de l'année 2023, le Laboratoire d'innovation a articulé ses activités autour de trois piliers. Le premier était un incubateur d'innovation agile, conçu pour ouvrir la voie à de nouveaux produits et processus. Dans le cadre de l'incubateur, le Laboratoire d'innovation a lancé un « appel à idées » compétitif, et les idées sélectionnées ont ensuite bénéficié d'un soutien utilisant la méthodologie « lean start-up » pour le développement de solutions. Les solutions ont été progressivement intégrées dans les projets en cours.

Parmi les exemples de solutions développées dans le cadre de l'incubateur, citons la plateforme de marché Jokkalante, qui a permis de faciliter les liens avec les prestataires de services financiers via un botcamp WhatsApp pour les agriculteurs et les acheteurs en Gambie. Coffee Sustainability Map est un autre exemple d'une idée qui a bénéficié du soutien d'un incubateur, permettant le développement d'une plateforme en ligne cartographiant les tendances et les changements dans le secteur du café.

Le deuxième pilier était la capacité d'innovation, en d'autres termes, l'organisation par le Laboratoire d'innovation, des sessions de formation régulières sur des sujets liés à l'innovation pour le personnel de l'ITC. Le troisième pilier concernait les écosystèmes d'innovation et les

connaissances, et visait à faire en sorte que les bailleurs de fonds puissent voir ce à quoi l'incubateur d'innovation aboutissait dans la pratique.

Ce dernier pilier s'est également concentré sur l'aide à la traduction des idées et des meilleures pratiques émergeant du Laboratoire d'innovation en idées pouvant être utilisées pour l'assistance technique liée au commerce et les événements de l'ITC. L'une des activités clés de ce pilier a été les sessions « Let's talk about AI » (IA, parlons-en !) organisées tout au long de l'année sur l'impact de l'IA sur le travail de l'ITC et sur la manière de l'utiliser de manière responsable.

En chiffres, le Laboratoire d'innovation a organisé 12 formations en 2023, avec plus de 200 participants distincts au total. Douze nouveaux facilitateurs, issus de toutes les divisions de l'ITC, ont également animé ces formations. Trois des projets de l'ITC ont intégré une contribution du Laboratoire d'innovation, tandis que 19 collègues ont déclaré que leur participation au Laboratoire d'innovation les avait aidés à faire leur travail différemment.

L'un des temps forts de l'année a été le salon de l'innovation en octobre, qui a consacré un après-midi entier à des exemples de réussite en matière d'innovation issus du travail de l'ITC jusqu'à présent et à des idées créatives pour le travail futur. À l'horizon 2024, les activités du Laboratoire d'innovation se concentrent sur la conception de projets pilotes, comme la création de volets liés à l'inclusion du handicap dans les projets SheTrades en cours en Sierra Leone et au Rwanda ; le renforcement des capacités, comme les sessions de formation à l'IA organisées avec le conseiller interne en IA de l'ITC ; et la création d'un écosystème, comme la prochaine édition du Salon de l'innovation en juillet 2024.



1. Enregistrement vidéo lors du Forum public de l'OMC 2023

Communication et sensibilisation

La communication et la sensibilisation sont essentielles pour le travail de l'ITC, car elles permettent d'expliquer à nos publics cibles pourquoi un commerce connecté, durable et inclusif est la voie à suivre pour atteindre les Objectifs de développement durable. Pour le faire, il faut adopter les meilleures pratiques de communication, en mettant clairement l'accent sur l'impact.

Qu'il s'agisse de mettre en lumière des entrepreneurs individuels ou de mener des campagnes majeures, d'organiser de grands événements internationaux comme le WEDF ou de faire connaître le message de l'ITC lors de foires commerciales et de conférences mondiales, l'équipe Communication et événements de l'ITC est la gardienne du message et de la stratégie de l'organisation.

Elle joue également un rôle essentiel dans la diffusion et la promotion de la recherche de l'ITC, des rapports d'enquête aux publications phares, en passant par les documents institutionnels et les documents de projet.

La croissance des canaux de médias sociaux institutionnels montre que ces efforts continuent de porter leurs fruits, tant pour l'ITC que pour les MPME qu'il sert, comme le montrent les données suivantes. Par rapport à 2022, le nombre d'abonnés à nos différents canaux institutionnels a augmenté de manière significative, tout comme le nombre de spectateurs de nos vidéos, qui sont devenues une composante intégrale de l'approche de l'ITC en matière de narration axée sur l'impact :

Adeptes des médias sociaux : **335 524**
+15,9 %



- Twitter : **+11,9 %**
- Facebook : **+14,6 %**
- LinkedIn : **+14,6 %**
- Instagram : **+31,4 %**

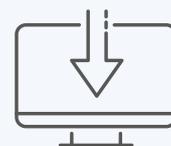
Vues des vidéos : **532 471**
+45 %



Site Web

- Vues : **4436088**
- Utilisateurs : **770971**
- Téléchargement de fichiers : **63 793***

Top 10 des téléchargements de publications en 2023 :



1. Le guide du café, 4^{ème} édition.
2. Contrats types pour les petites entreprises
3. Rapport sur l'économie numérique des BRICS 2022
4. Guide des exportations : Ingrédients et plantes médicinales et aromatiques
5. Perspectives de compétitivité des PME 2022 : Services connexes, entreprises compétitives
6. Made by Africa
7. La Guía del Café, Cuarta edición
8. Rapport sur le commerce des PMA 2023- Améliorer la sécurité alimentaire
9. Perspectives de compétitivité des PME 2021 : Favoriser l'économie verte
10. Le Guide du Café, Quatrième édition

* Les téléchargements de fichiers comprennent des publications, des documents institutionnels tels que des rapports annuels et des documents de projet tels que des brochures.



Aperçu financier et mobilisation des ressources

Le Centre du commerce international fonctionne administrativement sur la base des dispositions approuvées par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 59/276. Ces dispositions permettent à l'ITC de disposer d'un budget et d'un cadre administratif spécifiques.

L'ITC est soumis au Règlement financier et aux règles de gestion financière, au Statut du personnel et au Règlement du personnel des Nations Unies, ainsi qu'au système de contrôle des Nations Unies. Des services d'audit externes et indépendants sont fournis par le Comité des commissaires aux comptes des Nations Unies (BOA), conformément aux normes internationales d'audit. Les états financiers de l'ITC sont certifiés par le contrôleur des Nations Unies et soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies en même temps que le rapport du Comité des commissaires aux comptes. En outre, l'ITC bénéficie du soutien du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) des Nations Unies, qui fonctionne de manière indépendante et dispose d'une délégation d'autorité distincte de la part du Secrétaire général des Nations Unies.

Les opérations de l'ITC sont financées à la fois par le budget ordinaire (RB) et par des fonds extrabudgétaires (XB).

Le budget ordinaire, libellé en francs suisses, est financé à parts égales par les Nations Unies et l'Organisation mondiale du commerce. Les détails budgétaires sont communiqués simultanément à l'Assemblée générale des Nations Unies et au Conseil général de l'OMC. Avant d'être approuvés par ces organes directeurs, le programme de travail, le rapport d'activité et le budget proposés par l'ITC sont examinés par les représentants des États membres au sein de plusieurs comités : le Comité du programme et de la coordination, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et la Cinquième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi que le Comité du budget, des finances et de l'administration de l'OMC.

En plus du financement du budget ordinaire, l'ITC obtient des ressources supplémentaires pour soutenir sa mission. Ces contributions extrabudgétaires proviennent d'engagements pris par diverses entités, telles que les gouvernements donateurs, les organisations gouvernementales, les organismes internationaux et la société civile, notamment les ONG, les entreprises et les fondations. S'étalant souvent sur plusieurs années, les engagements au titre des contributions extrabudgétaires sont décrits dans le Plan opérationnel de l'ITC, avec une supervision par l'ITC conformément à l'autorité déléguée par le Secrétaire général des Nations Unies. Leur utilisation est conforme au règlement financier et aux règles de gestion financière des Nations Unies.

L'ITC perçoit des coûts d'appui programme (DAP) allant jusqu'à 13 % des dépenses extrabudgétaires, afin de récupérer le coût des dépenses indirectes supplémentaires accumulées pour faciliter la mise en œuvre de projets. Ces recettes DAP sont comptabilisées au moment de la dépense extrabudgétaire correspondante, et non lors de la réception des contributions. Le budget DAP est approuvé chaque année.

DONNÉES FINANCIÈRES CLÉS POUR 2023

- **\$159,34 millions** : valeur totale des nouveaux accords extrabudgétaires signés en 2023 pour des projets allant jusqu'à 2028 (2022 : \$58,71 millions)
- **\$166,81 millions** de contributions brutes reçues (2022 : \$146,50 millions)
- **\$257,92 millions** de ressources globales disponibles en 2023, dont un solde d'ouverture de \$91,10 millions et \$166,81 millions de nouvelles contributions (2022) : \$252,63 millions)
- **\$162,41 millions** de dépenses cumulées globales (2022 : \$161,52 millions)

TABLEAU 1 État des ressources (en millions de dollars bruts) au 31 décembre 2023

DESCRIPTION	SOLDE D'OUVERTURE	REVENU NET PERÇU *	DÉPENSES	TOTAL DE L'ENCAISSE
Budget ordinaire	-	40,68	40,68	-
Coût d'appui programme	9,57	8,68	9,68	8,57
Total des ressources extrabudgétaires	81,53	117,45	112,04	86,94
Ressources extrabudgétaires, Guichet I	11,08	10,58	12,78	8,88
Ressources extrabudgétaires, Guichet II	70,45	106,87	99,26	78,05
Total	91,10	166,81	162,41	95,51
Ressources globales disponibles en 2023				257,92

* Contribution nette incluant les remboursements aux donateurs (\$0,219 million), à l'exclusion des intérêts et des transferts aux réserves de fonctionnement.

Le tableau 1 présente les informations financières de l'ITC pour 2023, en se concentrant sur le budget ordinaire, les ressources extrabudgétaires et le compte d'appui programme.

Les accords signés pour les contributions volontaires en 2023 sont revenus au niveau de 2019, réaffirmant la confiance des bailleurs de fonds dans le mandat de l'ITC. Les contributions sont passées de \$58,71 millions en 2022 à \$159,34 millions en 2023, soit une multiplication par 2,71 ou \$100,63 millions. Les contributions extrabudgétaires reçues en 2023 ont augmenté de 18,1 %, atteignant \$117,45 millions, contre \$99,47 millions en 2022. Les dépenses totales sont restées stables, avec \$162,41 millions en 2023 et \$161,52 millions en 2022.

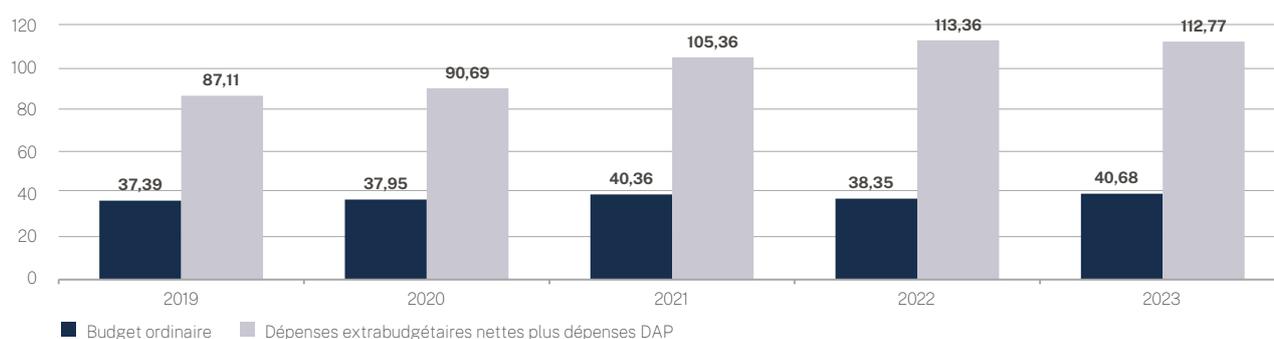
Alors que le budget du budget de fonctionnement est resté inchangé en francs suisses, les dépenses en dollars américains ont augmenté de 6,1 % en 2023 par rapport à 2022. Cette hausse est principalement due au taux de change favorable du dollar américain par rapport au franc suisse tout au long de l'année. Dans l'ensemble, la performance s'est alignée sur les objectifs d'extrants et de résultats fixés pour 2023, comme le montre plus

en détail le graphique 1, qui illustre la tendance à la hausse des dépenses sur le budget ordinaire et les dépenses extrabudgétaires depuis 2019.

Budget ordinaire

L'ITC utilise le budget ordinaire pour financer : (i) le développement et le maintien de l'expertise de base, l'expansion des actifs immatériels de l'ITC, et l'amélioration des volets clés des biens publics mondiaux de l'ITC, notamment les bases de données, les outils et les publications ; (ii) le développement, le suivi et l'évaluation des programmes ; et (iii) la gestion de base de l'ITC et la coordination des pays. Le financement du budget ordinaire couvre les salaires et les dépenses communes de personnel pour 160 postes, ainsi que les coûts de fonctionnement de l'organisation.

Le budget ordinaire est adopté en francs suisses, tandis que les contributions sont reçues sur une base mensuelle et converties en dollars américains au taux de change opérationnel des Nations Unies à la date de la transaction. En 2023, les dépenses sur le budget ordinaire s'élèvent à \$40,68 millions (2022 : \$38,35 millions).

GRAPHIQUE 1 Schéma des dépenses 2019 - 2023 (en millions de dollars)

* Le tableau 1 indique des dépenses extrabudgétaires brutes de \$112,04 millions, qui comprennent les revenus DAP gagnés lorsque les dépenses extrabudgétaires correspondantes sont encourues, tandis que le montant de \$112,77 millions du graphique 1 reflète les dépenses extrabudgétaires nettes, y compris la partie des DAP qui a été utilisée.

TABLEAU 2 Dépenses sur le budget ordinaire en 2023 (millions de dollars bruts)*

CATÉGORIES	DÉPENSES
Salaires et autres frais de personnel	32,75
Frais de fonctionnement et autres coûts directs	5,12
Service contractuel	1,24
Équipement, véhicules et mobilier	0,67
Voyages	0,65
Octroi de subventions	0,21
Fournitures, produits de base et matériaux	0,05
Total général	40,68
Ressources disponibles	40,68
% de réalisation	100 %

* Le budget ordinaire est approuvé en francs suisses. Les montants indiqués dans le tableau ci-dessus ont été convertis en dollars américains afin de faciliter la comparaison des données et de fournir une vue d'ensemble de la situation financière de l'ITC à des fins comptables et d'établissement de rapports.

Fonds extrabudgétaires

Comme prévu l'année précédente, le portefeuille des contributions volontaires a augmenté en 2023 en raison des efforts continus pour diversifier et augmenter les sources de revenus de l'ITC. Les accords signés avec les gouvernements donateurs, les agences multilatérales et les fondations internationales s'élèvent à \$159,3 millions (2022 : \$58,71 millions).

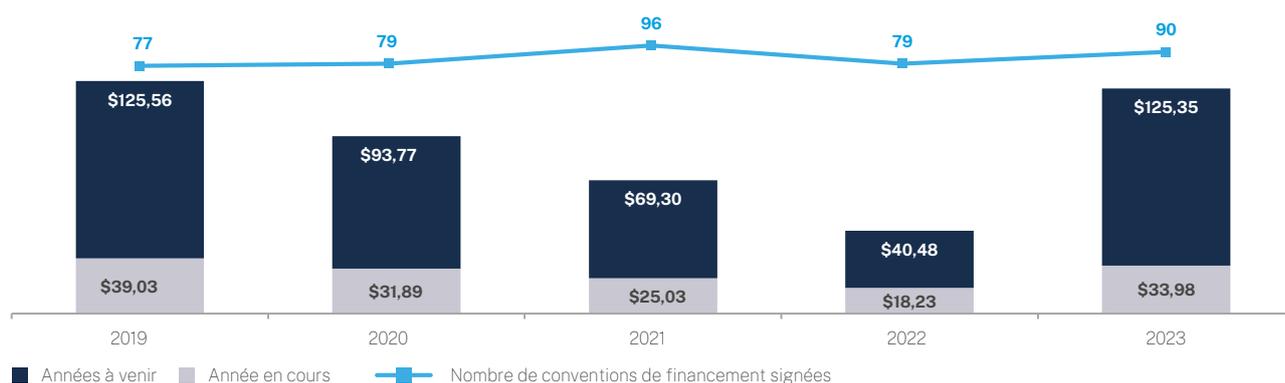
Les contributions volontaires versées dans le cadre d'accords avec les donateurs couvrent souvent des périodes pluriannuelles, car elles sont généralement engagées pour la durée de vie des projets. Cela signifie que certaines contributions liées à des accords signés au cours des années précédentes sont utilisées pour des activités de l'année en cours ou des années à venir.

LE TOTAL DES RESSOURCES EXTRABUDGÉTAIRES DISPONIBLES EN 2023

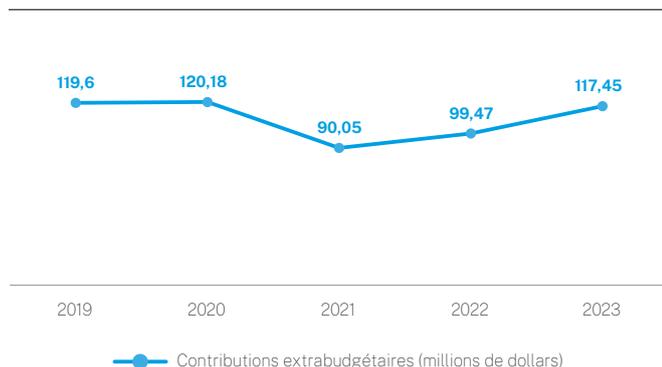
EST INCLUS :

- \$81,53 millions reportés de 2022
- \$117,45 millions de contributions brutes reçues en 2023

Le graphique 2 montre l'évolution des accords de contribution volontaire signés chaque année et la part attribuable à l'année en cours et aux années à venir. Les contributeurs continuent à former une base diversifiée : 11 bailleurs de fonds ont fourni chacun plus de \$1 million, ce qui représente 93 % du financement extrabudgétaire.

GRAPHIQUE 2 Accords de financement signés 2019 - 2023 (millions de dollars)

GRAPHIQUE 3 Contributions extrabudgétaires 2019 - 2023 (millions de dollars)



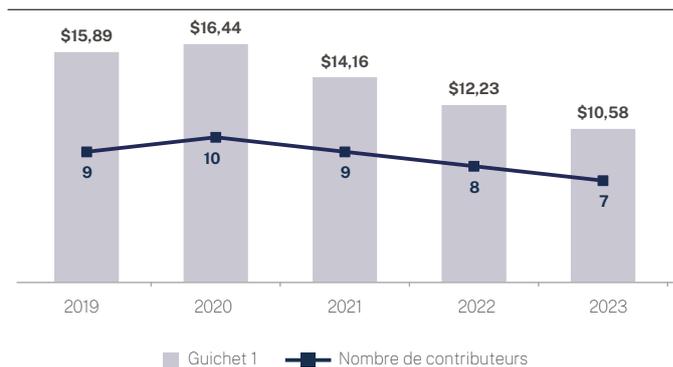
En 2023, mesurés par les dépenses en dollars américains, l'ITC a fourni une assistance technique, un renforcement des capacités et une information commerciale avec des dépenses extrabudgétaires de \$112,04 millions. L'ITC a maintenu une approche hybride de la mise en œuvre, en travaillant avec des partenaires locaux sur le terrain et en s'associant à d'autres agences des Nations Unies.

Un total de \$285,81 millions de fonds extrabudgétaires a été garanti pour les années à venir. Ce montant comprend \$86,94 millions reportés pour des activités en 2023 en raison de la nature pluriannuelle des programmes de l'ITC, et \$198,87 millions de créances restantes sur les donateurs pour des projets de coopération technique.

Contributions non affectées et affectées à des fins spéciales

Le Fonds d'affectation spéciale de l'ITC est divisé en deux « guichets ». Le guichet I est ouvert aux contributions de nature institutionnelle et non destinées à un projet spécifique (non affectées ou peu affectées au niveau d'un domaine d'intervention, d'un programme ou d'une zone géographique). Le guichet II est ouvert aux contributions affectées à des projets spécifiques, clairement identifiables, conçus pour répondre à des objectifs prédéfinis et limités dans le temps. Ils sont mis en œuvre aux niveaux national, régional et interrégional.

GRAPHIQUE 4 Contributions du guichet I pour 2019 - 2023 (en millions)



Le graphique 4 illustre l'évolution des contributions non affectées et les contributions affectées à fins spécifiques (guichet I) en termes de nombre de contributeurs et de valeur totale de leurs contributions.

Compte d'appui au programme

Un recouvrement des coûts indirects appelé « Coûts d'appui au programme » est imputé aux fonds extrabudgétaires en tant que pourcentage des coûts directs. Il s'agit de s'assurer que les coûts supplémentaires liés au soutien des activités financées par les contributions extrabudgétaires ne sont pas supportés par le Bureau régional, tout en garantissant que le soutien nécessaire est disponible.

Conformément aux procédures financières des Nations Unies, l'ITC applique les taux standard de DAP, variant entre 7 % et 13 %, sur les dépenses extrabudgétaires. Ces recettes couvrent les coûts indirects et supplémentaires associés aux projets financés sur des fonds extrabudgétaires, tels que l'administration centrale des ressources humaines, financières et informatiques, ainsi que le suivi et la supervision.

- \$8,68 millions reçus en revenus DAP en 2023, en plus des 9,57 millions reportés de 2022
- \$9,68 millions de dépenses DAP
- Solde de \$8,57 millions sur le compte de DAP à la fin de l'année

TABLEAU 3 Dépenses extrabudgétaires en 2023 (millions de dollars bruts)

CATÉGORIES	DÉPENSES
Experts techniques et autres personnels	71,15
Voyages	13,33
Frais de fonctionnement et autres coûts directs	11,20
Transferts et subventions accordés aux partenaires de mise en œuvre	8,30
Services contractuels	4,97
Équipement, véhicules et mobilier	2,38
Octroi de subventions	0,39
Fournitures, produits de base et matériaux	0,31
Total	112,04

En 2023, les ressources DAP ont continué à être utilisées pour financer du personnel supplémentaire afin de soutenir l'exécution des programmes, ainsi que pour financer des initiatives d'entreprise à frais partagés par le Secrétariat des Nations Unies, ainsi que la sécurité et l'assurance du personnel sur le terrain. L'objectif principal était de parvenir à un recouvrement complet des coûts pour les projets financés grâce à des fonds extrabudgétaires et de veiller à ce que toutes les dépenses opérationnelles et de soutien directes soient intégrées dans les budgets des projets financés grâce à des fonds extrabudgétaires. Cette approche visait à réduire la probabilité d'utiliser les ressources du budget régional pour subventionner des activités financées par les fonds extrabudgétaires.

Cycle du budgétaire ordinaire et dispositions administratives pour l'ITC

Les secrétariats de l'ONU et de l'OMC ont procédé à un examen conjoint des dispositions administratives établies pour l'ITC en vue de proposer une mise à jour appropriée à l'Assemblée générale des Nations Unies et au Conseil général de l'OMC pour examen en 2024. L'objectif de cette mise à jour est de consolider tous les changements intervenus depuis la révision des arrangements administratifs en 2004, comme le fait que les Nations Unies ont introduit un budget annuel alors que l'OMC maintient un cycle budgétaire biennal, ainsi que d'autres applications pratiques des arrangements administratifs qui ont changé au fil des ans.

États financiers IPSAS et ITC

Depuis 2014, l'ITC adhère aux normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) et a toujours reçu une opinion d'audit sans réserve. À compter du 1^{er} janvier 2023, l'ITC a mis en œuvre la norme IPSAS 41 : Instruments financiers, publié par le Conseil des normes comptables internationales du secteur public. En 2023, l'ITC a reçu une opinion d'audit sans réserve sur ses états financiers de 2022, confirmant des pratiques de gestion financière saines et une conformité totale avec les normes IPSAS.

Les appellations employées et la présentation du matériel dans cette publication n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part du Centre du commerce international concernant le statut juridique d'un pays, territoire, ville ou zone ou de ses autorités, ou concernant la délimitation de ses frontières ou limites.

Mai 2024
Original : Français

© Centre du commerce international 2024

ITC/AG(LVIII)/294

Imprimé par le Service de reprographie de l'ITC sur du papier écologique (sans chlore) avec des encres végétales.
L'imprimé est recyclable.

